

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
PROBLÈME JUIF
ET
LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences politiques et économiques

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mardi 26. Juin 1923, à 3 heures 1/2

P A R

Pierre MIGNOT

Président : M. PILLET, professeur.

Assesseurs { *M. BASDEVANT, professeur.*
M. GIDEL, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e arrond.

Léon TENIN, Directeur



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
PROBLÈME JUIF
ET
LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sciences politiques et économiques

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mardi 26 Juin 1923, à 3 heures 1/2

P A R

Pierre MIGNOT

Président : M. PILLET, professeur.

Assesseurs { *M. BASDEVANT, professeur.*
 { *M. GIDEL, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e arrond.

Léon TENIN, Directeur



PREMIÈRE PARTIE

LE PROBLÈME JUIF



CHAPITRE PREMIER

CRITERIUM DE L'IDÉE DE NATIONALITÉ

Sa complexité — Ses divers éléments — Inexactitude de la conception allemande — La définition du principe des nationalités.

Irons-nous jusqu'à dire que le principe des nationalités est une fausse idée claire ainsi que l'affirme Monsieur Henri Hauser, ou bien plutôt nous rangerons-nous à l'opinion de Monsieur Boutroux qui trouve ce principe limpide comme de l'eau de roche ? En réalité, ces deux avis d'apparence opposés renferment une égale part de vérité. Le tout est de distinguer. Rien de plus simple en effet que le principe des nationalités si son rôle consiste à faire coïncider une nationalité donnée avec un état correspondant. En d'autres termes s'il permet à une nationalité de s'épanouir dans le cadre d'un État en s'y adaptant étroitement. Mais la difficulté du problème réside dans le point suivant. Qu'est-ce qui constitue la nationalité. Et alors autant de réponses que d'intérêts différents.

Pour certains, ce sera la race, cet ensemble de qualités diverses, morales, intellectuelles ou physiques par lesquelles un peuple se différencie d'un autre peuple. Mais, considéré sous ce vaste jour, la race ne se distingue guère plus de la nationalité et se confond avec elle. Si, au contraire, on prend le mot race dans un sens plus étroit, dans sa signification réelle et physiologique, arrive-t-on à une explication suffisante de la nationalité. Nullement.

En effet, il n'y a pas de race proprement dite, les invasions, les migrations, les guerres, ont mêlé toutes les nations. Sur

le territoire qui constitue la France, combien de peuples n'ont-il pas passé, depuis le Celte et le Romain jusqu'à ces exotiques d'Afrique ou d'Asie venus ces derniers ans. Il en est de même dans tous les pays du globe et malgré leur situation privilégiée, les îles mêmes ne peuvent éviter ces brassages de races. On ne peut donc pas dire qu'il y ait un type de race bien déterminé.

Tout au plus, sous l'influence de facteurs physiques, climat, territoire, produits du sol, un type moyen peut apparaître et prédominer un certain temps. Et encore celui-ci appartiendra-t-il plutôt au domaine de l'abstraction. Ainsi parle-t-on des types anglais, français ou espagnols, mais il est bien rare de rencontrer quelqu'un qui en réunisse tous les caractères propres. Il peut se faire que dans un centre limité, un village par exemple, avec la multiplication des mariages dans les mêmes familles, un type spécial puisse se manifester au bout d'un certain nombre d'années ; à peine quitte-t-on cette aire très localisée, que le type de la race s'atténue de plus en plus et n'est bientôt plus qu'une conscience vague d'appartenir à telle ou telle race. Mais cette conscience est elle-même un élément important de la nationalité, et dans le cas de crise nationale, l'appel à ce sentiment de race sera d'une force incroyable. Ainsi, le firent la plupart des grands chefs lors de la dernière guerre, dans leurs proclamations annonciatrices de dures batailles ou de grandes victoires.

Comme on vient de le voir, il n'existe pas de race pure et homogène et une nationalité n'est point un ensemble d'individus de même sang. Ce qui est plus, si exceptionnellement au moyen de règles restrictives la défendant entièrement de toutes les influences extérieures, une race a pu se former et demeurer presque intacte, comme il en est de la race basque. On constate que même dans ce cas, le plus favorable pour les partisans de la race, les basques loin d'avoir une nationalité propre sont partagés entre deux nationalités, la française et l'espagnole. Bien différente de la race est donc

la nationalité, puisque non seulement elle ne coïncide pas avec elle, mais que de plus parfois, elle la divise.

Bien des théoriciens pensent expliquer la nationalité par la langue, et chez les Allemands en particulier, le plus souvent le langage est la pierre de touche de la nationalité, comme l'exprime Arndt : « Aussi loin que résonne la langue allemande et que Dieu chante dans les cieux, il faut que cela soit, il faut que cela soit là toute l'Allemagne. » Certes, la valeur de cet élément dans la formation du sentiment national n'est pas à dédaigner. Par la langue s'exprime vraiment l'âme de la Patrie. Ceux qui la parlent sont supposés avoir une formation d'esprit commune, une grande similitude de pensées et de raisonnement. Dès l'enfance on fut bercé des mêmes chants, nourris de semblables histoires, on connut d'identiques héros et de pareilles épopées, bref on fut accoutumé à sentir et à penser de même façon.

Cependant la langue, malgré sa toute puissance ne se confond pas avec la nationalité. Ils abondent sous nos yeux, les exemples de peuples parlant une même langue et ne formant pas une seule nationalité. N'en est-il pas ainsi de la Grande-Bretagne et des États-Unis d'Amérique, de l'Espagne et de ses anciennes colonies de l'Amérique du Sud. A l'inverse, des nations peuvent exister alors que des langues différentes sont parlées. La Suisse, véritable carrefour linguistique, entend retentir sur son territoire, le français, l'allemand, l'italien et même un dialecte le romanche. Deux langues distinctes se partagent la Belgique où ne fleurit qu'une seule et même nationalité.

Si la langue ne constitue pas la nationalité, elle est d'autre part bien souvent le meilleur soutien de celle-ci. D'une profonde vérité est la parole du Mistral : « Qui garde sa langue, tient la clef qui de ses chaînes le délivre ».

En Bohême, si les Tchèques n'avaient pas cultivé leur langue ainsi qu'ils l'ont fait, leur nationalité aurait couru le

risque d'être submergée sous la vague allemande toujours plus dense et violente.

Parmi les nations nouvellement écloses à la vie internationale, on assiste à une nationalisation outrancière de la langue, de manière à la purger de toute attache avec l'ancien oppresseur. La langue ainsi purifiée est considérée comme la meilleure garantie de la nationalité car elle lui permet de s'opposer davantage à celle du conquérant voisin. Ainsi a fait la Norvège qui pour mieux se distinguer de la Suède, son ancienne dominatrice, a créé une langue norvégienne quasi artificielle. Aux antipodes des pays scandinaves, dans la république du Paraguay, on assiste au même phénomène. Pour mieux se différencier de leurs voisins et ennemis dont la plupart parlaient l'espagnol, les Paraguayens se sont efforcés de restaurer le langage des indigènes qui peuplaient ce pays, lors de l'arrivée des conquistadors... Et revanche des indiens, détruits aux temps passés, leur langue, le guarani, est devenu la langue spirituelle des envahisseurs.

Comme on vient de le voir, la langue a une réelle importance dans la formation de la nationalité, mais que dire de la religion. Par le fait même qu'elle s'adresse au plus intime de l'âme humaine, elle doit retentir tout particulièrement dans la conscience nationale. Parfois, elle est la seule garantie du maintien d'une nationalité opprimée, le seul moyen de conservation de l'idée nationale. Ainsi en fut-il des peuples chrétiens soumis au joug de la Turquie. Leur nationalité put se conserver au cours des siècles grâce à la pratique de leur religion que les conquérants de Stamboul ne songèrent nullement à interdire.

Si intense est souvent le fait religieux qu'il l'emporte sur toutes autres considérations dans le choix d'une nationalité. Les affinités de race, de langue, de mœurs lui céderont le pas. Les Croates et les Slovènes préféreraient s'unir aux Hongrois dont tout les séparait sauf la religion plutôt que de se fondre

avec leurs frères de race, les Serbes qui pratiquaient une religion différente. Chez eux, la religion était l'élément particulariste par lequel leur nationalité se caractérisait plus spécialement. A travers les pays de l'Islam, on constate pareille prédominance du sentiment religieux. Un nègre musulman est plus proche d'un maure mahométan que d'un de ses congénères, habitant les rives du Niger.

Il ne faut cependant pas que l'influence du facteur religieux illusionne au point de le confondre avec la nationalité dont il est parfois une des causes. Et cette preuve est facilement faite par les nombreuses nations au milieu desquelles subsistent et vivent de concert des religions bien différentes. La plupart des grands états sont dans ce cas, et il serait bien difficile d'en trouver un de quelque importance où il y eut une parfaite unité religieuse. Au moyen âge et au début des temps modernes, il y a pu y avoir correspondance entre la religion et un état donné et encore cette identité n'était-elle pas plus théorique que réelle.

Si laissant de côté la religion, on passe au territoire, on remarquera la forte contribution de cet élément dans la naissance de la nationalité. Tout comme la race, la langue ou la religion, le territoire sera un facteur qui facilitera l'éclosion du sentiment national. Des peuples d'origine différente ont fini par former une nationalité unique parce qu'ils se trouvaient étroitement mêlés dans un territoire aux frontières dessinées par la nature. Si, en France, lors des grandes invasions la fusion des barbares avec les autochtones a pu se faire si rapidement, n'était-ce pas dû en grande partie au fait que les envahisseurs germains se trouvèrent soustraits à l'influence de leur pays d'origine par les monts et les fleuves qui limitaient sur tout son pourtour, la terre des Gaulois. L'influence du territoire sur l'évolution nationale de certains peuples a pu être parfois souveraine et constituer pour ainsi dire une sorte de polarisation de la nationalité. Aux États-

Unis où les races les plus diverses, les moins assimilables se coudoyaient, où des civilisations différentes et des religions opposées se heurtaient, une réelle nationalité a pu cependant naître de ce chaos. Pourquoi. En grande partie sinon exclusivement grâce à l'unité de son territoire dont les vastes étendues sont strictement limitées par deux océans. Ce cas est évidemment exceptionnel.

Et il semble que le rôle du territoire dans la formation du sentiment national soit plutôt de donner à ce sentiment quelque peu abstrait un caractère plus solide, plus concret. Le sol auquel l'homme est attaché est un lien très puissant. On aime cette terre parce qu'on l'a contemplée, qu'on y a travaillé, qu'elle a été le témoin de nos joies et de nos douleurs. Elle est, en somme la matérialisation du sentiment très pur et légèrement idéaliste de la nationalité. Nous sommes nationaux d'un pays déterminé, d'un territoire fixe et il est très difficile, sinon impossible, d'imaginer une nationalité à laquelle ne correspondrait pas un territoire défini.

Et l'importance du territoire dans la formation de la nationalité est rendue encore plus sensible de nos jours en raison même du développement des facteurs économiques. Combien de peuples ont accepté de voir leur nationalité disparaître au profit d'une nation voisine qui leur promettait une meilleure situation économique. Le Zollverein n'a-t-il pas été le meilleur instrument de l'unification de la nationalité allemande. Par la force des choses, une nationalité si vivace soit-elle, finit non seulement par s'habituer, mais même par aimer un pays naguère hostile, si celui-ci est pour elle la cause de son enrichissement. Frappez le cœur humain au nom de l'intérêt et il est bien rare qu'il fasse la sourde oreille. Dans leur lutte pour se gagner les Rhénans, il n'est d'avantages économiques que la France et l'Allemagne ne fassent miroiter aux yeux des riverains du Rhin. Et il y a tout lieu de croire que ceux-ci opineront du côté où leurs intérêts seront le plus favorisés. La demande d'annexion du comtat Venaissin

en 1792 n'eut pas d'autres motifs. Les fabricants de soie de cette région voulurent être sur le même pied que ceux de Lyon et comme eux avoir le privilège d'appartenir à une grande nation économique. Le plébiscite du Luxembourg en faveur de la France provenait également de considérations économiques bien plutôt que sentimentales ou historiques. Et il est à craindre que sous la pression de nécessités économiques, l'Autriche allemande ne fusionne sous peu avec le Reich.

Quelque puissante que puisse être leur contribution dans la formation de la nationalité, ni la race, la langue, la religion ou le territoire ne la constituent, ils n'en sont que des éléments. L'idée nationale est tout cela à la fois et quelque chose de plus. Et c'est le tort de certaines écoles, notamment de l'école allemande d'avoir dans l'analyse du principe des nationalités, confondu le principe lui-même et ses divers facteurs. En réalité les tenants de la doctrine germanique veulent utiliser le principe des nationalités et s'en servir pour des fins politiques. Ils le dénaturent entièrement en lui donnant pour base essentielle la race et la langue. Compris de cette façon, le principe des nationalités constitue pour l'extension future de l'Allemagne un moyen juridique de premier ordre. Les pays limitrophes de cet empire ne sont-ils pas pour la plupart habités par des peuples qui tout en ne dépendant pas de sa souveraineté parlent la langue allemande ou ses dérivés. Fichte dès le début du dix-neuvième siècle prend parti avec son quatrième discours à la nation allemande, il présente la langue comme équivalente « à une force fatale » qui mène l'individu ». Dans son cinquième discours, il précise davantage : « Ceux qui parlent la même langue, c'est » un tout que la pure nature a lié par avance de liens multiples » et invisibles. Un pareil tout ne peut admettre en son sein » aucun peuple d'une autre origine ou d'une autre langue, » ni vouloir se mêler avec lui. »

Et quand la langue ne suffira pas, l'idée de race toute arbitraire et contraire à la réalité des choses, viendra à la rescousse. Par les grandes invasions, les Germains ayant débordé sur toute l'Europe, il suffira de faire appel à une fraternité légendaire pour augmenter à peu de frais la nation allemande. Lorsqu'ils enlèveront à la France l'Alsace-Lorraine, malgré l'opposition de ses habitants, ils justifieront ce rapt par de semblables considérations que leur porte-parole Treitsch exprimera de cette façon.

« Le pays allemand que nous réclamons est nôtre par la » nature et par l'histoire. Nous, Allemands, qui connaissons » l'Allemagne et la France, nous savons ce qui convient aux » Alsaciens mieux que ces malheureux eux-mêmes. Nous » voulons contre leur volonté leur rendre leur être propre. »

Chez les Allemands, la détermination de la nationalité ne dépend pas de la volonté consciente des individus mais bien de prétendues affinités ethniques ou historiques.

En France, au contraire, cette confusion n'est pas commise, on ne prend pas les causes occasionnelles de la nationalité pour celle-ci. Certes les facteurs raciques, linguistiques ou autres ont leur importance, mais à eux seuls ils ne constituent pas la nationalité. Celle-ci est toute autre chose, c'est la résultante de ces différents éléments. Parce qu'un groupe d'individus parlent une langue semblable, pensent avoir une origine commune, pratiquent une religion identique, sont localisés dans un territoire déterminé et ont vécu la même histoire, ils finissent par prendre conscience d'une certaine identité d'âme et d'esprit. Tous ces liens épars resserrent cette communauté d'hommes et les rapprochent.

Ils ont le sentiment d'appartenir à une même collectivité, une réelle fierté d'en faire partie et le désir très net de continuer à unir leurs destinées avec ceux que les liens de la nature ou de l'histoire ont unis ainsi à côté d'eux. La nationalité est avant tout un état de conscience, une manifestation volontaire de vivre avec une communauté d'hommes déter-

minée et cela pour de multiples causes dont quelques-unes furent rapidement analysées plus haut.

Ce concept de la nationalité qui est certes le plus clair puisqu'il évite toute confusion entre la cause et l'effet est de plus très conforme à la justice. Loin de peser sur l'individu et d'agir contre ses tendances les plus marquées, comme dans la thèse allemande, le système français respecte, au contraire, religieusement la liberté de l'individu et fait uniquement dépendre de sa volonté le choix de sa nationalité.

Dès lors, ayant saisi le sens réel de la nationalité, on pourra aisément en définir le principe qui ne sera autre chose que la correspondance d'un territoire déterminé à une nation donnée. Et ainsi cette doctrine loin de servir un impérialisme quelconque et d'être par là même une source de guerres futures, sera au contraire, une garantie de paix. Puisque les États régiront des peuples unis entre eux et heureux d'être soumis à leur joug tutélaire.

CHAPITRE II

LA NATIONALITÉ JUIVE

PREMIÈRE SECTION

Il existe une nationalité juive.

Près de vingt siècles ont coulé depuis la dispersion des Juifs, et ce peuple demeure toujours vivant, son nom s'impose encore de par le monde. Et pourtant les épreuves ne lui ont pas manqué ; combien de fois au cours des âges ne s'est-il pas trouvé sur le point d'être entièrement anéanti. Mais comme une flamme inextinguible qui éteinte sur un point se rallume de l'autre, Israël alors qu'on le croyait abattu se redressait plus vivace et actif que jamais.

A cet égard, particulièrement suggestive est l'histoire des Juifs depuis la destruction du Temple. Dans leur course vagabonde, il n'est de pays qu'ils n'aient visités, de mers qu'ils n'aient franchies, mais quel que fût le sol qu'ils foulèrent, jamais ils ne purent s'y acclimater, ni y prendre racine. Si parfois, bénéficiant d'un régime de faveur, ils parurent se fondre avec la population ambiante, bientôt leur âpre exclusivisme se réveillait et ces heureux jours étaient suivis de terribles lendemains. Il est cependant un fait capital à noter, c'est qu'au milieu de leurs vicissitudes et quelque grands que furent les malheurs qui pesèrent sur eux, les Juifs trouvèrent toujours dans la suite des temps, une contrée qui les accueillit et leur servit de refuge. Ainsi, était constitué un centre qui permettait aux Juifs persécutés par ailleurs, de maintenir

leur unité et de reprendre leur essor quand la tourmente avait passé.

§ 1. MAINTIEN MILLÉNAIRE DU PEUPLE JUIF

Jusqu'à l'avènement de Constantin, les Juifs demeurèrent dans les limites de la Paix Romaine et eurent des colonies très considérables, notamment en Égypte, en Cyrénaïque et même en Palestine. En dépit de leurs révoltes et de leur perpétuelle insubordination, le large esprit de tolérance des Romains, leur laissa une très grande liberté dont bien souvent ils abusèrent. La Christianisation de l'Empire et surtout l'avènement des Byzantins entraînèrent pour les Juifs un régime de restrictions telles que la plupart s'expatrièrent. Et ils s'en furent en Babylonie et en Perse où accueillis avec bienveillance par les souverains Arsacides et Sassanides, ils se développèrent grandement et formèrent un centre intellectuel des plus importants. De nos jours encore, les règles prescrites par les sages de Babylone sont observées scrupuleusement dans la plupart des Juiveries. Mais cette bonne entente ne dura pas longtemps, et les Mages soulevèrent contre les Juifs une persécution si violente qu'ils furent sur le point de disparaître. Alors, l'Arabie les reçut et si nombreuses y furent les colonies juives que Médine devint la véritable capitale du royaume errant d'Israël. A l'avènement de Mahomet et après l'échec d'une tentative de fusion, le prophète les condamna par sa célèbre soura de la Vache à disparaître de la face de la terre. Le fanatisme aidant, le peuple élu aurait été à deux doigts de sa perte si l'Espagne ne lui avait ouvert toutes larges ses portes. Au début, les souverains catholiques furent également favorables à l'établissement des Juifs. Et que ce fut à Cordoue dans la capitale du royaume arabe de ce nom, ou dans la catholique Tolèce sous le sceptre d'Alphonse VI de Castille, les Juifs jouirent de faveurs exceptionnelles. Cet âge d'or ne devait pas être

de longue durée et avec l'avènement des Transtamare survint une violente persécution qui mit les Juifs dans l'alternative de se convertir à la Foi Chrétienne ou d'émigrer. En grand nombre ils abandonnèrent la foi de leurs pères, mais ce fut bien plutôt des lèvres que du cœur. N'étant point dupes de ces volte-faces religieuses, les Espagnols redoublèrent de rigueur contre ceux de ces néo-convertis, les Marranes, qu'ils soupçonnaient d'être restés fidèles intérieurement à la Loi Mosaique.

Et ceux-ci, reprenant le baton d'Ashaverus cherchèrent un abri contre les persécutions soit dans le Portugal tout proche ou dans les Pays-Bas plus lointains. Quelques-uns cependant furent avec Colomb dans les terres vierges d'Amérique. Ils s'établirent d'abord au Brésil puis remontant vers le Nord, ils se rencontrèrent avec les Hollandais qui venaient de créer Nouvelle-Amsterdam, le futur New-York. Ils furent favorablement reçus, grâce à la puissante influence de leurs coreligionnaires des Provinces-Unies qui, par le commerce de la Banque et des épices qu'ils détenaient, exerçaient un rôle prépondérant en ce pays. Quand sous les coups de l'Angleterre l'importance des Pays-Bas eut décliné, les Juifs qui se trouvaient très nombreux dans le Saint Empire et cela depuis un temps immémorial, constituèrent alors l'élite intellectuelle et dirigeante du peuple élu. De nos jours, cet axe s'est davantage déplacé vers l'est où malgré les plus violentes persécutions, la grande majorité des enfants d'Israël vivent à travers les plaines sans fin d'Ukraine, de Lithuanie ou de Pologne. Mais, si sous le rapport du nombre, les Juifs semblent s'être concentrés dans l'Europe Orientale, leur citadelle économique et financière se trouve aux États-Unis où ils exercent une influence prédominante. Et ces groupements juifs d'Amérique sont pour la plupart des filiales des immenses Juiveries de l'Europe Orientale dont les membres fuyant les persécutions des Tsars orthodoxes émigrèrent en foule vers des terres plus fortunées.

Si, par ailleurs, on rencontre des Juifs à peu près partout dans le vaste univers, ils sont relativement peu nombreux, même dans l'Afrique du Nord, si on les compare aux communautés juives qui fleurissent du Danube à l'Oural. Là ce sont des villes, des villages dont les trois quarts de la population sont d'origine sémitique.

§ 2. IMPORTANCE NUMÉRIQUE DU PEUPLE JUIF

D'une rare vigueur doit être le sang d'Israël, car malgré ses migrations successives, le peuple élu, loin d'avoir diminué, n'a fait que s'accroître en nombre. De nos jours, la population juive s'élève à environ treize à quinze millions d'individus, chiffre considérable par rapport au passé. Et comme on le pourra voir par le petit tableau qui suit, l'Amérique du Nord et l'Europe Orientale comprennent à eux seuls les deux tiers de ce total.

NOMBRE TOTAL :		NOMBRE TOTAL :	
Europe	8.500.000	Grèce	125.000
Amérique	3.500.000	Serbie	25.000
Asie	1.100.000	Suède	3.912
Afrique	800.000	Danemark	3.476
Australie	20.000	Espagne	2.500
Russie	3.500.000	États-Unis d'Amérique	2.800.000
Pologne	3.000.000	Canada	100.000
Tchéco-Slovaquie .	400.000	Argentine	50.000
Hongrie	800.000	Mexique	9.000
Allemagne	600.000	Turquie d'Asie	300.000
Roumanie	800.000	Mésopotamie ...	40.000
Grande-Bretagne .	350.000	Arabie et Aden ...	40.000
Turquie d'Europe .	80.000	Maroc	150.000
Hollande	150.000	Algérie	57.000
France	150.000	Tunisie	62.000
Bulgarie	67.000	Égypte	38.635
Italie	40.000	Tripolitaine	18.660
Belgique	60.000	Transvaal	15.481
Suisse	12.551	Colonie du Cap ...	19.537

§ 3. MANIFESTATION DE CETTE NATIONALITÉ

AU COURS DES SIÈCLES

Pour s'être conservés durant tant de siècles dans une semblable homogénéité, pour avoir résisté à l'effort coalisé du temps et des hommes, il fallait que les Juifs constituassent une nationalité extrêmement vivace et ardente. Et depuis la grande dispersion, innombrables ont été les manifestations de cette nationalité.

Au deuxième siècle, ce fut le sursaut formidable de Bar-Koke-bas, le fils de l'Étoile, qui nouveau Messie crut instaurer sur les 250.000 cadavres de Cyrène et d'Égypte le règne d'Israël. Son exemple fut suivi, et des prophètes de tout temps se levèrent, entraînant avec eux le peuple d'Israel, à l'idée de voir surgir un nouveau royaume de Juda. Un Moïse de Crète, en 441, subjuguait tellement les Juifs Crétois qu'à sa suite, en grand nombre, ils n'hésitèrent pas à franchir la mer où ils se noyèrent misérablement. Des Abraham de Grenade et des Aboulafia, maîtres en la Caballe, fanatisèrent au quinzième siècle les populations en leur annonçant l'arrivée de l'ère messianique. Un Salomon Molko dit le roi qui n'était pas même Juif ne craignit pas de s'appeler le messager de salut, chargé de conduire par son épée flamboyante les pieux enfants de Moïse de l'obscurité à la lumière. Plus surprenant encore fut ce Sabbataï Lévy qui se révéla en 1648 à ses disciples comme étant le Messie qui, justement d'après le Zohar, devait paraître en cette année. Sa renommée s'enfla à un point tel qu'elle ébranla tout le monde Juif et qu'en Avignon comme à Hambourg, les Juifs quittèrent tout pour le suivre. Quand subitement toute cette agitation tomba, Sabbataï Lévy venait d'abjurer la foi de Moïse pour suivre les préceptes de Mahomet. Mais aucun ne fut plus près du succès que le somptueux duc de Naxos qui, ayant acquis une immense fortune en Espagne, réussit à intéresser à son entreprise de

restauration du peuple Juif en Palestine, non seulement sa Majesté très catholique, mais même le Saint-Siège. Délirant fut l'enthousiasme de ses coreligionnaires et en foule, ils le suivirent dans l'aride Judée. Malgré leurs efforts et l'aide de Soliman lui-même, ces précurseurs du sionisme n'aboutirent qu'à la résurrection de la petite ville de Tibériade qui n'eut qu'une durée éphémère.

Si vaines qu'aient été ces multiples tentatives, elles n'en sont pas moins des affirmations très nettes du sentiment national de ce peuple qui dispersé à travers les nations depuis les origines de l'ère chrétienne reste toujours figé sur un même idéal dont il ne désespère pas de voir la réalisation.

DEUXIÈME SECTION

Fondement de cette nationalité.

§ 1. LA RELIGION

Il faut se demander quelle est la base de cette nationalité si tenace qu'elle persiste en dépit de tous les obstacles dressés contre elle. Les Juifs sont-ils si unis et s'opposent-ils d'une façon si nette aux peuples qui les avoisinent parce qu'ils forment une race distincte et bien caractérisée ?

A. Rôle secondaire joué par la race.

Non, telle n'est point la solution de la question, car malgré l'opinion courante, la nation juive n'est pas une au point de vue racique ; ses migrations sans cesse répétées, ses rapports volontaires ou non avec les nations les plus diverses ont soumis le peuple élu à un brassage de races telle que tous les peuples se retrouvent en Israël. Il suffit pour cela de comparer le Juif de Rotterdam, blond ou roux à la face colorée, solide et pesant, avec son coreligionnaire de Salonique aux yeux lui-

sants en un visage maladif et dont tout le corps semble un paquet de nerfs. Si le Juif a paru posséder un type personnel, cela provient de la grande prédominance des juifs orientaux sur la masse totale des Juifs. Ainsi qu'on l'a vu plus loin, les trois quarts des Juifs proviennent de l'Europe Orientale et des côtes méditerranéennes. Il est compréhensible que ces Juifs non encore assimilés aient conservé les traits caractéristiques des fils de Sem, nez busqué, proximité des yeux et toute cette ardeur et cette fièvre propres à l'Oriental. Comme l'histoire le montre, loin de pouvoir maintenir son type racique, le Juif très rapidement le perd. Dans les mariages mixtes, le type Juif ne se maintient pas, il est absorbé au profit de l'autre type. Et ce phénomène se produit que le Juif se marie à un représentant de la race blanche, noire ou jaune. Au contact des indigènes de la côte du Malabar, les Juifs devenus des Béni-Israël sont noirs à facies non Juif. Les Juifs chinois ont tout l'aspect des Chinois comme les Falashas d'Abyssinie ont celui des Indigènes noirs. Comme le dit Monsieur R. N. Salaman dans le « The Eugenics Review. » :

« La pureté de la race Juive est un pur roman, on trouve chez » les Juifs des types ethniques très différents, allant de la » brachycéphalie à la dolichocéphalie, en ce qui concerne le » crâne. Et il y a des Juifs n'ayant rien du type juif tels que » nous les fournissent l'Allemagne ou la Russie. Encore ce » type que nous considérons comme juif parce qu'il nous est » le plus familier, n'est-il spécial qu'à la plupart des Juifs » d'Europe. »

*B. La religion, en particulier le Talmud, furent des pierres
de base de la nationalité juive.*

Ce qui a fait l'unité des Juifs, malgré leur éparpillement à travers le monde, c'est leur religion, qui, sévère et minutieuse, ne laissait aucun des actes de la vie sans une règle spéciale. Par suite de cette réglementation étroite de tous leurs faits

et gestes, les Juifs se différenciaient dans la plupart des cas des gentils et par là même s'opposaient à eux. Déjà, avant la dispersion, les principes de la loi Mosaique régentaient dans le plus petit détail les actions des Juifs. Ce n'étaient pas tant des préceptes moraux se rapportant à la vie de l'âme ou de l'esprit que des prescriptions relatives à la vie matérielle. Qu'il s'agisse de la nourriture, des vêtements, du corps, multiples étaient les ordonnances de la Bible. Et il semble bien que toutes ces règles aient eu surtout pour but le maintien de la séparation la plus absolue entre les fils de la Loi et les Païens. N'était que l'obligation de la circoncision qui a plus fait contre l'extension du prosélytisme juif que tous les édits des Empereurs, dans les débuts de l'ère chrétienne. Et très justement le Père Lagrange remarque que ¹ « Rien » n'empêchait un païen séduit par les sévères aspects du » judaïsme, de s'arrêter au culte d'un seul Dieu. Mais on » n'embrassait la religion juive qu'en devenant Juif, c'est-à- » dire en acceptant la circoncision qui était précisément le » signe qui permettait de distinguer la race. Pour les hommes, » la circoncision était un pas qu'on ne franchissait qu'après » mûre réflexion car non seulement on cessait d'appartenir à » la Patrie Romaine, mais aussi on était affilié par une marque » personnelle et normalement indélébile à un peuple demeuré » distinct, malgré la dispersion. »

Il est vrai qu'ainsi Israël maintenait sa cohésion en n'admettant dans son sein que des convertis assez fermes pour ne point reculer devant ce stigmate corporel, considéré comme infâme par la plupart des gentils. Et malgré toutes ces marques d'attachement, le néophyte n'était pas considéré sur le même pied que l'ancien Juif ². « Les docteurs se rappelaient » que, selon Esdras, les convertis pouvaient être admis dans » la communauté juive, mais à condition de former un groupe » distinct et inférieur. »

1. P. LAGRANGE, *Le Messianisme chez les Juifs*, p. 274.

2. GRÆTZ, *Histoire des Juifs*, tome II, p. 13.

Quand avec la dispersion et les répressions qui suivirent toutes leurs tentatives de révolte, les Juifs furent partout en butte à la persécution, ils renforcèrent en vue de conserver leur personnalité, tout ce qui était de nature à les mieux séparer des autres peuples. Errants et sans patrie terrestre, ils ne pouvaient résister au danger de l'assimilation que par un isolement plus grand et plus complet. Avec une patience infinie, les rabbins raffinérent sur la loi, la torturèrent pour en extraire de nouveaux principes plus rigides et plus étroits qui firent du Juif un être tout à fait fermé aux influences extérieures. Durant plusieurs siècles, toute l'ardeur intellectuelle du peuple juif se concentra dans l'interprétation minutieuse de la Bible dans laquelle il cherchait une solution à tous les problèmes religieux, politiques ou économiques qui pouvaient se poser. Tout comme de nos jours les grandes universités musulmanes de Damas et du Caire ont pour objet la dissertation à l'infini des versets coraniques. Ainsi en fut-il en Palestine et surtout en Babylonie, où dans les célèbres écoles de Soura et de Poumbedita, des milliers d'étudiants Juifs fouillèrent jusqu'en ses tréfonds les mystères des Livres Saints.

De ce labeur acharné, naquit le Talmud, fabuleux recueil de sentences et de paraboles qui en interprétant la loi, la complète sous bien des rapports. A côté des vérités révélées dans la Bible, le Talmud représente pour les Israélites la tradition. Le Rabbi Judas le saint rédigea le corps de cet ouvrage et ses prescriptions empruntées à la loi s'appellent Mischna. Par la suite d'illustres commentateurs ajoutèrent des gloses et des notes aux principes posés par Judas le Saint et cette partie, nommée Gemara, forma avec la Mischna le Talmud. Et son importance devint tel que bientôt il fut mis sur le même pied que la Bible dont il était en somme le complément, l'adaption aux besoins et aux nécessités du jour. Mais si habiles et subtils qu'ils fussent, les talmudistes, pour faire parler les livres saints, étaient parfois obligés de s'appuyer

sur des jeux de mots, de véritables enfantillages. Ainsi dans un passage du Talmud relatif à la félicité céleste il était dit que dans l'autre monde ¹, « l'homme aurait le double de la » stature d'Adam, auquel on attribuait cent coudées ou du » moins la hauteur du temple ». Cela n'était-il pas prouvé par l'Écriture qui disait des femmes : « Que nos filles soient » comme les colonnes angulaires, dont les parures variées » ornent nos palais ». Des fables multiples, parfois empreintes d'une naïveté frisant le ridicule venaient encore obscurcir l'interprétation déjà nébuleuse du Talmud. Dans la Bible des versets annonçaient la venue d'un Messie qui par ses mérites éminents satisferait à la Justice de Dieu ². « La tra- » dition talmudique vénéra comme tel Rabbi Judas le Saint. » Il avait souffert des dents pendant treize ans et pendant » tout ce temps, dit R. Yossében R. Aboun, aucun animal ne » mourut en Palestine, et nulle femme de ce pays ne perdit » le fruit de ses entrailles. Il est vrai que ce mal de dents » avait été la punition d'une légère imperfection. Rabbi » avait rejeté avec indifférence la supplication d'un veau » qu'on menait à l'abattoir. » Dans d'autres parties, le Talmud fait ressouvenir de la Bible par la magnificence des images qui illuminent le style d'une façon vraiment saisissante. Tel ce texte sur la douleur causée par la mort d'un saint Rabbi ³ :

« Fils de Sion, devant cette stèle, pleurez le soleil enfoui » sous la poussière de la terre, le firmament s'est revêtu » d'obscurité, les constellations sont honteuses, la lune rougit, » au jour où a été enseveli la gloire de la loi, son diadème. »

Mais cet aspect littéraire ou bizarre du Talmud ne doit pas nous faire oublier le rôle éminent qu'il a joué dans la conservation du peuple d'Israël. Comme le dit Graetz ⁴ :

« Des générations en firent leur principal, leur unique

1. P. LAGRANGE, *op. cit.*, p. 197.

2. P. LAGRANGE, *op. cit.*, p. 238.

3. P. LAGRANGE, *op. cit.*, p. 50.

4. GRÆTZ, *op. cit.*, tome III.

» aliment intellectuel, les penseurs se plaisant à approfondir
» son argumentation et les hommes de cœur admirant sa
» morale élevée. Pendant plus de dix siècles, les Juifs restèrent
» indifférents au monde extérieur, à la nature, aux hommes
» et aux événements, ils n'y voyaient que des incidents
» insignifiants, de simples fantômes, la seule réalité était
» pour eux le Talmud, ils ne considéraient comme vrai que
» ce qui avait sa sanction, ils ne connaissaient la Bible, l'his-
» toire de leurs aïeux, l'éloquence passionnée et les paroles
» consolatrices de leurs prophètes, les effusions ardentes de
» leurs Psalmistes que par le Talmud. » Et un peu plus loin :
« Le Talmud a été la bannière qui a servi de signe de ral-
» liement aux Juifs dispersés dans les divers pays, il a
» maintenu l'unité du Judaïsme. »

En quelque pays qu'Israël échoua, toujours ses fils suivirent les mêmes lois et invoquèrent de semblables principes. Véritable mur de protection, le Talmud intercepta complètement toute relation entre les Juifs et les non croyants. Et quand les rabbins proscrivirent les lectures profanes, les Juifs durant des siècles menèrent une existence à part, ignorant tout ce qui se passait autour d'eux.

« Ils restèrent dit Bernard Lazare¹, en dehors de ces grandes
» agitations, au milieu desquelles les races conquérantes et
» conquises s'amalgamaient et se liaient entre elles, et au sein
» de ces combinaisons tumultueuses, ils demeurèrent en
» spectateurs étrangers et hostiles aux fusions : tel un peuple
» éternel regardant surgir de nouveaux peuples ¹. »

De nos jours, dans les grandes juiveries d'Ukraine et de Galicie, le Talmud est encore le livre de chevet. Dans ces pays primitifs où grand est le nombre des Israélites, survit la foi des anciens jours, et les livres saints suffisent à nourrir l'esprit et le cœur de ces parfaits fils de la Loi. Mais, tenant compte jusqu'à un certain point des problèmes nouveaux, les rabbins

1. Bernard LAZARE. *L'Antisémitisme*, p.

exégètes impénitents, ont ajouté quelques commentaires aux préceptes talmudiques, celui-ci par exemple ¹ :

Si jamais tu dois aller à la guerre
Tache de partir le dernier,
Et de revenir le premier.

et cet autre non moins caractéristique :

Un juif qui fait que l'argent d'un juif
Passe dans la main d'un goim (chrétien)
Mérite d'être puni de mort.

On voit donc que les préceptes du Talmud ont dans le domaine pratique un grand rejaillissement et qu'ils débordent de la vie religieuse pour empiéter sur le domaine public.

Comme par le passé, les vrais Juifs, observateurs scrupuleux de la loi, continuent d'être étroitement séparés au point de vue privé des non croyants. Un Israélite en droit strict, ne peut pas prendre un repas avec un infidèle ; les mets qu'il doit choisir, viande Kasher provenant de victimes égorgées et non assommées, poisson et légume apprêtés de certaine façon, et brochant sur le tout les nombreuses règles rituelles à observer, forment un ensemble d'obstacles à peu près insurmontables. De même la maison qu'il doit habiter, la façon de s'habiller, la coupe de ses cheveux, tout est réglé minutieusement. Et ce formalisme excessif, des rabbins exaltés réussissent encore à le dépasser. Témoin ce reb Mosès, personnage imaginaire, mais par lequel Israël Zangwill a voulu nous montrer jusqu'à quel point peut s'égarer l'esprit de ratiocination de certains rabbins ².

« Ce n'était que par hasard que Mosès Ansell faisait ses
» dévotions à la synagogue des fils de la Vraie-Foi. Il jugeait
» que ce temple était trop voisin pour que son assiduité aux
» Offices lui acquît des mérites auprès du Ciel, il faut aller

1. PERNOT, *L'épreuve de la Pologne*, p. 215.

2. Israël ZANGWILL, *Les enfants du Ghetto*, p. 94 et 95.

» au devant de la prière, et non pas la laisser venir à nous.
» Un Juif zélé doit marcher vite quand il se rend à la syna-
» gogue, pour montrer sa ferveur, et revenir à pas comptés,
» comme à regret : sans quoi Satan pourrait bien attirer
» l'attention du Très-Haut sur les manquements du Peuple-
» Élu. Voilà pourquoi Mosès allait faire ses dévotions aussi
» loin que possible.

« Passé maître dans les subtiles minuties du Judaïsme, il
» était ce que Welhausen a appelé un virtuose de la religion.
» Quand il avait passé sa chaussette droite la première, ou
» plutôt quand il avait entortillé son pied dans les bandelettes
» qui lui servaient de chaussettes, il faisait bien attention
» de passer d'abord son soulier gauche à titre de compensation.
» Et il agissait de même quand il portait des souliers lacés,
» lançant le premier celui qu'il avait mis le dernier. C'est
» ainsi que dans les plus petites choses, il s'appliquait les
» divins principes de la justice. »

Quelque ridicule qu'il puisse paraître, ce ritualisme forcené, en concentrant toute l'attention des Juifs sur de minutieuses observances, a eu pour résultat de renforcer leur particularisme et de les mieux séparer des autres nations.

C. Langue sacrée. — L'hébreu.

Dans les différentes contrées où le sort les poussa, les Juifs furent forcés d'adopter la langue du pays où ils échouèrent, mais ils avaient toujours, grâce à l'étude de la loi, une langue nationale, l'hébreu. Dès l'enfance, à côté de sa langue adoptive, le Juif apprenait l'hébreu en chantant les versets des Livres Saints. Et il considérait comme un signe de prééminence le fait d'avoir une langue sacrée dont lui seul usait et comprenait le sens. N'était-ce pas la langue de Yahvé, celle dont il s'était servi pour parler au peuple élu, et lui dicter ses volontés? Sanctifié par cette origine, l'hébreu était de plus la langue des savants, des grands rabbins, habiles commentateurs de

la loi, elle seule menait à la vraie science, celle de la Thora et du Talmud. Si grande fut l'influence de l'hébreu, que même lorsqu'il parlait une langue étrangère, le Juif l'écrivait en caractères hébraïques. Ainsi en fut-il du Yddisch, pratiqué par la grande majorité des Juifs, et si profondément ancré en leur esprit qu'elle est pour eux comme une seconde langue nationale, celle de la vie courante, tandis que l'hébreu est réservé pour le culte et les prières. Cet Yddisch, le plus corrompu et le plus hybride des jargons qui se soit jamais parlé, est un assemblage de mots de toutes langues où prédominent cependant les consonances germaniques. Véritable symbole des avatars d'Israël, il est formé des langues de tous les pays où fut le Juif errant, et comme lui, il est international et sans-patrie. Mais le Juif a pris bien soin, en employant une langue étrangère, d'en limiter singulièrement l'influence par l'emploi de caractères hébraïques. Ainsi écarte-t-il tout ce qui tend à le rapprocher si peu soit-il des peuples ambiants, et nulle influence extérieure n'arrive à triompher de son exclusivisme farouche.

APPENDICE

Le ghetto et la rouelle furent la traduction matérielle de la séparation morale, créée par la religion, entre les Juifs et les non-Juifs.

Contrairement à l'opinion commune, l'institution des Ghettos ne fut pas une mesure de répression dirigée contre les Juifs, mais bien plutôt la consécration d'un état de choses désiré par ceux-ci. Parfois même, le ghetto était une concession, un acte gracieux du souverain qui permettait ainsi aux Juifs de se mieux préserver de la contagion des gentils. Il était le signe matériel de la séparation qui déjà moralement, grâce au Talmud, existait entre les Juifs et les non-Juifs. Comme dans les quartiers consulaires des villes du Levant, les étrangers s'administraient comme bon leur semblait dans

les limites des murailles du Souk. Ainsi les Juifs, dans l'étroite frontière de leur Ghetto, jouissaient d'une liberté quasi-souveraine. Si grande était leur autorité en ce petit domaine qu'ils en interdisaient l'entrée et le passage aux gentils. Ces ghettos étaient autant de petites Jérusalem, où la Loi était honorée et pratiquée.

Mais ce mystère, ce désir si tenace de vivre à l'écart, ce profond dédain de ce qui n'était pas Juif, tout cet ensemble exaltait rigoureusement les haines des non-Juifs. Ils se méfiaient de ces solitaires, de ces errants auxquels ils attribuaient bien des crimes, tout comme de nos jours, les gens des campagnes le font à l'égard des Romanichels. Et pour qu'on pût les reconnaître quand ils sortaient du ghetto, et ainsi s'écarter d'eux, les gouvernements bien souvent imposèrent aux Juifs le port de la rouelle. L'origine en remonte au Concile de Latran qui, en 1215, en imitation de la législation musulmane, l'appliqua aux Juifs des États Romains. Ce fut d'abord un morceau de drap sur lequel se trouvait brodé une minuscule roue. Voulait-on par là indiquer que tous les Juifs méritaient le supplice de la roue ? En tous cas le port de cette marque était considéré comme infamant. Bientôt au lieu d'une roue ce fut un losange ou un carré de drap de couleur déterminée, ordinairement jaune. La plus grande fantaisie d'ailleurs ne cessa de régner dans l'établissement de ce signe. En Portugal, ce fut un chapeau jaune ; dans le Saint Empire, ce fut tantôt un capuchon rouge ou vert comme en Franconie ou une manche jaune ainsi qu'en Bohème.

Dès lors, tout à fait hermétiques furent les séparations existant entre les fils de la Loi et les gentils ; même en s'évadant du Ghetto, le Juif se trouvait soustrait à tout contact avec les incroyants. Il se suffisait à lui seul et « sa patrie était, comme le dit Schopenhauer, les autres Juifs. »

§ 2. LES PERSÉCUTIONS SUBIES PAR LES JUIFS

Mais si puissante qu'ait été la religion dans le maintien de la nationalité juive, cette dernière, dépourvue de tout support terrestre en raison de la dispersion, n'aurait pu se conserver dans une telle intégrité si le peuple Juif n'avait été en butte à de nombreuses et multiples persécutions.

Jamais depuis la grande Diaspora, une communauté juive ne put s'établir en une région du globe de façon définitive. Toujours souffla le vent violent de la persécution. Et que ce fût dans la Rome du Bas-Empire, dans l'Espagne des Califes, ou en France sous les premiers Capétiens, le Juif toujours était l'hôte dangereux auquel on ne peut se fier et dont on craint la mystérieuse puissance. Pourquoi pareille hostilité contre ce peuple errant, et surtout semblable unanimité ? Les causes sont multiples.

A. *Antagonisme religieux.*

Chez les peuples chrétiens, profonde était l'aversion soulevée contre les Juifs, race maudite qui crucifia le Christ. Par leur ritualisme rigide, leurs pratiques parfois criminelles et surtout leurs procédés haineux à l'égard des Chrétiens, les Juifs expliquaient cette répulsion. De nos jours encore, quand un fidèle enfant de Moïse voit un Christ, il fait comme ce Juif de Galicie dont parlent les frères Tharaud ¹.

« Amman passa devant la croix, cracha, détourna la tête » et prononça la formule rituelle : Maudit sois-tu, toi qui as » fait une autre religion. »

Cette aversion se retrouve également dans la prière quotidienne que tout Juif doit dire, la Chemoné-Esré, où éclate cette imprécation ² :

» Que les apostolats n'aient aucune espérance, que les

1. J. et J. THARAUD, *A l'ombre de la Croix*, p. 42.

2. P. LAGRANGE, *op. cit.*, p. 294.

» Nazaréens et les Minims périssent en un instant, qu'ils soient
» effacés du livre de vie et ne soient pas comptés parmi les
» Justes. »

Et le Talmud dans une formule si violente qu'elle en devient comique, s'exprime ainsi sur les Minims (Chrétiens) ¹ :

« Si un gentil ou un pasteur ou un éleveur de petit bétail
» tombe dans un puits, on l'y laisse, mais on ne l'y jette pas,
» on y laisse aussi les Minims, les apostats et les délateurs,
» mais de plus on les y jette. »

Pour le Juif, le Chrétien était un être doublement odieux ; parce que renégat, comme disciple du Christ issu de la loi juive et parce que gentil, comme ne pratiquant pas les préceptes de Moïse. Il était dans toute son horreur le méchant tel qu'il est décrit dans les Psaumes et auquel on ne fait point quartier.

B. Usure et commerce d'argent pratiqués par les Juifs.

A côté de cet antagonisme religieux, d'autres chefs de haine existaient entre les Juifs et les non Juifs et l'un des principaux fut sans contredit l'usure comme le dit Bernard Lazare :

« L'amour de l'or s'était exagéré au point de devenir pour
» la race juive à peu près l'unique moteur des actions. »

Détenteur des métaux précieux, le Juif ne s'en dessaisissait pas sans un intérêt excessif. Un témoignage frappant en est fourni par cet édit de Philippe Auguste qui limitait à 43 % le taux de l'intérêt qui pouvait être réclamé par les Juifs. On se rend compte de l'extrême danger que présentait au point de vue social et économique une semblable exploitation. C'était en très peu de temps, la ruine d'une multitude de petites gens qui gageaient chez le Juif le peu de terre qu'ils possédaient pour en retirer quelques deniers. Cette âpreté des Juifs, ce féroce égoïsme excitaient prodigieusement la

1. P. LAGRANGE, *op. cit.*, p. 295.

vindictes de tous les laboureurs ou marchands qu'ils avaient ainsi réduits à leur merci.

D'autre part quand ils ne seront pas marchands d'argent, ils seront les instruments fiscaux des grands ou des monarques et pressureront le peuple pour lui faire rendre le plus qu'il peut. Que l'on ne s'étonne pas que le tolle élevé contre les Juifs par les populations médiévales se traduisent de façon semblable à celle pratiquée contre les Arméniens dans les échelles du Levant. Aussi, quand il manquera d'argent, le souverain saura où le quérir. Et si le Juif ne s'en dessaisit pas de plein gré, on le lui arrachera non sans résistance ni massacre. Tout en déplorant le procédé, il faut bien reconnaître que c'était pour la nation incarnée par le monarque, une sorte de reprise de ses biens propres, car le Juif pareil à la sangsue avait vite fait de sucer et de pomper toute la richesse d'un pays.

Mais, si le Juif aime l'usure, s'il est Shylock dans l'âme, cela ne tient peut être pas tant à son origine sémitique qu'à sa formation religieuse. La Bible est basée sur un contrat d'échange. « Je t'offre un sacrifice o Yaveh, mais tu m'accordes en contre-partie une faveur ». « Do ut des » et le fameux adage « Œil pour œil, dent pour dent », au point de vue répressif exprime la même tendance.

On comprend si on ne les excuse pas toujours les mesures de rigueur prises au moyen âge contre les Juifs dont le fanatisme était encore accru par l'esprit messianique. Certes des excès furent commis, au premier rang desquels on peut citer l'habitude de la colophisation. Le Vendredi Saint, en certaines cités, à Toulouse notamment, le grand Rabbin devait se présenter au Seigneur du lieu, qui en public devant son conseil assemblé le souffletait violemment ou ainsi que cela se pratiquait à Rome, lui mettait le pied sur la nuque en signe d'abjection. De même extrêmement humiliant pour les Juifs était l'assujettissement à certains péages corporels qui les assimilaient aux animaux. Une feuille de péage de Nurem-

berg porte : « Sur chaque bœuf et cochon et sur chaque » Juif un sol ».

Ces persécutions ont plus fait pour le maintien de la personnalité juive que les prescriptions étroites de la loi Judaïque. Par suite de ce violent antagonisme, aucune assimilation n'était possible et la nationalité juive put intégralement se conserver au milieu des autres nationalités.

C. Tendances révolutionnaires du Juif.

Malgré la disparition du Juif sectaire et usurier dont le type est devenu légendaire, la fièvre antisémitique subsiste encore de nos jours. C'est que le Juif, agent de dissolution, s'il ne ruine plus les états par l'usure ainsi qu'aux temps jadis, les détruit tout aussi sûrement aujourd'hui par ses théories anarchiques. Il n'exploite plus le peuple par l'argent, mais mine plus profitable encore, il sait l'utiliser pour se hisser au pouvoir. Toujours ami des idées avancées, bien souvent subversives, il flatte les envies, les rancœurs de la populace, les excite au besoin et n'est jamais si heureux que lorsqu'il réussit à détruire l'ordre existant.

On ne peut comprendre cette propension du Juif à renverser ce qui est, si on ne sait qu'au fond de l'âme juive survit une sorte de foi messianique plus ou moins consciente. Quelque puissant qu'ait été le contact de notre civilisation, elle ne détruit pas l'empreinte millénaire du Talmud et de la Thora sur l'esprit du vrai Israélite. Durant des siècles, Israël a été nourri dans l'espoir d'une revanche mondiale. Il se consolait de la bassesse dans laquelle il vivait, en songeant qu'un jour de Judas opprimé, un fils se lèverait qui dominerait le monde asservi à ses pieds.

Pour arriver à semblable triomphe, il fallait saper de fond en comble le monde établi, sur les ruines duquel on édifierait une nouvelle Jérusalem. Et poussé par une force atavique, presque toujours le Juif se laissait entraîner vers

les puissances de dissociation qui pouvaient exister au sein des nations. Les grands chefs du socialisme n'ont-ils pas été Juifs ! : Karl Marx, Lassale, Kunstky et bien d'autres. Ainsi que l'exprime très clairement un écrivain juif Monsieur Baruch Hagani ¹ : « Ces penseurs apercevaient avec d'autant » plus de justesses les imperfections et les hypocrisies de l'état » social actuel, et les dénonçaient avec d'autant plus d'âpreté » que, non seulement la prédication passionnée des prophètes » avait peut-être infusé en leur sang la soif immodérée de » la justice absolue, mais qu'aucune raison de sentiment, » qu'aucun lien d'habitude ne les rattachaient profondément » à cet état social, à ces sociétés qui les avaient toujours » traités en parias. »

Il n'est pas nécessaire de rappeler ici le rôle joué par les Juifs dans la révolution russe et plus spécialement en Hongrie. L'expérience de Bela-Kuhn et de ses acolytes est par trop récente pour qu'il soit nécessaire d'en faire la moindre relation. D'ailleurs, ces essais de gouvernement par la terreur ne sont pas chose nouvelle pour les Juifs. Aux premiers siècles de notre ère, ainsi que nous l'avons dit plus haut, les soulèvements de Cyrène ou ceux menés par le fils de l'Étoile, furent entourés de telles atrocités que le monde ancien, pourtant habitué aux massacres, en fut épouvanté.

Ces tendances innées du Juif à adopter des doctrines révolutionnaires et à perpétrer des troubles, entraînent pour ces derniers de dures représailles de la part des états menacés. Par leur caractère général ces mesures de rigueur en frappant indistinctement l'innocent et le coupable excitent chez le Juif un profond ressentiment. Et ne se rendant pas compte qu'il est la cause première des maux dont il souffre, le Juif voit sa haine croître contre la nation qui l'opprime et d'avantage s'affirmer ainsi sa personnalité.

Pour le maintien de la nationalité juive, si puissante est

1. BARUCH HAGANI, *Le Sionisme politique*, Paris, 1917, p. 27-28.

le souvenir des maux subis en commun, qu'en l'absence même de tout facteur religieux, le rappel du passé douloureux et prestigieux vécu par les siens, suffit à faire jaillir dans l'âme juive l'idée d'appartenir à une nation distincte et prédestinée. Aussi des Juifs ont-ils pu se déclarer Juifs, tout en ne pratiquant aucun des principes de la loi de Moïse. Il en est ainsi des membres de l'Union libérale Israélite, fondée par le rabbin L. G. Lévy dans un sens purement rationaliste et laïque. Et le sionisme lui-même, comme le déclare Monsieur Bernfeld, « se présente comme un mouvement purement laïque et politique ¹ ». C'est l'esprit laïque qui a présidé à la fondation de toutes les institutions sionistes en Palestine et notamment des écoles. « Ces dispositions religieuses sont poussées si loin par le sionisme, constate Monsieur Sylvain Lévi ², que les écoles qu'il fonde sont dépourvues de tout enseignement religieux.

Ainsi, si puissante qu'ait été la religion dans la formation de la nationalité juive, elle ne suffit pas à l'expliquer. On peut être incroyant tout en demeurant véritablement Juif. Il faut donc de plus faire intervenir le fait de la persécution, qui plus que la religion a garanti le maintien de la nationalité d'Israël. Quelles que fussent les barrières religieuses, il est bien certain que si les Juifs avaient été partout reçus à bras ouverts, ils auraient fini, en raison même de leur état de dispersion, par être absorbés par les nations qui les accueilleraient. Et leur mémoire ne subsisterait pas plus que ne survit aujourd'hui celle des civilisations Lydiennes, Phéniciennes ou Phrygiennes qui tour à tour brillèrent d'un vif éclat dans le monde antique.

1. BERNFELD, *Le Sionisme*, p. 81.

2. Sylvain LÉVI, *Une Renaissance juive en Judée*, p. 20.

CHAPITRE III

OBJECTIONS A L'IDÉE DE NATIONALITÉ JUIVE

A l'encontre de la nationalité juive on peut citer de nombreux exemples où des Juifs pris séparément et parfois même en bloc fusionnèrent avec les nations qui les entouraient. Sans remonter à des époques lointaines, il semble à première vue que depuis le XVIII^e siècle, il y ait eu dans la classe dirigeante juive, sinon assimilation, du moins tentative d'adaption. En Allemagne notamment où devait longtemps subsister l'élite intellectuelle des Juifs, il y eut un mouvement très caractérisé dans ce sens.

§ 1. MOUVEMENT MENDELSONNIEN

L'origine en remonte à un philosophe Juif qui eut dans l'Allemagne de ce temps une grande célébrité et dont le nom fut encore illustré par le génie musical de son petit-fils. Mendelsohn naquit à Dussau le 17 août 1728, d'une famille misérable qui végétait à l'ombre d'un ghetto. Petit et contrefait, il racheta ses défauts physiques par une intelligence extrêmement précoce et vigoureuse. Après avoir très jeune encore, étudié et fouillé les arcanes du Talmud, il fut pris comme précepteur chez un riche coreligionnaire de Berlin, grâce auquel il eut l'heureuse fortune de rencontrer Lessing. Ces deux hommes se lièrent et d'une façon si étroite que l'on peut dire que leur esprit respectif déteignit l'un sur l'autre. Ainsi Mendelsohn, au contact de Lessing, fils de pasteur protestant, perdit de son exclusivisme juif et fut toujours porté, sinon à sympathiser, du moins à se rapprocher des

chrétiens. Tandis que Lessing voyait tous les Juifs sous l'angle de son ami Mendelsohn, c'est-à-dire de façon très favorable. Mis en vedette par l'appui de Lessing, Mendelsohn acquit peu à peu une grosse influence intellectuelle non seulement parmi ses coreligionnaires, mais même parmi les Allemands d'autres confessions. Son libéralisme, sa finesse, l'impartialité de ses jugements, sa profonde connaissance de l'histoire lui attirèrent d'unanimes sympathies. Le roi Frédéric II lui-même s'intéressa à lui, surtout quand dans un concours organisé par l'académie de Berlin, il eut obtenu la palme contre Kant lui-même.

Loin d'avoir la rigidité et l'étroitesse de vues de la plupart des rabbins de Germanie, il voulait rajeunir le Judaïsme en lui faisant davantage tenir compte des nécessités présentes. Pour vulgariser la connaissance du Pentateuque dont de nombreuses gloses altéraient le sens, Mendelsohn en fit une traduction allemande. Ainsi les Juifs commencèrent-ils à apprendre et à connaître l'allemand et par cette langue purent-ils acquérir toutes les connaissances du temps. Jusqu'alors, ils avaient croupi dans l'ignorance la plus absolue de tout ce qui n'était pas le Talmud ou la Sainte Thora. Désormais, ils allaient pouvoir constater que le monde ne se bornait pas aux étroites murailles d'un ghetto. En se précipitant ainsi vers les sciences profanes, les Juifs devaient perdre un peu de leur farouche sectarisme et avoir tendance à fusionner davantage avec les Gentils. Ce mouvement juif fut encore encouragé par l'édit de tolérance rendu par Joseph II qui, en faisant disparaître de multiples incapacités pesant sur les Juifs, améliorait singulièrement leur sort. D'autre part, Lessing par ses écrits avait préparé l'opinion en faveur des Juifs. Un de ses ouvrages particulièrement philosémita « Nathan le Sage » avait joui d'un succès considérable. Dans ce drame qui se déroulait à l'époque des Croisades, le beau rôle était tout exclusivement dévolu aux Juifs,

en particulier au vieux Nathan qui accablé d'épreuves faisait montre d'une magnanimité et d'une élévation d'âme extraordinaire à l'égard de féroces Templiers, dépourvus des plus élémentaires scrupules. Cet éloge un peu dithyrambique des Juifs aurait pu avoir un résultat tout à fait contraire à celui qu'en attendait Lessing. Mais la vogue était alors au paradoxe et il était de bon ton de se dauber soi-même.

Encouragé par les dispositions favorables qui se manifestaient vis-à-vis des Juifs, Mendelsohn pensa que pour les accroître, il fallait enlever au Judaïsme son caractère politique. Et il écrivit sa « Jérusalem » ou le « pouvoir religieux et le Judaïsme », dans lequel il exposa que le rôle de l'État n'est point de s'occuper de la religion de ses sujets et que peu doit lui importer les croyances qui règnent pourvu qu'elles ne soient pas incompatibles avec les devoirs des bons citoyens. Dès lors plusieurs religions peuvent coexister et rien ne s'oppose à ce qu'il en soit de même de la religion hébraïque. Le philosophe Juif aboutissait ainsi à enlever au Judaïsme tout caractère politique pour ne lui laisser simplement que son aspect religieux. Les Juifs ne se seraient pas plus distingués des autres Allemands qu'un protestant ou un catholique.

Si cette théorie satisfaisait largement les Juifs enrichis de Hambourg ou de Francfort qui aspiraient ardemment à se rapprocher des Chrétiens, elle souleva par contre l'animosité violente des rigoristes qui n'admettaient pas que l'on retranchât de la tradition talmudique le moindre iota. Et violente fut la campagne menée par ces derniers contre Mendelsohn qui mourut d'ailleurs peu après. Les meilleurs arguments fournis aux rabbins orthodoxes le furent par la conduite des disciples de Mendelsohn qui justifièrent amplement les craintes exprimées par ces fidèles enfants de Yahveh.

§ 2. LES ÉCLAIRÉS

Si les idées de Mendelsohn eurent un grand retentissement parmi les Juifs allemands, ce succès provient en partie du fait que l'élément intellectuel juif aspirait à une refonte du Judaïsme. Depuis des siècles, celui-ci avait vécu dans un isolement absolu, entièrement fermé à toutes idées nouvelles et bornant sa connaissance du monde aux révélations du Talmud. Avec le temps cette doctrine rabbinique était devenue desséchante et ne répondait plus semble-t-il à la situation faite aux Juifs sous les règnes de Frédéric II et de Joseph II. Justement les Chrétiens paraissaient ne plus traiter les Juifs avec les mêmes restrictions ainsi qu'au Moyen Age. Pour renforcer ces heureuses tendances, les disciples de Mendelsohn, suivant l'exemple de leur maître, crurent bien faire en supprimant du Judaïsme tout caractère par trop exclusif ou national. Et pour atteindre les masses juives, ils se servirent d'une revue hébraïque : « le Meassef » le « Collectionneur ». Ce mode de diffusion réussit entièrement et considérable fut le nombre des Juifs qui abandonnèrent le rigide attirail des prescriptions rabbiniques pour adopter les idées libérales des éclairés.

Le centre du mouvement se trouvait dans les salons d'Henriette Herz, femme de l'ami intime et du confident de Mendelsohn. Ce fut un lieu de rencontre des plus grandes célébrités françaises ou étrangères. Nullement choqués d'être invités par des Juifs, les gens du bel air se réunissaient en cette demeure hospitalière. Gentz, Engel, Frédéric de Schlegel et Mirabeau lui-même en furent les hôtes assidus.

Sous l'influence de ce milieu, quelques mesures d'adoucissement furent encore apportées au sort des Juifs et de ce chef les efforts des éclairés reçurent un nouvel encouragement. De toutes manières, par des publications, des conférences, des congrès, ils s'efforcèrent d'étendre leur action. En réduisant

au strict minimum l'étude de la Bible et du Talmud, ils poussèrent à la connaissance des langues profanes et des sciences étrangères. Dans leur désir de se rapprocher des Chrétiens, dit Graetz ¹ « Ils écartaient tout ce qui, dans » l'ancienne vie juive, pouvait froisser le goût moderne, tout » ce qui ne paraissait pas s'expliquer par la raison humaine, » tout ce qui avait un caractère national, rappelait les événements du passé et contribuait à distinguer le Juif du » Chrétien. Être éclairé, c'est-à-dire ressembler en tous » points aux Chrétiens, tel était le mot d'ordre des réformateurs. »

Cette façon d'agir exaspéra les orthodoxes qui luttèrent avec âpreté contre ces destructeurs du nationalisme juदाïque. Leurs excommunications, le renforcement du ritualisme biblique, la recrudescence des prescriptions séparatistes, toute cette offensive religieuse menée par les rigides rabbins, fanatiques défenseurs de la loi, excita davantage l'animosité du parti adverse.

Et les éclairés par esprit d'opposition, se convertirent en masse au catholicisme. La fille de Mendelsohn, notamment, fut au nombre des nouveaux baptisés. L'abandon par les éclairés de la foi juive s'explique aisément. Ayant laissé de côté tout ce qui caractérisait et était l'essence même du Judaïsme, ils n'avaient aucun motif de pratiquer ce fantôme de religion qui en dépit de quelques améliorations n'entraînait pas moins pour ses adeptes une réelle infériorité sociale.

Cet essai d'assimilation, cet effort pour enlever au Judaïsme tout caractère exclusif n'eut d'autre résultat que le départ de quelques Juifs qui depuis longtemps n'appartenaient plus en fait à la communauté hébraïque. Sévèrement gardée par l'orthodoxie de ses rabbins, la masse des Juifs demeura indemne de toute contagion. Et pour mieux se préserver contre toute attaque du même genre, les chefs spirituels du

1. GRAETZ, *op. cit.*, t. V. p. 301.

Judaïsme augmentèrent la rigidité et le séparatisme de leur religion. Ainsi loin d'avoir été affaiblie par les idées mendelsohniennes, la nationalité juive sortit de cette épreuve plus vigoureuse et plus tranchée que jamais.

Il devait en être différemment semble-t-il du moins pour certaines régions, quand l'État lui-même par la proclamation de l'égalité entre tous les citoyens allait abolir toutes les distinctions pour cause de religion. Cette affirmation d'un droit nouveau allait d'abord être proclamée en France.

§ 3. ÉMANCIPATION DES JUIFS

Vers la fin du XVIII^e siècle, il y avait en France une cinquantaine de milliers de Juifs, dont les trois quarts peuplaient l'Alsace et la Lorraine, le reste demeurait à Paris, Bordeaux et surtout en Avignon. Loin de s'entendre entre eux, ils étaient divisés en divers clans et les Juifs de Bordeaux descendants de Marranes immigrés, très influents, et à la tête du haut commerce bordelais, se considéraient comme supérieurs et dédaignaient grandement les Juifs d'Alsace et du Comtat. Leur activité enrichissant le royaume, ils avaient toujours joui d'un régime privilégié et cette supériorité explique peut-être le mépris qu'ils professaient à l'égard de leurs coreligionnaires. Ce n'est pas que le sort des autres communautés juives fut misérable, tout au contraire, elles vivaient dans une très large tolérance et en paix pouvaient exercer leur religion. Et la situation des Juifs de Lunéville était si favorable qu'une vieille chanson Lorraine leur consacre ces vers :

Dans le pays du suif,
C'est-à-dire en Lorraine
On aime assez le juif
Et nul ne l'y malmène.

Cependant en raison des préjugés existants ou de la persistance d'anciennes haines, les Juifs auraient eu beaucoup

de difficultés à obtenir l'émancipation totale, si avec le large vent de la révolution, beaucoup d'idées préconçues n'avaient été balayées. Par esprit de réaction contre toutes les traditions de l'ancien régime, des membres de l'Assemblée Nationale étaient favorables aux Juifs par le fait même que ces derniers avaient été tenus en suspicion durant les siècles précédents. Parmi eux, l'un des mieux disposés en faveur des Juifs fut Mirabeau, le célèbre tribun qui, ayant connu Mendelsohn à Berlin, avait été tout à fait conquis par le charme du philosophe et gagné aux revendications juives. Le non moins célèbre abbé Grégoire, au nom de la religion, se fit leur chaleureux avocat. « Ministre d'une religion qui regarde tous les » hommes comme frères, dit-il, j'invoque l'intervention de » l'Assemblée en faveur d'un peuple proscrit et malheureux. » La lutte fut cependant très vive et Cerf Beer et Abraham Furtado, Juifs richissimes, durent se prodiguer sans cesse pour aviver les sympathies et encourager l'action des avocats de la cause juive. Un premier succès fut remporté quand, sur la demande de Castellane, la liberté religieuse eut été proclamée et le principe suivant adopté pour être mis en tête de la constitution en 1791.

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions même religieuses pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

Mais pour que les Juifs fussent entièrement assimilés, il fallait encore qu'ils jouissent des droits de citoyen. Et cette question se posa tout naturellement quand la Constituante en vint à discuter la loi électorale et à rechercher les conditions exigibles pour être citoyens actifs. Rewbell, La Fare, l'abbé Maury s'opposèrent, non sans talent, à l'octroi de cette qualité aux Juifs. Ils réussirent à moitié dans leur tentative, car seuls les Juifs bordelais furent admis à bénéficier de cet avantage. Pour les autres Juifs, la question fut remise. Ce retard ne fit que stimuler l'activité des communautés juives d'Alsace

et d'Avignon qui agirent sur l'Assemblée par l'intermédiaire de la garde nationale et des sections de la commune de Paris. Le club des Jacobins en particulier se montra favorable aux Juifs et l'un de ses plus violents interprètes, Duprat, soutint avec énergie la cause des Juifs alsaciens et du Comtat : « Je » crois, dit-il, que la liberté des cultes ne permet plus qu'aucune » distinction soit mise entre les droits politiques des citoyens » à raison de leur croyance. La question de l'existence politique des Juifs a été ajournée. Cependant, les Turcs, les » Musulmans, les hommes de toutes les sectes, sont admis à » jouir en France des droits politiques. Je demande que » l'ajournement soit révoqué et qu'en conséquence il soit » décidé que les Juifs jouiront en France des droits de citoyen » actif. »

Malgré l'intervention hostile de Rewbell, l'Assemblée se ralliant aux paroles de Regnault, député de Saint-Jean d'Angély, adoptait la loi en vertu de laquelle « étaient révoqués tous les ajournements, réserves, exceptions insérés » dans les précédents décrets relativement aux individus » Juifs qui prêteront le serment civique. »

Ainsi les Juifs étaient assimilés aux autres Français, ils y gagnaient la liberté, mais perdaient en revanche leurs traditions, leur âme propre, en un mot leur nationalité. Ils n'étaient plus des Juifs mais des Français de religion juive, autrement dit des Israélites.

Avec Napoléon, unificateur par excellence, cette assimilation allait être poursuivie avec le plus grand soin. Déjà, comme premier consul lors de l'expédition d'Égypte, il s'était occupé d'une façon toute particulière des Juifs. Il avait recommandé à ses soldats le respect des synagogues et avait armé un certain nombre de bataillons juifs qui menacèrent même Alep. Mais, par la suite, des plaintes nombreuses furent portées contre les Juifs, spécialement à l'égard des communautés alsaciennes. Elles étaient accusées d'excès usuraires et chose plus grave encore aux yeux de Napoléon,

de tourner les lois sur la conscription. En vue de remédier à ces abus, l'Empereur résolut de convoquer une assemblée de notables « pour délibérer sur les moyens d'améliorer la nation » juive et de répandre parmi ses membres le goût des arts et » des métiers utiles. »

Choisis parmi les personnalités juives de l'Empire Français les notables, au nombre d'une centaine, se réunirent en grand apparat le 26 juillet 1806, en la Chapelle Saint-Jean, dépendance de l'Hôtel de Ville. Particulièrement symptomatique de leur état d'esprit, fut la déclaration des notables à la demande qui leur fut faite de savoir s'ils considéraient la France comme leur patrie et s'engageaient à la défendre. Tous s'écrièrent d'une voix unanime : « Jusqu'à la mort ». Plus délicate fut la question des mariages mixtes entre les Chrétiens et les Juifs. Une vive discussion s'ensuivit. L'acceptation pure et simple de ces mariages, c'était la disparition rapide des Juifs établis en France, mais aussi une preuve très nette de leur désir de se fondre avec les autres nationaux français. L'esprit de conservation de la race prévalut et pour ne pas altérer les bonnes dispositions impériales on enveloppa le refus de mille précautions oratoires. Ce fut d'ailleurs le seul signe d'indépendance manifesté par l'assemblée des notables, pour le surplus elle adopta les indications officieuses que lui fournissaient discrètement les membres du Conseil d'État chargé par l'Empereur de suivre les débats.

Afin de renforcer les décisions prises par les notables juifs, Napoléon décida de leur donner une confirmation religieuse en les faisant homologuer par un grand Sanhédrin qui serait convoqué à Paris. La réunion de ce Conseil qui, depuis Titus, n'avait point tenu d'assises, impressionnerait tout autant les Juifs que le monde chrétien. En tenant ses séances à Paris, le grand Sanhédrin, dans l'esprit de Napoléon, devait lui permettre d'exercer un contrôle sur tous les Juifs dispersés. Paris deviendrait pour ainsi dire la capitale intellectuelle et la cité sainte du Judaïsme. L'enthousiasme des Juifs

fut très grand et ils ne se firent pas faute de l'exprimer avec une imagination toute orientale :

« Il est donc vrai que le génie prodigieux de l'immortel
» Napoléon, émanation de l'esprit vivifiant de l'éternelle
» Sagesse, rappelle à une nouvelle existence les membres
» desséchés et désunis des restes d'un peuple aussi célèbre
» par ses malheurs qu'il l'avait été par son ancienne gloire. »

« Ce génie créateur qui, parmi les mortels, est le mieux
» formé à l'image de Dieu, en suit les traces sublimes. »

Après avoir entendu les décisions des notables, les 71 membres du grand Sanhédrin consacrèrent le nouvel état de choses par une subtile interprétation de la loi de Moïse. A leur avis il fallait distinguer dans la loi mosaïque les dispositions d'ordre religieux et celles relevant du domaine politique. Les premières seules sont par leur nature absolues, indépendantes des circonstances et des temps. Il en est différemment des secondes qui, « destinées à régir le peuple » d'Israël dans la Palestine, lorsqu'il avait ses rois, ses pontifes et ses magistrats, ne sauraient être applicables depuis qu'il ne forme plus un corps de nation ».

C'était, revêtue de la plus haute autorité juive, la proclamation de l'assimilation des Juifs et l'abandon de tous les rêves nationaux qui, des siècles durant, avaient maintenu Israël. Entre toutes les crises subies par la nationalité juive, ce fut certes la plus grave. Et ces effets devaient, semble-t-il, se faire particulièrement sentir en France où, vu leur petit nombre, les Juifs n'étant plus protégés par des barrières religieuses ou sociales, seraient fatalement absorbés par les autochtones.

L'exemple donné par la France en émancipant les Juifs fut suivi par les pays que l'épopée impériale traversa. Dans les Pays-Bas, les Juifs fortement organisés et jouissant de réels privilèges, n'acceptèrent pas de plein gré le bénéfice de l'émancipation qui impliquait en contre-partie certaines charges. Les Rabbins et les Parnassims qui, grâce aux règle-

ments existants, administraient à la façon de potentats les Communautés juives, virent dans la proclamation des droits de l'homme une menace contre leur pouvoir absolu. Mais, devant les désirs de leurs ouailles, renforcés par la présence des troupes françaises sur le territoire Batave, ils furent bien forcés de s'incliner et d'admettre l'émancipation. En Italie comme en Suisse, l'élément juif, sauf à Venise, étant des plus restreint, l'émancipation se fit sans aucun heurt.

A travers les États de l'Allemagne, les Juifs ne furent vraiment émancipés que vers le milieu du dix-neuvième siècle. Par philanthropie, un souverain levait bien l'interdit qui pesait sur les Juifs ; émue par l'appel passionné d'un écrivain, une municipalité élargissait les portes d'un ghetto ; sous l'influence d'une doctrine philosophique, l'opinion pouvait se montrer moins hostile aux Juifs, toutes ses manifestations n'eurent longtemps qu'un caractère passager et furent sans lendemain. Et l'admission au rang de citoyens des Juifs épars par toute l'Allemagne fut en grande partie due aux efforts d'une aristocratie d'Israélites qui, exerçant une vaste influence, voulut égaler les Chrétiens sur toute la ligne.

Pour favoriser ce mouvement d'émancipation, les intellectuels Juifs tâchèrent d'enlever au Judaïsme tout ce qui était de nature à le distinguer par trop du Christianisme. Mais dans cet essai de réforme des traditions et des pratiques juives, les novateurs dans leur zèle devaient parfois dépasser les bornes. Entre ces néo-Juifs et les sectes protestantes, il arriva bien souvent qu'il n'y eut plus aucune différence. Ainsi, avec le Président du Consistoire de Wesphalie, Jacobson, les sermons durent être prononcés en allemand et pour mieux imiter les Chrétiens, les rabbins furent priés d'organiser pour la jeunesse juive des cérémonies de confirmation religieuse. Holdheim à la tête du Conseil supérieur des communautés juives, détournant de leur vrai sens ces paroles du Talmud que la loi de l'État est la vraie loi, prétendait que les Juifs ne sont tenus de suivre que les usages religieux dont l'État

leur permet l'observance. Et partant de ce principe, il créa une église judéo-allemande dont les rites et principes étaient en tout semblables à ceux d'une église protestante. Vraiment quand de pareils Juifs étaient assimilés aux autres citoyens, on ne faisait que confirmer un état de fait.

Les excès des novateurs qui détruisaient de la sorte tout ce qui pouvait servir de support à la nationalité juive produisirent une violente réaction de la part des orthodoxes. Ces derniers s'appuyaient sur les masses qui loin de désirer s'adapter aux chrétiens considéraient, sinon avec humeur du moins avec répulsion, toute idée de ce genre comme étant l'œuvre de traîtres et de renégats. Plus que les discours dorés des émancipateurs, elles écoutaient les exhortations enflammées de ses rabbins : « Par haine des apostats et des incrédules, » les vrais Juifs se montraient, dit Graetz ¹, d'un rigorisme » excessif. Sous l'influence de la lutte, leur piété prit un caractère passionné. Ils réclamaient le maintien des usages les » plus contestables et le jargon même qu'ils parlaient leur » paraissait sacré. »

Historiquement parlant, c'est à la Prusse que les Juifs d'Allemagne doivent les premiers efforts tentés en faveur de leur émancipation. Par un édit du 11 mars 1812, Frédéric Guillaume II, accorda aux Juifs domiciliés dans les États Prussiens, les mêmes droits qu'aux autres habitants. Avec la poussée antijuive de la Sainte Alliance, ce décret ne reçut pas sa complète application et en bien des contrées de l'Allemagne, les Juifs furent en butte à l'oppression et poursuivis au cri traditionnel de Hep. (Hiérosolyma est perdita). Lors de la révolution de 1848, la constituante allemande, dont le président était un Juif, Gabriel Riesser, vota bien l'égalité civile, mais la plupart des États allemands, en particulier la

1. GRAETZ, *op. cit.*, t. V, 363.

Saxe et la Bavière considérèrent cette disposition comme lettre morte. Il fallut la victoire de la Prusse à Sadowa pour que fut imposée aux états qui gravitaient dans l'orbite de la Confédération de l'Allemagne du Nord, l'émancipation des Juifs. Et quand fut formé l'Empire Allemand, le principe fut étendu à tous les états du nouvel empire qui ne l'avaient pas encore adopté. Ce n'était certes pas par libéralisme que les Prussiens tyranniques et caporalisateurs agissaient ainsi en faveur des Juifs, mais uniquement par intérêt politique. En effet en se posant comme libérateurs des Juifs, ils acquéraient des alliés précieux qui, dispersés dans les divers états allemands, allaient faciliter leur projet de conquête. Et cet appui était d'autant plus utile que bien des intellectuels en vogue de l'Allemagne d'alors étaient d'origine sémitique.

En Autriche de même, l'émancipation des Juifs subit force vicissitudes et après avoir été proclamée fut en fait toujours plus ou moins limitée.

A travers l'immense empire des tsars, à diverses reprises des tentatives furent faites par le pouvoir central pour améliorer le sort des Juifs et les rapprocher davantage des Russes. Il est à noter qu'en ce pays, plus que partout ailleurs, l'émancipation des Juifs ne peut être interprétée de la même façon qu'en France.

Les différents peuples dont se composait l'Empire Moscovite ne jouissant que d'une liberté relative, l'égalité entre tous les citoyens n'impliquait nullement un régime de faveur et de totale émancipation. Les droits de citoyens proprement dits continuant à être méconnus pour l'ensemble des Russes, la déclaration d'émancipation n'aurait eu d'autres effets pour le Juif que l'octroi de quelques libertés élémentaires, elles-mêmes strictement délimitées.

Alexandre I^{er}, épris d'idées libérales et qui se flattait d'être le plus moderne des souverains de son temps, se montra dès l'abord favorable aux Juifs. En grand nombre ces derniers peuplaient les marches de Pologne ou d'Ukraine où les

ukases des Tsars les avaient confinés. A la suite de la dissolution du synode des quatre pays qui régentaient les multiples communautés polonaises et du développement d'une secte de dissidents fanatiques, les Hassidims, le judaïsme russe était tombé dans un véritable chaos. Pour remédier à ce désordre, Alexandre tenta d'élever le niveau intellectuel des Juifs en leur facilitant l'accession aux universités et en créant de nombreuses écoles.

Par des exemptions d'impôts, il encouragea les Juifs à se livrer à l'agriculture, aux travaux manuels, aux arts et aux sciences plutôt que de tenir des cabarets et d'être des marchands d'argent. Afin de les déshabituer de leur affreux patois, il fit nommer à des postes honorifiques ceux qui savaient parler et écrire le polonais, le russe ou l'allemand. Mais comme le remarque Graetz ¹ « au lieu de considérer » l'instruction qu'on désirait leur donner comme un bienfait, » les Juifs de Russie et de la Pologne la regardaient comme » une malédiction et une invitation à l'apostasie. A leurs » yeux, leur horrible jargon et leur accoutrement ridicule » avaient un caractère sacré et ils étaient fermement résolus » à n'y apporter aucune modification. »

Mécontent de voir ses intentions tournées à mal par ces esprits étroits, Alexandre I^{er} annula toutes ces mesures de faveur et les Juifs derechef subirent un régime différenciel.

Dans les années qui suivirent, un courant d'émancipation intellectuelle, analogue à celui qui s'était produit en Allemagne, se fit sentir. Les Maskilims ou éclairés tentèrent de revivifier le cadavre momifié du judaïsme russe et de se rapprocher davantage des citoyens d'autres confessions. Avec ardeur ils étudièrent l'hébreu, les sciences profanes et s'initiaient à la culture moderne.

S'ils s'étaient bornés à ce rôle, ils auraient pu exercer une influence importante dans l'amélioration sociale et intel-

1. GRÆTZ, t. V, p. 344.

lectuelle de leurs congénères, surtout avec l'avènement d'Alexandre II qui, comme son homonyme, devait faire preuve des meilleures dispositions à l'égard des Juifs. Renouvelant les concessions de son aïeul, il mit tout en œuvre pour créer, au milieu des nombreuses communautés rabbiniques, une véritable élite. Ainsi, tous ceux qui possédaient des diplômes, avaient servi dans l'armée, ou se livraient à l'agriculture, étaient de ce fait assimilés au point de vue des droits individuels ou publics aux autres citoyens.

Par la faute même des Juifs, cette ère de paix ne devait pas être de longue durée. Loin de reconnaître les avantages concédés par le Tsar et de le confirmer dans ses bonnes intentions par leur soumission, les plus exaltés parmi les intellectuels Juifs séduits par les idées révolutionnaires, crurent obtenir davantage par la violence. Ils furent de tous les complots et s'efforcèrent avec les anarchistes de miner les bases même de l'État. Leur dernier attentat, l'assassinat du Tsar libérateur, fut le signal d'une violente réaction antisémite. Et l'ère des restrictions et des mesures de rigueur inaugurée avec les lois Ignatieff ne devait guère cesser qu'avec la chute même du régime impérial. Cette poussée hostile aux Juifs devait par contre avoir pour résultat de renforcer l'idée nationale juive et de détruire ainsi les espoirs des assimilateurs.

§ 3. IMPOSSIBILITÉ DE L'ASSIMILATION

Comme on vient de le voir, il n'est de témoignage plus probant que celui fourni par la Russie, pour montrer l'inanité des efforts tentés en vue de l'assimilation du peuple juif. Non seulement, les masses judaïques demeurèrent obstinément fermées à toutes avances, suivant aveuglement les directives sectaires de ses rabbins, mais même chez les intellectuels, l'exclusivisme de la race imposa son emprise. Si quelques Juifs isolés parurent s'assimiler avec les autres citoyens,

ce ne fut qu'une minime exception. Les juiveries de Russie demeurèrent homogènes, unies qu'elles étaient dans une farouche intransigeance. Comme le dit Wickam Steed¹,
« Un Juif ne peut pas devenir un Teuton pas plus qu'un
» Éthiopien ne peut changer de peau ou un léopard de
» taches. »

Même dans les pays de l'Europe occidentale où l'émancipation est chose ancienne, un examen attentif permet de constater que la fusion des Juifs avec les autres nationaux est loin d'être un fait accompli.

En France par exemple, tant en raison des tendances libérales des gouvernements que du petit nombre des Juifs, il semblait que l'assimilation entre les Israélites et les non Juifs auraient dû depuis longtemps être réalisé. Cependant il n'en est rien. Pour s'en convaincre il suffit de parcourir certains quartiers de Paris où grouille une population digne des anciens Ghettos. Revêtus de leurs longues lévites crasseuses, des Juifs barbus parlent Yddisch ; des femmes à la perruque rituelle vont en des boutiques spéciales chercher la viande Kasher et le pain sans levain ; dans les rues où suinte une misère sordide on n'aperçoit que des inscriptions hébraïques. On se croirait dans un pays étranger, perdu au milieu d'habitants de race et de coutume très différentes et dont on ne peut saisir ni l'âme ni la pensée.

Et ce qui est vrai de la capitale de la France ne l'est pas moins à Anvers, à Amsterdam, à Francfort, où des milliers de Juifs qui vivent une existence à part et tout à fait distincte de celle de leurs voisins. Il n'est pas nécessaire de parler ici des véritables cités juives que sont l'East Side à New-York (750.000 h.) et l'East End (250.000 h.) à Londres. Israël Zangwill a peint en termes truculents et colorés les mœurs de ces Juifs Londoniens, identiques en leur manière de faire à leurs ancêtres d'il y a

1. Wickam STEED, *La Monarchie des Habsbourgs*, p. 269.

mille ans et plus. Cette survivance d'antiques traditions que n'entame même pas le courant uniformateur de la vie moderne montre la puissance du sentiment national Juif. Dans ces différents pays, l'immigration importante de Juifs de Galicie ou d'Ukraine a été certes un des motifs de cette survivance des caractères nationaux. Mais, il n'est pas le seul, en l'absence même de toute irruption de Juifs russes ou autrichiens. Israël se serait maintenu dans son intégrité au milieu des nations étrangères. Ses traditions, sa loi étroite, son long passé de douleurs et de gloire, son incommensurable orgueil, tout fait que le Juif errant est inassimilable et possède une nationalité propre.

D'abondantes illustrations de cette persistance du sentiment national juif nous sont fournies par l'histoire. Et il est si profondément ancré dans l'âme juive que ni les violences ni les douceurs n'ont pu le réduire.

S'il y eut une époque où le Juif pût s'assimiler facilement, ce fut bien sous les deux rois Capétiens, Louis VI et Louis VII ¹. « Une longue aisance régnait parmi eux, ils possédaient non » seulement des maisons, mais aussi des champs et des vignes, » qu'ils cultivaient eux-mêmes ou faisaient cultiver par des » serviteurs chrétiens. On raconte même, sans exagération, » que la moitié de la ville de Paris, encore peu importante à » cette époque, appartenait à des Juifs. Les communautés » juives étaient reconnues comme des corporations indépen- » dantes et avaient à leur tête un chef, portant le titre de » prévôt et chargé de représenter leurs intérêts vis-à-vis » des Chrétiens. » Loin de fusionner avec les Chrétiens, les Juifs profitèrent de ce répit pour renforcer les prescriptions du Talmud en y ajoutant des gloses et des interprétations. Et l'influence de ces Juifs du bassin parisien fut telle qu'ils réussirent à créer une véritable école religieuse, celle des Tossafistes.

1. GRÆTZ, *op. cit.*, t. IV, p. 98.

Plus tard avec les souverains de Castille au ^{xiv}^e siècle, le sort des Juifs fut également des plus enviables. Favoris des rois, leurs conseillers très intimes, ils dirigeaient les finances et possédaient la ferme des impôts. Leur influence était telle que bien souvent elle contrebalançait celle du clergé et de la noblesse. Alphonse X, Pierre le Cruel, Henri de Transtamarre et la reine Éléonore de Portugal leur accordèrent de multiples privilèges, notamment le droit de Justice et celui de s'administrer eux-mêmes. Les sympathies dont ils étaient entourés et les pouvoirs qui leur étaient concédés devaient, semble-t-il, les amener à perdre leur intolérance religieuse et à s'amalgamer avec leurs voisins. Il n'en fut pas ainsi et la puissance dont ils étaient investis n'eut d'autres résultats que de renforcer leur particularisme. Comme le constate Graetz, « ils étaient » si solidement établis en Espagne, y avaient jeté des racines » si profondes qu'il fallut les efforts continus d'un siècle pour » les arracher. »

Si la conscience nationale juive ne se laissait pas amollir dans les périodes heureuses, les épreuves non plus n'avaient point de prise sur elle. Au quinzième siècle, quand Ferdinand et Isabelle, pour unifier l'Espagne, crurent conformément aux idées de l'époque y parvenir par l'unité confessionnelle, une violente persécution se déclencha contre les Juifs. Et semblant justifier les prévisions des souverains, devant la contrainte exercée à leur égard, les Juifs en grand nombre abjurèrent. Ainsi, purent-ils garder leur haute situation et jouer un rôle prépondérant en Espagne. Mais ces conversions forcées n'étaient pas sincères. Et les néo-convertis, en Espagne les Marranes ou maudits, conservèrent au dedans d'eux-mêmes leurs antiques croyances et pratiquèrent leurs rites en secret. Si vives étaient leurs convictions et puissante leur foi nationale que des familles durant des siècles, de père en fils, surent extérieurement donner le change et mentir à leurs concitoyens. Évêques, grands d'Espagne, membres du Conseil privé, quelles que fussent leurs dignités et leurs pouvoirs, à

l'abri du masque chrétien, ils demeurèrent indéfectiblement attachés à la loi mosaïque. Pour briser cette obstination secrète et arriver à la fusion totale des marranes, avec les autres sujets du roi, le tribunal de l'Inquisition avec Torquemada, redoubla de rigueur. Mais, ni les tortures, ni l'exil, ni les promesses ne purent triompher de leurs convictions judaïques.

De même à Bordeaux, où ils étaient venus chercher asile contre les persécutions d'Espagne, ils se présentèrent comme chrétiens. Autorisés par Henri II en 1550 à s'établir sur le grand port de la Gironde, ils se conduisirent apparemment en chrétiens jusqu'en 1686. A cette date, Louis XIV autorisa « ces nouveaux chrétiens » à pratiquer ouvertement la religion juive.

Cette duplicité héréditaire peut nous choquer, mais elle est en tous cas un témoignage manifeste du sentiment national juif.

CHAPITRE IV

NÉCESSITÉ DE DONNER SATISFACTION AUX ASPIRATIONS NATIONALES JUIVES

PREMIÈRE SECTION

Importance du problème.

§ 1. ŒUVRE DE JUSTICE

En donnant satisfaction au sentiment national juif, on accomplit une œuvre de justice, en même temps qu'une œuvre de paix. En effet, est-il rien de plus sacré que la nationalité d'un peuple, ce droit de disposer de lui-même, ainsi qu'il l'entend et le désire. Si dans le droit moderne, on a proclamé les différents droits individuels dont l'importance est telle, que l'État, si puissant soit-il, doit s'incliner devant eux. A plus forte raison doit-on respecter la liberté non d'un individu, mais de toute une collectivité. En 1791, quand l'Assemblée législative opposa la souveraineté nationale à celle du monarque, elle déclara que le peuple étant seul souverain avait le droit de se gouverner librement et de se soustraire à l'autocratie d'un seul. Ce principe est encore plus vrai quand il s'agit pour une nation, non seulement de se libérer d'un souverain national, mais d'un monarque étranger. Tel est le cas du peuple juif qui, soumis depuis des siècles en raison même de sa dispersion à des gouvernements étrangers, éprouve plus vivement que tout autre le désir de former

un corps de nation se développant de façon autonome et en pleine liberté.

On ne peut méconnaître ces aspirations sans renier les principes qui inspirent depuis plus d'un siècle notre droit des gens et qui ont reçu dans la dernière guerre une éclatante confirmation.

Dès lors que l'on reconnaît à la nation juive tous les caractères qui constituent une nationalité, comment ne pourrait-on pas lui donner satisfaction, d'autant plus qu'il n'est pas de nation plus ancienne au point de vue historique. Bien avant l'existence des nations actuelles, déjà s'épanouissait la nation juive. Si elle fut dispersée par l'Empire de Rome, elle n'a cessé depuis lors au cours des siècles, par la voix de ses docteurs ou de ses poètes, par ses soulèvements et surtout par l'étonnante conservation de ses traditions, d'affirmer hautement le maintien de sa personnalité. Actuellement, ce peuple comprend plus de 13.000.000 d'individus dont les 2/3 revendiquent énergiquement leur nationalité et demandent que l'on fasse droit à leurs desiderata. Tout être vivant a droit à l'existence et une nation régulièrement constituée doit en respectant le droit des autres nations pouvoir se développer librement. De minuscules nationalités telles celles des Lithuaniens ou des Esthoniens ont avec les derniers traités reçu leur consécration et peuvent se gouverner en toute indépendance.

Et l'idée maîtresse des mandats dits de première catégorie n'est-elle pas d'amener peu à peu les pays soumis à la tutelle de l'état mandataire, à l'émancipation complète. Ce que l'on accorde ainsi avec tant de générosité à des nationalités toutes jeunes ou à peine écloses, peut-on en toute justice le refuser à la nation juive, la plus ancienne et la plus marquée qui fût jamais au monde.

Permettre à la nationalité juive de pouvoir se développer sans restriction aucune, c'est faire œuvre de justice et collaborer en même temps au maintien de la paix générale.

§ 2. GARANTIE DE PAIX

Quels plus terribles ferments de troubles qu'une minorité nationale au sein d'un pays quelconque. Il suffit de parcourir l'histoire du dernier siècle pour voir que la quasi-totalité des guerres civiles et étrangères ont eu pour cause intime et profonde des conflits de nationalité. Et sans parler des luttes balkaniques, uniquement issues de rivalités nationales, on peut, par l'analyse, découvrir à la source de presque toutes les guerres, une question de nationalité. Si celle-ci n'est pas toujours la cause essentielle, elle sera en tous cas un facteur second.

Ainsi dans la guerre Hispano-Américaine, où à première vue n'apparaît qu'un conflit d'ordre économique ; un examen un peu plus profond, nous découvre que si l'Espagne a été si facilement vaincue, c'est en grande partie à cause de la rébellion de ses colonies du Pacifique qui désireuses de s'émanciper pensèrent obtenir leur indépendance à la faveur de la lutte entre la Métropole et les États-Unis.

Supposons même qu'aucune question de nationalité ne soit mêlée à l'origine d'un conflit. Par le fait même qu'une guerre éclate entre deux peuples, si unis soit-il par la langue, l'histoire, les mœurs, la religion, une profonde cassure se produira entre ceux-ci, et un réel antagonisme en résultera. De cette opposition d'idées et de volonté une nouvelle nationalité naîtra. Et là où auparavant, n'apparaissait qu'une unique nationalité, il y aura désormais deux nationalités, rivales et sourcilleuses. La formation des États-Unis et de la plupart des autres États des deux Amériques en est un exemple très frappant. Quand sous Boston et Washington, les habitants des 13 vieilles colonies britanniques se soulevèrent contre la métropole, cette lutte entre fils de la même mère ne sembla, dès l'abord, n'avoir d'autre caractère que celle d'une guerre civile entre deux fractions d'un semblable peuple. Passé cette période de troubles, les relations auraient dû reprendre

comme d'antan sans qu'il n'y eût aucune distinction entre les Anglais habitants des Iles ou du Continent. La réalité ne fut pas ainsi, car l'opposition même que fit naître la guerre donna aux colons britanniques l'impression de former un peuple distinct de celui de la métropole, et ils eurent alors clairement conscience d'une nationalité propre se suffisant à elle-même.

On voit donc l'importance du fait national dans la vie du monde puisque de sa non-satisfaction découle la plupart des troubles ou des guerres qui dévastent l'humanité.

§ 3. UNIVERSALITÉ DE LA QUESTION JUIVE

Pour la nationalité juive, spécialement, le problème est autrement plus grave, car cette nation n'est point concentrée sur un seul territoire à travers un seul peuple, mais elle est dispersée de par tout le vaste univers. Les causes de conflits sont donc multipliées à l'infini. Et si elles ne se résolvent pas en de grandes guerres, elles sont du moins la source de révolutions, de tumultes et de persécutions. Il n'en peut être autrement. Le Juif s'opposant d'une façon absolue tant par les mœurs, la langue, la race, la religion, ne peut fusionner avec aucun peuple. Ni les menaces, ni les bienfaits, n'ont pu triompher de son intransigeance. Persuadé qu'il est de son incroyable supériorité, il n'accepte pas de se fondre avec d'autres nations. Et persécuté sans cesse, il tâchera de se venger en faisant partie de toutes les forces de dissolution des états existants. De toutes les révolutions, il sera l'adepte. Éternel mécontent, il vise à la destruction et au bouleversement de l'état de choses existant. A raison même de ses tendances anarchiques, l'oppression contre lui deviendra plus féroce. Et ces violences, loin de détruire l'idée nationale juive, ne feront que l'exacerber et la rendre plus redoutable.

Sans voir partout le Juif avec un esprit de partisan ; on ne peut s'empêcher de constater qu'en Russie, il a joué un rôle primordial dans toutes les forces de dissociation qui ont tenté

de détruire l'empire des tsars. Disposant d'une grande influence dans les masses russes, il s'en est habilement servi et il n'est pas nécessaire de rappeler l'œuvre accomplie par Kérénsky et plus récemment par Trosky dans la Révolution Russe. Si l'opposition des Juifs au gouvernement existant a été plus rude qu'en aucun autre pays, c'est que le gouvernement autocrate de Russie dans sa volonté d'unifier la grande Russie, ne reculait devant rien. Avec leur esprit de cohésion et la puissance de leurs traditions, les masses juives des gouvernements de l'Ouest opposaient aux aspirations unitaires russes une barrière formidable. La lutte fut terrible, surtout dans les cinquantes dernières années où l'idée nationale dans le monde avait atteint son paroxysme.

Poursuivi, traqué, dépouillé, traité en paria, le Juif résistait quand même et de toutes ses forces tentait de saper l'État qui le tyrannisait ainsi. Il n'y eut de conspiration où le Juif ne se trouvât mêlé, toutes les forces révolutionnaires pouvaient compter sur son appui, il fut l'âme de tous les complots qui eurent pour but l'écroulement de l'immense Moscovie. Et dans ces discordes intestines, le puissant empire dispersait ses forces et allait s'affaiblissant jusqu'au jour où il fut anéanti sous les coups du bolchevisme triomphant.

De même la question juive se pose avec une extrême accuité dans les nouveaux états de l'Europe Centrale. En Pologne, en Roumanie, en Hongrie, en Autriche et même en Bohême, de graves difficultés ne cessent de surgir par le fait de l'existence de masses compactes de Juifs, véritables étrangers au milieu de populations farouchement nationalistes. Par suite des difficultés économiques et matérielles, nées de la guerre, une gêne, un mécontentement latent courent parmi ces peuples si durement éprouvés. Qu'un gouvernement aux abois tente de distraire l'opinion en lui indiquant les Juifs, comme principale cause des ennuis actuels, le dérivatif est trop facile pour ne point être utilisé fréquemment. Surtout que le Juif par sa conduite prête souvent le flanc aux plus graves cri-

tiques. Ainsi en a-t-il été, pour les Juifs de Pologne qui furent accusés d'avoir pactisé avec les bolchevistes lors de la dernière invasion. Ces suspicions, ces mises en quarantaines, ces heurts entre Juifs et autochtones ne sont pas sans affaiblir grandement les États de l'Europe centrale déjà si instables par ailleurs.

Pour assurer sa sécurité, le Juif ne se fera pas faute de faire appel à l'étranger, pour avec son appui obtenir certaines garanties ou privilèges. On ne peut l'en blâmer car véritable étranger au milieu des populations où il vit, à défaut d'un état juif auquel il puisse faire appel en cas de persécution, il n'a d'autre recours qu'auprès des puissances garantes du droit des gens. Celles-ci tantôt par solidarité internationale ou parfois seulement par ambition ou impérialisme politique interviendront. En 1878, à l'égard de la Roumanie et de la Pologne, les États alliés n'ont eu d'autre but que d'assurer le respect des principes élémentaires du droit des gens. En d'autres cas particuliers l'intervention d'un état pourra être dictée par des mobiles nullement désintéressés. L'hostilité actuelle de l'Angleterre à l'égard de la Pologne a trouvé moyen de se servir de la question juive pour s'immixer dans la politique intérieure de l'ancien royaume de l'Aigle-blanc. Comme jadis, la France était la protectrice des chrétiens d'Orient, aujourd'hui la grande Bretagne se considère comme la protectrice des Juifs de l'univers. C'est pourquoi, à la suite des répressions exercées à l'égard des Juifs de Pologne qui avaient accueilli avec trop d'obligeance les Bolcheviks, le gouvernement anglais envoya une mission conduite par sir Stuart Samuel, frère du vice-roi de Palestine, pour enquêter sur place. Et dans le rapport « ou White Paper » dans lequel furent consignés les résultats de cette enquête, il est formulé entre autres vœux ; ceux de voir l'Angleterre intervenir en Pologne pour faciliter l'émigration des Juifs de ce pays, veiller à la création de banques inspirant confiance au peuple juif et surtout prendre toute disposition pour qu'un secrétaire

comprenant et parlant le Yddish soit adjoint à la légation et aux consulats britanniques.

On comprend sans peine les risques que font courir à l'indépendance d'un état de semblables interventions.

Si la question juive soulève ainsi de grands problèmes de politique intérieure ou extérieure, que l'on ne pense pas que ces difficultés soient limitées à l'Europe Orientale où vivent en masses compactes des multitudes de Juifs.

Dans l'Europe Occidentale en dépit du petit nombre des Juifs et de l'ancienneté des libertés qui leur ont été octroyées, les conflits entre les Juifs et les non Juifs n'en sévissent pas moins. C'est en ces contrées qu'est née la doctrine moderne de l'antisémitisme. Car s'ils étaient peu nombreux, les Juifs se servirent habilement des libertés qui leur étaient concédées pour exercer bientôt une influence puissante sur l'opinion et la finance. En Allemagne la plupart des grands journaux ont comme propriétaires des Juifs, dans l'industrie et la banque il en est de même, et les Ballin, les Rathenau et les Stinnes sont trop connus pour qu'on s'étende davantage sur eux. Comme le remarque impartiellement Bernard Lazare, les Juifs émancipés par la Révolution française entrèrent dans la société moderne ¹ « non comme des hôtes, mais comme des conquérants ».

Et quand sous l'influence d'Hegel se forma la thèse de l'antagonisme des races et de l'opposition essentielle des races sémitiques et aryennes, on ne fut pas long en Germanie pour l'appliquer intégralement aux Juifs ². « Le mouvement » nationaliste, la tendance à l'unité et l'enivrement des » victoires de 70 exaltant le teutonisme, le mot d'ordre fut » Plus rien que d'Allemand en Allemagne. » Et ces tendances franchirent les frontières germaniques et donnèrent en Autriche-Hongrie le Magyarisme, le Slavisme en Russie et la civilisation française en France. Elles trouvèrent des

1. Bernard LAZARE, *L'Antisémitisme*, p. 223.

2. Félix VERNET, *Juifs et Chrétiens*, p. 1723.

porte-voix puissants en la personne d'E. Drumont, pour la France ; de Tretschke et du pasteur Stöcker pour l'Allemagne ; de Pattaï et Lueger en Autriche.

S'il est un pays où en raison de sa nature et de ses traditions politiques, il semble que le problème juif ne doive pas exister, ce sont les États-Unis.

D'abord l'ancienneté de l'établissement des Juifs qui furent parmi les premiers colons, et fondateurs de la Nouvelle Amsterdam, le futur New-York. Leur grande influence matérielle et surtout intellectuelle qui fait qu'aujourd'hui les Israélites sont à la tête du mouvement universitaire et de la Presse. Le fait même que l'Américain du Nord est un composé de toutes les nations et qu'il ne peut avoir comme d'autres la phobie de certains peuples. La nécessité où très longtemps se sont trouvés les habitants des États-Unis de faire appel à l'immigrant étranger pour l'exploitation des richesses de leur immense territoire. L'absence de tout nationalisme ombrageux et excessif qui en était résulté, tout favorisait l'exode des Juifs dans cette nouvelle terre promise. Et cependant en dépit de ces circonstances favorables, une opposition violente s'est dessinée contre les Juifs. Sans être aussi absolue et radicale, que la campagne antichinoise, l'hostilité contre les Juifs a déjà réussi à influencer le pouvoir et certaines décisions ont été prises pour limiter l'immigration juive.

La principale cause de cette lutte antisémite paraît résider dans l'afflux très grand de la main-d'œuvre juive, spécialisée le plus souvent dans un même métier et qui, venant s'entasser dans les villes, provoquent une baisse de salaire et parfois le chômage. Se contentant de peu, travaillant jour et nuit, l'artisan juif comme le Chinois est un rival dangereux pour l'ouvrier Anglo-Saxon, recherchant ses aises et le confort. On se rendra compte de l'importance du problème si l'on songe qu'à New-York, il y a 70.000 Juifs qui sont tailleurs. En certaines années au moment des pogroms, l'immigration juive atteignit le chiffre énorme de 156.000 individus dont

125.000 provenant de Russie, et parmi cette masse de nouveaux arrivés, il n'y avait pour ainsi dire pas d'agriculteurs. Tous étaient ou des commerçants ou des artisans. A la différence d'autres pionniers qui courent tenter la chance aux États-Unis pour en retourner fortune faite dans leur pays d'origine, les Juifs abordent dans la grande République avec l'intention d'y demeurer définitivement. La consultation des statistiques est édifiante à cet égard. Le pourcentage des émigrants Juifs de retour par 1.000 était en 1910 de 68, tandis qu'il était de 247 pour les Italiens et de 122 pour les Anglais. D'ailleurs le caractère familial de l'émigration juive est une manifestation très nette de ce départ sans esprit de retour. Le nombre des enfants âgés de moins de 14 ans est en moyenne de 25 % du total des immigrants Juifs et celui des femmes adultes de 42 % proportion atteinte par aucun autre peuple, sauf en ce qui concerne les Irlandais.

Déjà dès 1907 pour protéger les travailleurs Américains et éviter une trop grande concurrence, la législation américaine s'était montrée moins large que par le passé. Notamment par l'obligation dans laquelle elle mettait l'émigrant de justifier à son entrée sur le sol américain de la possession de quelques dollars, elle empêchait la venue de milliers de Juifs faméliques sortis des ghettos du centre et de l'est de l'Europe.

Depuis la guerre avec la crise économique et les nombreux chômages qui en sont résultés, les États-Unis ont voulu plus que jamais limiter l'afflux étranger. Tout faisait prévoir que si elle n'était sérieusement endiguée, l'immigration étrangère aurait été énorme. Des milliers de gens ruinés par la guerre auraient tenté de se refaire une nouvelle vie dans un pays réputé par son activité et sa richesse. Pour mieux se défendre contre ce flot d'émigrants, certains hommes politiques et notamment le député Johnston avaient proposé une mesure radicale, suspendre toute immigration durant un nombre d'années déterminé. Trop exclusif ce projet ne fut pas adopté mais bien celui de Dillingham, d'ailleurs applicable temporel-

rement, limite l'entrée des émigrants pendant 13 mois à 3%, des étrangers de même nationalité résidant aux États-Unis depuis 1910. A l'heure actuelle, ce bill n'est plus en vigueur, mais il y a tout lieu de croire que les dispositions qui seront prises seront encore plus sévères spécialement à l'égard des Juifs. La crainte des idées bolchevistes, la phobie de certaines maladies et la peur de l'arrivée d'éléments par trop inassimilables, font prévoir la suppression de toutes autorisations d'entrée aux Russes, aux Galiciens et aux Polonais. Le Sous-Secrétaire d'État, Hugues, n'a-t-il pas conclu dans son rapport à l'exclusion temporaire, des Russes, des Arméniens, des Persans et des Juifs ¹.

Sans être aussi violent que par ailleurs, l'antisémitisme existe aux États-Unis et se manifeste à l'égard des Juifs par le refus d'une liberté essentielle, celle de circulation et de libre établissement.

Nous ne parlerons pas ici de la campagne menée à l'intérieur des États-Unis contre les Juifs qui s'y trouvent domiciliés. Elle a un caractère purement artificiel inspiré par des rivalités industrielles et financières. Ford, le célèbre fabricant d'automobiles, inspirateur de cette lutte, a maintenant fait la paix avec les Juifs et marche désormais avec eux la main dans la main.

Et dans les pays soumis à l'Islam, l'hostilité vis-à-vis des Juifs continue de sévir plus ou moins ouvertement, suivant le degré de protection qui leur est accordé par les états colonisateurs, protecteurs ou mandataires. Cependant cette haine est si vivace de la part des autotochnes que dans la région la plus anciennement soumise à la civilisation européenne, l'Algérie, l'antisémitisme est toujours extrêmement marqué et ses manifestations sont presque quotidiennes. Des motifs

1. Voir RAMON et DROUILLET, *Revue des Sciences politiques*, avril-juin 1922.

d'ordre religieux, des raisons sociales et économiques, entretiennent cette opposition anti-juive et si par la force de l'ordre français, elle se trouve contenue, elle n'en sévit pas moins en profondeur. Dans les autres régions musulmanes plus éloignées de l'influence européenne, entre les Juifs et les adeptes d'Allah, c'est la lutte perpétuelle, une véritable guerre au couteau. Mahomet, d'ailleurs, ne met-il pas les Juifs en dessous du pourceau dans la hiérarchie des êtres.

§ 4. DÉVELOPPEMENT DU GÉNIE JUIF

Partout donc, pour des motifs comme le constate Bernard Lazare qui découlent en grande partie des Juifs, l'antisémitisme existe tantôt violent, tantôt sournois. Toujours sur le qui-vive, le Juif est en butte à une hostilité quasi-universelle.

Dans cette lutte perpétuelle, tout le génie d'Israël se concentre et s'épuise, il n'a plus le loisir de pouvoir donner libre cours à ses qualités natives et de participer ainsi à l'œuvre de civilisation.

Si on remonte au moyen âge où à certains moments, une accalmie sembla régner pour les Juifs, on constate que les Juifs exerçaient une influence prépondérante dans les sciences médicales, chimiques ou astronomiques. Aux cours d'Espagne ou de Portugal et même à celle du Pontife Romain, il n'était d'autre médecin ou d'astronome, le plus souvent que d'origine sémitique. Et certains d'entre eux tels qu'Abraham Tacuto, astrologue et médecin du roi Manoël de Portugal ou Don Juan Ben Moïse Kohen, médecin et conseiller très intime d'Alphonse de Castille, ont joué un rôle prépondérant et leur renommée n'a pas encore entièrement disparu de nos jours.

Il semblerait que les Juifs issus en grande partie de l'Orient devraient avoir plutôt une propension pour la littérature, les arts comme la peinture, la sculpture, et pour tout ce qui est brillant et parle à l'imagination. Et cependant aujourd'hui comme au moyen-âge, le Juif paraît plutôt devoir s'abandon-

ner autant qu'il lui est possible aux recherches scientifiques ou philosophiques. Innombrables sont dans tous les pays du monde, les professeurs, les médecins, les ingénieurs, les philosophes ou les techniciens Juifs. Dans les beaux arts à l'exception de la musique on ne découvre pour ainsi dire pas d'éléments juifs.

De civilisation très antique, instruit par ses pérégrinations à travers le monde plus qu'aucun autre peuple, ayant goûté volontairement ou non de toutes les civilisations, le peuple juif, s'il pouvait s'adonner librement au développement de son propre génie, enrichirait de façon éclatante le savoir universel.

DEUXIÈME SECTION

L'absence de territoire possédé par les Juifs rend difficile l'application du principe des nationalités.

Constituant une nationalité nettement caractérisée, les Juifs par le fait même sont toujours sinon en conflit, du moins en opposition avec les peuples d'une autre nationalité qu'ils peuvent coudoyer. L'assimilation n'étant pas possible ainsi que le prouve une expérience millénaire, la solution normale serait de donner satisfaction aux aspirations juives et de permettre à cette nationalité de s'organiser en un état autonome et indépendant.

Lors des derniers traités, un grand nombre de nations beaucoup moins anciennes et numériquement moins importantes que la nation juive ont été affranchies. Depuis les Alpes jusqu'à la Mer Blanche, la carte de l'Europe a été entièrement remaniée et là où se trouvaient de grands états fédératifs ou non, une poussière d'états sont nés. Relativement aisée était la création de ces états car ils renfermaient tous les éléments nécessaires à l'existence même de l'état national. Un territoire sur lequel vivaient une collectivité d'hommes

ayant les mêmes aspirations et désireux de se soumettre à une semblable autorité. Le principe des nationalités pouvait donc s'appliquer dans toute sa rigueur en établissant une exacte coïncidence entre les frontières terrestres de l'État et la nation qu'elles renfermaient. En réalité et malgré tous les efforts tentés, les traités n'ont pu arriver à une si parfaite concordance. Des raisons géographiques, économiques ou même de sécurité ont imposé la création d'états dans lesquels la nationalité n'est pas homogène. Ainsi en Tchéco-Slovaquie, il y a contre 6 millions de Tchèques, 3.700.000 Allemands, 1.700.000 Slovaques, 1.100.000 Hongrois et près de 900.000 ressortissants appartenant à d'autres nationalités. En Roumanie pour 10 millions et demi de Roumains, il y a 2 millions de Hongrois et 3.000.000 habitants de diverses nationalités.

Les traités, il est vrai, se sont efforcés de limiter ces accrocs au principe des nationalités et ont pris comme nous le verrons plus loin certaines garanties en faveur des minorités.

Mais, si les nationalités récemment affranchies ont pu ainsi recevoir satisfaction, c'est qu'elles étaient localisées sur un territoire déterminé dont il était possible de fixer d'une façon plus ou moins précise les limites. Dès lors, pour répondre aux vœux des nationalités, il suffisait de rendre indépendant les territoires qui les renfermaient. A l'égard du peuple juif, le problème se pose de façon toute différente. Loin d'être concentrés sur un espace donné et de former la quasi-totalité des habitants, les Juifs sont dispersés par toute l'Europe Centrale et Orientale.

TROISIÈME SECTION

La protection des Minorités n'est pas une solution au problème juif.

On était donc dans l'impossibilité d'agir vis-à-vis des Juifs comme on l'avait pu faire avec les habitants de la Serbie ou

de la Pologne. Cependant sans arriver à la complète liberté, à défaut de l'indépendance totale, n'y avait-il pas moyen de donner une certaine satisfaction aux aspirations nationales des Juifs, tout en maintenant ces derniers dans le cadre d'un état étranger ? Un précédent existait déjà, fourni par l'Empire des Habsbourg. A chaque nationalité suffisamment organisée et consciente d'elle-même, la double monarchie avait accordé certaines garanties pour lui permettre de se maintenir et de se développer à l'encontre de l'influence que pouvait exercer la nation majoritaire. Car faute d'indépendance complète, ce que recherche une minorité nationale c'est de pouvoir conserver sa personnalité sans pour cela être exposée à un traitement différenciel de l'état suzerain. En d'autres termes, jouir de la plus entière liberté pour la religion, la langue et les usages et être assurée en même temps de la plus parfaite égalité de régime avec les autres ressortissants de la nation dominante. Tel est le minimum de droit que les nationalités minoritaires peuvent exiger. Certaines iront plus loin et demanderont en outre comme dernière garantie de ces libertés, une certaine autonomie dans l'ordre administratif ou politique.

Des applications fréquentes de ces idées avaient été faites en Autriche-Hongrie et le résultat avait été satisfaisant, puisque depuis le compromis de 1867 aucun soulèvement sérieux n'avait éclaté au sein des multiples nationalités dont se composait l'Empire.

La plus consciente d'elle-même est la mieux organisée, la nationalité juive devait s'efforcer de tirer le meilleur parti des traités de paix. Et si elle ne pouvait arriver à l'émancipation complète, du moins tâcherait-elle d'obtenir un régime qui lui permit de se maintenir dans toute son intégrité. Bénéficiant à la fois de la force de l'or par leurs puissants coreligionnaires d'Occident et de celle du socialisme par leur organisation politique de l'Europe Orientale, les Juifs nationalistes devaient exercer une influence prépondérante dans la rédaction des

clauses minoritaires des derniers traités de paix. Déjà en 1815, lorsqu'il s'était agi d'assurer l'égalité des droits civils aux Juifs d'Allemagne, les riches banquiers de Francfort avaient usé de tous les arguments même sonnants et trébuchants pour amener les plénipotentiaires à leur point de vue ¹. Plus tard en 1856 et 1876, les Juifs habitant les principautés Danubiennes avaient obtenu quelques clauses d'adoucissement à leur sort en partie grâce à l'intervention de puissantes personnalités auprès des représentants des puissances.

Les délégations juives qui agirent auprès des négociateurs du traité de paix avaient en main de sérieuses chances d'aboutir. Tout d'abord, avec beaucoup d'habileté elles avaient fait miroiter aux alliés l'importance qu'il y avait à gagner les masses juives de l'est. Si les importantes communautés juives de Pologne, d'Ukraine ou de Roumanie étaient bien disposées pour les Alliés, c'était pour le nouvel ordre international qui allait être créé la meilleure garantie de succès et de durée. Et pour appuyer davantage leur argumentation, les représentants juifs n'avaient qu'à montrer le jeu des Allemands qui, par de multiples concessions, tentaient alors de s'attacher les groupements juifs des territoires occupés par leurs armées. Dans le traité de Bucarest notamment sous les articles 27 et 28, ils avaient imposé aux Roumains les clauses suivantes :

ARTICLE 27. — Une liberté égale est garantie en Roumanie aux religions catholique, roumaine, grecque-uniate, orthodoxe, bulgare, protestante, musulmane et juive.

ARTICLE 28. — La différence des confessions religieuses, ne doit en Roumanie avoir aucune influence sur la situation des habitants au point de vue de leurs droits, notamment de leurs droits politiques et civiques.

Le principe posé dans le paragraphe 1 sera aussi appliqué aux populations de Roumanie, y compris les juifs traités comme des étrangers.

1. Voir J. FOUQUES-DUPARC, *Protection des minorités*, p. 87.

Indépendamment de ces considérations politiques, les Juifs avaient pour eux les sympathies des puissances. Bien vu du Président Wilson qui apercevait surtout en eux les milliers d'électeurs dont le vote dans l'état de New-York avait une grosse importance. Recherchés par les Anglais qui allaient se servir de leurs aspirations nationales pour former dans le Levant un glacis destiné à protéger l'Égypte. Ils ne trouvaient, certes pas, dans le libéralisme désintéressé de la France de non moins favorables dispositions. Aussi avec une adresse consommée les délégués Juifs s'efforcèrent-ils de tirer parti de l'excellente volonté des puissances pour en obtenir de sérieux et précieux avantages.

Mais pour ne pas paraître trop intéressés ou personnels, au lieu de parler en leur nom propre, ils eurent le rare talent de s'exprimer au nom de toutes les nations minoritaires et de réclamer pour toutes les avantages qui, en stricte réalité, ne devaient surtout s'appliquer qu'à eux. Ainsi, leurs revendications prenaient une autorité supérieure et le caractère général qu'elle présentait devait les faire accepter plus facilement par les idéalistes ou les théoriciens.

Dans le préambule du mémorandum qu'ils adressèrent le 10 mai 1919 aux plénipotentiaires des puissances, il était dit :

Le Comité des délégations juives auprès de la conférence de la Paix, agissant au nom des différentes organisations soussignées et qui plaident pour 9 millions de Juifs a l'honneur de vous soumettre les propositions suivantes, dont l'objet est la protection des diverses minorités nationales religieuses, ethniques ou linguistiques de Bulgarie, Esthonie, Finlande, Grèce, Lithuanie, Pologne, Roumanie, Russie, Tchéquo-Slovaquie, Ukraine, Yougoslavie et autres pays de l'Est et du centre de l'Europe et vous prie de vouloir bien les incorporer dans les divers traités de paix qui font l'objet de vos délibérations.

A la suite venaient les droits réclamés en faveur des minorités ainsi que les motifs à l'appui. Parmi ces droits étaient d'abord indiqués ceux qui concernaient l'individu, liberté

d'établissement, de conscience, de culte, absence de restrictions légales, droit à la nationalité de l'État.

Puis par une sage gradation figuraient les droits intéressant la collectivité, celui d'avoir un enseignement propre, de compter sur une participation financière de l'État aux charges de cet enseignement, de pouvoir imposer directement ses membres.

Et enfin une autonomie provinciale qui n'excluait pas une représentation proportionnelle dans les différents corps électifs de l'état ou du département, était également réclamée.

Comme garantie de ces différents droits, on demandait leur insertion dans la constitution de chacun des états intéressés et l'obligation par ces derniers de ne pouvoir les modifier sans l'assentiment d'une ligue des nations.

Ces principes allaient être appliqués à divers états, et pour être assuré de leur consentement, on avait subordonné leur reconnaissance comme état ou leur agrandissement territorial à l'acceptation par eux de ces clauses minoritaires. Particulièrement intéressant pour notre étude sera l'examen des dispositions minoritaires imposées, le mot n'est pas trop fort, à la Pologne et à la Roumanie. En ces derniers états résident de grandes masses juives très fermées et aux aspirations nationales, extrêmement marquées. Pour mieux saisir les difficultés du problème et l'ardent antagonisme existant entre les groupements juifs et la nation dominante, un court historique est nécessaire.

En Pologne.

Aucun pays si ce n'est l'Espagne des Califes ne fut jamais plus accueillant pour les Juifs que la Pologne du moyen âge. Durant plusieurs siècles les Juifs chassés de partout y trouvèrent un asile favorable. Les souverains les protégeaient, car il les envisageaient comme une excellente matière imposable. Et ils utilisèrent d'autre part les aptitudes financières des

Juifs, pour leur confier la charge de recueillir les impôts. « La ferme de l'impôt et la distillerie de l'alcool étaient » presque entièrement entre leurs mains » remarque Graetz ¹.

A la différence de ce qui se passait dans les autres pays, la noblesse considérait avec faveur les marchands ou intermédiaires juifs qui servaient de contre-poids à l'influence croissante exercée par les négociants et les colons germaniques.

Ces motifs expliquent les privilèges dont bénéficiaient les Communautés juives établies en Pologne qui se trouvaient jouir des mêmes libertés que les nationaux « Aucun signe ne » les distinguait des chrétiens, ils étaient même autorisés à » porter l'épée ». De plus les Juifs formaient une véritable nation se gouvernant et s'administrant elle-même. Cette autonomie, d'abord communale, s'élargit pour s'étendre bientôt à la province, enfin à tout l'État.

La commune juive ou Kahal tout à fait distincte de la commune polonaise choisit ses administrateurs et nomme ses magistrats. La justice est rendue à l'égard des Juifs conformément à la loi juive et des impôts sont directement perçus par les soins de la municipalité juive. Des commissions spéciales sont chargées des questions scolaires, de bienfaisance et d'assistance. La vie économique de même est réglée par des fonctionnaires juifs qui s'occupent des statuts corporatifs, de la surveillance des marchés et de la fixation du taux de l'intérêt.

Peu à peu, ces communes, d'abord sans lien entre elles, finirent par se grouper en unions provinciales. Dès le seizième siècle ces unions donnent naissance à une diète générale qui se réunit une ou deux fois par an pour décider des questions d'intérêt commun. Ces diètes ou Waad se divisent en deux, l'une pour la Lithuanie et l'autre « le Waad des quatre » pays » pour la Pologne. Le Waad est investi à la fois du pouvoir législatif et de la magistrature suprême. Gardien de la cons-

1. GRÆTZ, *op. cit.*, t. IV, p. 462.

titution, celle-ci ne peut être modifiée sans son assentiment.

Au maréchal d'Empire, nommé impérativement par les délégués des unions provinciales, appartient le pouvoir exécutif. Il représente les communautés juives et défend leurs intérêts. Entre les Juifs et les représentants du pouvoir central, Roi ou Parlement, il est l'intermédiaire obligé.

Cette situation privilégiée explique la concentration des Juifs en Pologne dont le nombre allait encore être augmenté après le partage de cet état, par l'afflux de tous les Juifs refoulés par les ukases des tsars sur le territoire de l'Ancien Royaume.

Sous l'influence de certaines causes dont la principale fut le dépècement de la Pologne par des souverains aux tendances unitaires, l'autonomie juive allait bientôt cesser d'exister.

La Galicie, échue à l'Autriche, vit en fait dès 1779, l'abolition de la Kahal. Par une ordonnance rendue en cette année, Joseph II limita uniquement la compétence des communes juives aux affaires religieuses de leurs membres. Il est vrai, d'autre part, qu'en supprimant l'autonomie communale des Juifs, le souverain par la même ordonnance abolissait plusieurs restrictions et assimilait les Juifs aux autres sujets de l'Empire. L'auteur de l'édit de tolérance loin d'en vouloir aux Juifs, n'agissait ainsi que pour arriver à l'unification de ses états.

En Lithuanie et dans la part de Pologne, attribués à l'empire Russe, très rapidement disparurent tous vestiges de l'ancienne organisation juive. Par une réglementation très étroite, les Juifs furent soumis à de multiples restrictions. Ils furent confinés dans la zone d'établissement, sans en pouvoir sortir, et certaines professions, celle de la terre, en particulier, leur furent interdites.

Se rappelant les temps heureux qu'ils avaient vécu sous les rois de Pologne, ils appuyèrent surtout au début les soulèvements nationaux des Polonais. (1) « Lors de l'insurrection des

(1) M. PERNOT, *op. cit.*, p. 200.

» Kosciuszko en 1794, le célèbre Boreck Josielewicz forma
» un régiment Israélite qui prit part à toutes les batailles
» livrées contre les Russes. » En 1831 comme en 1863, de
même les Juifs appuyèrent énergiquement l'action des Polonais. Cette concorde ne pouvait être vue d'un œil favorable par le gouvernement russe qui ne réussit que trop bien à diviser Juifs et Polonais. Il lui suffit pour cela d'appliquer aux Juifs un régime défavorable de façon à éveiller leurs susceptibilités à l'égard des Polonais mieux favorisés. Et pour rendre vaine toute tentative d'entente et d'assimilation, la Pologne fut inondée d'une foule de Juifs expulsés de Russie, les Litwaki. Ces nouveaux venus, orthodoxes fanatiques et ne connaissant rien des Polonais, allaient amener la rupture de tous les liens qui avaient pu jusqu'alors unir les Chrétiens et les Juifs de Pologne. Des conflits d'ordre économique sans cesse renouvelés, une renaissance du sentiment national, tout poussait les Juifs à se séparer complètement de leurs anciens bienfaiteurs. Et cet antagonisme s'était encore accru avant la guerre par suite du monopole détenu par les Juifs en matière commerciale. Ils étaient les maîtres des échanges et des transports et il n'y avait guère d'autres courtiers qu'eux à travers la Pologne. En jouant ce rôle d'intermédiaire les Juifs mécontentaient à la fois les producteurs qui se considéraient toujours comme exploités et les acheteurs qui payaient toujours trop cher. Ainsi le Juif arrivait-il à soulever contre lui une unanime hostilité. Par réaction, le Juif se tournait vers les partis extrêmes, fauteurs de désordre, ce qui n'était pas de nature à les rapprocher des Polonais.

C'est pourquoi craignant que les Polonais redevenus maître de leurs destinées ne fissent sentir un peu rudement leur pouvoir aux Juifs, les plénipotentiaires allaient-ils faire signer à la Pologne certaines clauses de garantie en faveur des Juifs.

Dans ce traité, les droits civils et politiques étaient accordés aux Juifs, assimilés en cela aux autres nationaux. De plus, ils

étaient reconnus comme minorités de langue et de religion avec les facilités nécessaires à cet égard.

Voici le texte de ce traité :

ARTICLE PREMIER. — La Pologne s'engage à ce que les stipulations contenues dans les articles 2 à 8 du présent chapitre soient reconnues comme loi fondamentales, à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne soient en contradiction ou en opposition avec ces stipulations et à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévalent contre elles.

Les articles 2 à 7 inclus établissent une assimilation complète entre les Juifs et les autres ressortissants polonais au point de vue de la jouissance des droits civils et politiques.

ARTICLE 8. — Les ressortissants polonais, appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants polonais. Ils auront notamment un droit égal à créer, diriger et contrôler à leurs frais des institutions charitables religieuses ou sociales, des écoles et autres établissements d'éducation avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion.

ARTICLE 9. — En matière d'enseignement public, le gouvernement polonais accordera dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants polonais de langue polonaise, des facilités appropriées pour assurer que, dans les écoles primaires, l'instruction sera donnée, dans leur propre langue aux enfants de ces ressortissants polonais. Cette stipulation n'empêche pas le gouvernement polonais de rendre obligatoire l'enseignement de la langue polonaise dans les dites écoles.

Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants polonais appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, ces minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice de l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'État, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation, de religion ou de charité.

Les dispositions du présent article ne seront applicables aux ressortissants polonais de langue allemande que dans les parties de la Pologne qui étaient territoire allemand au 1^{er} août 1914.

ARTICLE 10. — Des comités scolaires désignés sur place par les communautés juives de Pologne, assureront, sous le contrôle général de l'État la répartition de la part proportionnelle des fonds publics assignés aux écoles juives en conformité de l'article 9, ainsi que l'organisation et la direction des écoles.

Les dispositions de l'article 9 concernant l'emploi des langues dans les écoles seront applicables auxdites écoles.

ARTICLE 11. — Les Juifs ne seront pas astreints à accomplir des actes quelconques constituant une violation de leur Sabbat et ne devront être frappés d'aucune incapacité s'ils refusent de se rendre devant les tribunaux ou d'accomplir des actes légaux le jour du sabbat. Toutefois cette disposition ne dispensera pas les Juifs des obligations imposées à tous les ressortissants Polonais en vue des nécessités du service militaire, de la défense nationale ou du maintien de l'ordre public.

La Pologne déclare son intention de s'abstenir de prescrire ou d'autoriser des élections, soit générales, soit locales, qui auraient lieu un samedi ; aucune inscription électorale ou autre ne devra obligatoirement se faire un samedi.

Ainsi qu'on peut le voir, après avoir établi la plus parfaite égalité de droits entre les Juifs et les non-Juifs, le traité consacre le respect du sabbat de la façon la plus complète ; sauf le cas de nécessité publique, le sabbat est reconnu légalement férié pour les Juifs. L'organisation administrative de l'état doit s'incliner et ne pas obliger les Juifs à accomplir des actes légaux ce jour là. Un cas est spécialement visé, celui des élections qui ne peuvent avoir lieu au jour du sabbat. Car, profitant des dispositions rabbiniques qui interdisent tout acte extérieur le jour du sabbat il eut été trop facile à un gouvernement peu scrupuleux de fixer les élections à cette date et de priver ainsi en fait les Juifs de leurs droits politiques.

La plus absolue liberté existe pour la création d'institutions charitables ou sociales, l'établissement d'écoles ou de maisons d'éducation avec le droit de faire usage de sa propre langue. Même l'État garantit l'emploi de la langue minoritaire dans les écoles publiques du moins en ce qui concerne l'enseignement primaire. Et acte de justice, il consent à répartir proportionnellement à l'importance des minorités, tous deniers affectés à un but d'éducation ou d'assistance et provenant tant de son budget que de tous autres. Pour assurer en toute équité l'exécution de cette promesse, en ce qui concerne du moins les écoles, des comités scolaires juifs sont chargés d'assurer cette répartition.

Afin de donner à ces engagements un caractère stable et permanent, ils ont été insérés dans la constitution polonaise du 17 mars 1921 et ne pourront être modifiés sans le consentement de la Société des nations. La constitution paraît aller plus loin que le traité de paix puisque sous l'article 109, elle parle d'association autonome, officiellement reconnue, pouvant être aidée financièrement par l'État. Les Juifs de Pologne semblent donc avoir reçu toute satisfaction en tant que minorité linguistique et religieuse.

En Roumanie.

A part quelques éclaircies de fort peu de durée, les Juifs furent durant tout le dix-neuvième siècle soumis à une étroite réglementation de la part des gouvernements Roumains. Plus sévère en Moldavie qu'en Valachie, où les Juifs étaient moins nombreux, la législation Roumaine fut bientôt unifiée, lors de la réunion des deux États, mais dans le sens le plus défavorable aux Juifs. Cette opposition profonde et tenace provenait de facteurs à la fois nationaux et économiques.

Comme le fait remarquer M. J.-F. Duparc ¹ : « le Juif est un

1. J. FOUQUES-DUPARC, *op. cit.*, 98.

» étranger, différent de la population indigène par la langue,
» les mœurs et le sentiment ; mais, c'est aussi un étranger
» qui a drainé une partie de la fortune du pays : il a une
» richesse hypothécaire considérable ; le jour où les restric-
» tions tomberont, il sera le plus gros propriétaire foncier ;
» dans un pays et dans un temps où le suffrage est censitaire,
» il sera aussi le plus gros électeur : or, il y a danger à laisser
» une telle importance à venir aux mains de ceux qui, par le
» sentiment, sont restés des étrangers.... Il faut donc écarter
» le juif de la propriété foncière, et le maintenir privé de droits
» politiques : ce sera le constant souci du gouvernement et
» des Chambres. La chose est assez simple : les droits poli-
» tiques en Roumanie n'appartiennent qu'aux nationaux le
» droit à la propriété foncière, comme dans tous les pays issus
» des démembrements de l'Empire ottoman, n'appartient
» aussi qu'aux nationaux ; il faut donc éviter à tout prix
» que le Juif acquière le statut légal roumain. »

Déjà au traité de Paris en 1858 les puissances étaient intervenues lors de la réunion des principautés et avaient imposé au gouvernement roumain, l'égalité de tous devant la loi et l'accession à tous les emplois. Il sembla au début que la Roumanie allait suivre cette voie puisqu'en 1855, le code civil reconnaissait aux individus nés et élevés en Roumanie le droit de réclamer la nationalité roumaine. De plus, la naturalisation n'était plus obligatoire pour l'acquisition des droits civils.

Ces dispositions favorables ne durèrent pas longtemps, car dès 1866, la constitution roumaine abolissant le Code civil réservait aux seuls chrétiens le droit de demander la naturalisation. Les Juifs se trouvant hors la loi furent, sous l'influence de Bratiano, privés des droits les plus divers. Ils ne purent acquérir de terres, être employés dans les monopoles d'État, tenir des cabarets ou vendre des boissons spiritueuses. Leur situation empira à un tel point que les puissances lors du congrès de Berlin subordonnèrent la reconnaissance de la

Roumanie comme État indépendant à l'octroi des droits civils et politiques à tous ses sujets sans distinction.

. L'article 44 du traité de Berlin stipula :

En Roumanie, la distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposée à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou l'exercice des différentes professions dans quelque localité que ce soit. La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes seront assurées aux ressortissants de l'État Roumain aussi bien qu'aux étrangers et aucune entrave ne sera apportée, soit à l'organisation hiérarchique des différentes communautés, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels. Les nationaux de toutes les puissances, commerçants ou autres, seront traités en Roumanie sur le pied d'une parfaite égalité.

Mais tout en ayant en vue les Juifs, les plénipotentiaires avaient oublié le point essentiel, préciser la nationalité des Juifs. Cette omission allait permettre aux Romains, tout en proclamant les plus beaux principes dans leur constitution, de continuer à faire peser sur les Juifs un régime d'exception. Pour être reconnus par les puissances, les Roumains semblèrent donner satisfaction au vœu formulé par ces dernières en insérant sous l'article 7 de leur constitution la déclaration suivante :

La différence de croyances religieuses et de confessions ne constitue pas en Roumanie un obstacle à l'acquisition des droits civils et politiques.

L'étranger, quelle que soit sa religion, et qu'il soit soumis ou non à une protection étrangère, pourra obtenir la naturalisation sous les conditions suivantes...

En réalité la Roumanie ne s'engageait pas à grand'chose, car elle allait subordonner cette naturalisation à des conditions telles qu'elle serait, en fait, chose impossible à obtenir. Non seulement, ce qui était admissible, de multiples enquêtes

étaient nécessaires pour l'acquisition de la nationalité roumaine, mais encore il fallait une loi individuelle pour chacun des cas proposés. Et maîtresse absolue de ces décisions, la chambre roumaine ne se fit pas faute d'opposer le plus souvent un refus aux demandes présentées. A l'exception de la naturalisation accordée en bloc aux 700 Israélites qui avaient combattu dans les rangs roumains lors de la guerre Russo-Turque, les naturalisations obtenues furent infimes. De 1879 à 1914, à peine un millième des Juifs roumains purent-ils obtenir cette naturalisation.

Lié par les termes de sa constitution et ne pouvant poursuivre les Juifs au point de vue religieux, le gouvernement Roumain se rattrapait en établissant de multiples restrictions à l'égard des étrangers au nombre desquels rentraient forcément les Juifs. L'acquisition de la propriété immobilière leur étant interdit depuis plusieurs années, les pouvoirs publics s'efforcèrent de limiter et même de briser l'activité économique des Juifs. Ces mesures imposées par un étroit nationalisme ne profitèrent pas toujours aux Roumains. Car en bien des métiers, les Juifs avaient acquis par l'expérience et l'entraînement une réelle supériorité et leur remplacement par des nationaux moins bien exercés, firent périliter un certain nombre d'industrie.

Plus draconienne que toute autre était la loi de 1902 qui subordonnait la liberté du travail à l'égard des étrangers à la réciprocité de la part de l'État dont ces étrangers pouvaient relever. Le Juif, étant par définition un national sans patrie, se trouvait réduit à la misère et forcé pour ne pas périr de s'expatrier. Les puissances et en particulier les États-Unis chez lesquels l'émigration roumaine était très considérable voulant empêcher un exode en masse intervinrent énergiquement auprès du gouvernement roumain. Celui-ci céda partiellement à la demande américaine, en limitant à certaines branches d'activité seulement, cette interdiction d'abord collective.

Avec la guerre et devant le mouvement général en faveur

des nationalités, les Roumains comprirent qu'il fallait prendre une mesure bienveillante à l'égard des Juifs. Et quand en 1919 Bratiano se présenta devant les puissances, il avait fait promulguer deux décrets-lois, permettant à tout habitant adulte du royaume, sans distinction de religion, d'obtenir les droits de citoyen conformément aux formalités prescrites par cette loi pourvu d'être né dans le pays et de n'avoir pas été sujet d'un état étranger.

La procédure à suivre était simplifiée. La naturalisation, au lieu de dépendre de la Chambre et d'être subordonnée au vote d'une loi individuelle, ne relevait plus que des tribunaux. Il est à noter que la naturalisation n'avait pas lieu en bloc, elle devait être demandée et était accordée à chaque intéressé séparément.

Instruites par le passé, les puissances, malgré l'existence de ces dispositions libérales, imposèrent à la Roumanie comme condition de son agrandissement, des stipulations en faveur des minorités. Parmi ces clauses, il y a une distinction à faire, certaines intéressent toutes les minorités, d'autres sont propres à des minorités particulières. Pour les dispositions en faveur des minorités en général (liberté de conscience, de culte) la Roumanie ne fit aucune opposition. Mais en ce qui concerne les articles spéciaux aux Juifs, elle refusa d'accepter les clauses relatives aux Écoles et au Sabbat. Son opposition sur ce point fut irréductible. Afin d'aboutir coûte que coûte et de clore la série des traités de paix, les Alliés cédèrent devant l'intransigeance de la Roumanie. Mais ils obtinrent en revanche l'insertion de l'article qui suit :

ARTICLE 7. — La Roumanie s'engage à reconnaître comme ressortissants roumains de plein droit et sans aucune formalité, les Juifs habitant tous les territoires de la Roumanie et ne pouvant se prévaloir d'aucune autre nationalité.

Ainsi la question capitale de la nationalité juive était tranchée et les Roumains ne pouvaient plus brimer indirectement

tement les Juifs par des mesures ne semblant pas de prime abord les viser.

Ce qui nous montre bien que l'antagonisme des Roumains à l'égard des Juifs loin de résulter d'une tendance générale de xénophobie est uniquement le fait d'une réaction nationale contre les empiètements d'une minorité jugée dangereuse au point de vue économique et politique, c'est que la Roumanie à l'égard des autres minorités incluses en ses frontières s'est montrée foncièrement large. Ainsi les Saxons et les Szecklers de Transylvanie ont non seulement les libertés reconnues aux Juifs, mais de plus l'autonomie scolaire et religieuse.

* * *

Malgré l'espoir que l'on aurait pu mettre dans les clauses minoritaires des traités pour aplanir les différends juifs, décevant a été le résultat. Il n'en pouvait être autrement.

Dans ces marches de l'Est, Pologne et Roumanie où les nationalités sont toutes vibrantes et un peu exclusives, les garanties en faveur des minorités ne pouvaient être admises que si elles avaient pu insensiblement faciliter sinon une assimilation, du moins un rapprochement réel avec la nation dominante. Or, il n'en a pas été ainsi. Au contraire tant en Pologne qu'en Roumanie, les nationalités juives ont réclamé à outrance de nouvelles garanties et de nouveaux droits.

En Pologne notamment, le principal groupe politique juif revendique une véritable autonomie analogue à celle qui existait jadis sous les rois de Pologne. Et pour mieux marquer leur opposition nationale, les Juifs excluent systématiquement le polonais de leurs journaux, de leur conférence, seuls le jargon Yddish, ou l'hébreu sont employés. Leur opposition est d'autant plus dangereuse qu'ils sont à la tête de l'élite intellectuelle du pays, comme du commerce et de l'industrie. Seule la terre leur échappe. Devant ces prétentions à vouloir former un état dans l'État, les Polonais se sont organisés et

ont tenté autant que faire se peut de tourner le traité. Ainsi, en ce qui concerne la nationalité d'office des Juifs domiciliés sur le territoire polonais, ils ont ergoté sur le mot domicile. Et leur interprétation a été telle qu'un grand nombre de Juifs se trouvant dans l'impossibilité de justifier d'un pareil domicile, sont par là-même exclus du bénéfice de cette naturalisation générale. De même pour le Sabbat l'observation en a été rendue impossible pour la quasi-totalité des Juifs. Il suffit pour cela de décréter le dimanche jour férié, entraînant le repos obligatoire pour tous. Sous peine de ne travailler que 5 jours sur 7 et de ne plus trouver d'emploi nulle part, les ouvriers juifs sont obligés de violer le Sabbat.

L'opposition entre les deux parties se maintient donc aussi vivace que par le passé et ce ne sont pas les élections qui viennent d'avoir lieu qui pourront la diminuer. En effet, grâce au bloc formé par toutes les minorités, les Juifs ont réussi à faire passer à la Diète 40 députés et 12 sénateurs. A lui seul, ce fait ne tire pas à conséquence. Mais ce qui est grave, c'est que les partisans de l'assimilation, les folkistes, ont été complètement écrasés et ont pu à peine réussir à conserver un siège. Les vainqueurs sont les nationalistes juifs outranciers tels que Thorn, Perlmutter, qui aspirent à une indépendance presque totale.

Reprenant la tactique qui leur avait déjà réussi au traité de Berlin, les Roumains, loin de reproduire intégralement dans leur constitution l'article 7, veulent se borner à y intercaler les décrets-lois de 1918 à 1919. Ces décrets-loi tout en posant un principe général de naturalisation en restreignent considérablement l'application par les nombreuses formalités qu'ils prévoient. Un grand nombre de Juifs sont ainsi exclus du bénéfice de cette naturalisation parce qu'ils ne remplissent pas intégralement les conditions voulues par ignorance ou pour tout autre motif. Cette façon d'agir est manifestement contraire à l'esprit du traité qui parle d'une reconnaissance

collective, entraînant de plein droit et ipso facto la nationalité roumaine pour tous les Juifs habitant le territoire et ne pouvant se prévaloir d'aucune autre nationalité.

En définitive, loin d'avoir été une cause de pacification entre les populations juives et non juives, les clauses minoritaires n'ont servi qu'à agrandir le différend qui pouvait exister auparavant de façon plus ou moins latente. Rendues plus audacieuses que jamais, les minorités juives affrontent et défient les majorités nationales et ces dernières surexcitées par ce qu'elles considèrent comme de la trahison, s'efforcent par tous les moyens de limiter les demandes juives justifiées ou non.

Il faut donc reconnaître qu'en dépit de leurs louables intentions, les auteurs du traité de paix se sont complètement mépris sur la nature des tendances nationales juives. Ce n'est pas dans une plus ou moins vague protection accordée aux minorités mais bien dans la constitution d'un état national que gît le remède de la crise juive.

DEUXIÈME PARTIE



LE SIONISME

CHAPITRE PREMIER

LES PRÉCURSEURS DU SIONISME

§ 1. AU MOYEN AGE

*L'esprit messianique et la Kabbale entretiennent
l'idée nationale juive.*

Toujours errant et fugitif, brimé et persécuté, le Juif dans ses épreuves tâchait de se reconforter par l'espoir d'un royaume futur qui verrait la revanche d'Israël. Et plus âpre était la lutte, plus rigides la réglementation et les lois et plus l'imagination fébrile de ces Juifs en grande partie issus de l'Orient s'exaltait sur la venue prochaine d'un Messie vengeur. Alors, malheur aux oppresseurs des fils de Juda, hier encore dans leur toute-puissance, ils se riaient des souffrances du peuple élu et les voilà maintenant courbés sous le talon du nouveau roi d'Israël. Il brisera leur insolence comme le vase du potier ; avec une verge de fer, ils les châtierà. Son œil verra leur châtement, il se moquera de leur douleur et savourant sa vengeance, il marchera dans le sang de ses ennemis. Et ce triomphateur restaurerait l'antique Sion, la cité bien-aimée qui fut le berceau de Juda et sera le témoin de sa gloire. Comme leurs ancêtres captifs à Babylone, les Juifs dispersés n'ont cessé de chanter Jérusalem. Symbole de la patrie, elle fut toujours au cours des siècles leur aspiration suprême. La renaissance de la capitale de l'antique Judée étroitement liée à l'avènement du Messie, fut le rêve millénaire dans lequel

Israël s'efforça d'oublier les douleurs et les épreuves qui pesaient sur lui.

Ces tendances messianiques furent fortement avivées par l'enseignement même du Talmud. Véritable préservateur du génie et de la personnalité juive, le Talmud s'efforça par toutes ses prescriptions de maintenir l'intégrité du peuple roi. Il ne crut mieux y réussir qu'en faisant sans cesse appel à la terre nationale, la Judée. Ses maximes en ce sens sont innombrables ¹.

« Qui vit en Palestine est un Dieu. — Une année vécue en
» Palestine délivre de tous les péchés. Vivre en Palestine a autant
» de signification que l'accomplissement de toutes les prescrip-
» tions. — Qui vit et demeure en Palestine aura certainement
» sa part à la vie future. »

Mais plus que le Talmud, les prescriptions mystérieuses de la Kabbale devaient exarcerber jusqu'à la folie les espérances messianiques des Juifs. Prétendant révéler l'énigme de l'univers et fournir par des pratiques magiques, à l'usage des seuls Juifs, le moyen de dominer ce monde et celui de l'au-delà, la Kabbale devait émouvoir toutes les imaginations juives. Et comme par ses théories imprécises, ses allégories étranges, et parfois grandioses, la Kabbale se prêtait à toutes déductions ; les Juifs crurent à diverses reprises y voir la date exacte de leur libération. Les persécutions qui pleuvaient sur eux au treizième siècle, époque où apparut la Kabbale, devaient outrer leurs désirs de découvrir dans ces enseignements ésotériques la certitude prochaine de leur salut. Au fond, il en fut des Juifs de ce temps comme des Chrétiens du dixième siècle qui, interprétant faussement l'apocalypse, crurent y lire la fin du monde et l'avènement de la cité céleste pour l'an mille.

Comme pour justifier cette fièvre messianique, de faux

1. BERNFELD. *Le Sionisme*, p. 33.

messies se levèrent et certains d'entre eux révolutionnèrent toutes les juiveries d'Europe ou d'Asie.

Tel cet Abraham Aboulafia, qui se prétendant inspiré par Dieu s'en fut en Italie pour convertir le pape Martin IV au Judaïsme (1281). Échappé des prisons de Rome à la suite de cette tentative, il se rendit en Sicile où il se proclama le Messie. Par ses austérités et l'ambiguïté de sa doctrine, Aboulafia en imposa à un grand nombre de Siciliens qui se préparèrent à le suivre en Palestine. Son exemple suscita l'apparition d'autres faux Messies, notamment à Avila et en Ségovie, et la confiance de la foule juive en ces visionnaires fut si grande qu'au jour fixé par l'un d'eux pour la délivrance, les synagogues se trouvèrent remplies à déborder d'une masse de croyants s'efforçant de saisir le son des trompettes angéliques, annonciatrices de la venue du Messie.

Et ce David Reubien (1524) issu du fin fond de l'Orient et s'affirmant prince et chef d'une puissante tribu juive vivant en Arabie. Doué d'une immense audace, il s'en allait demander des fusils et des canons aux souverains d'Europe pour armer 300.000 guerriers d'élite du pays de Khaibar. Ses soldats alors combattraient les Musulmans et expulseraient les Turcs de Palestine. Noir de peau, de petite taille et d'une maigreur de squelette, il en imposait par son énergie et ses allures étranges et énigmatiques. Monté sur un coursier blanc, il fut à la cour pontificale. Bien reçu par le pape Clément VII, il se rendit en Portugal où avec grand honneur l'accueillit Joao III. Ces faits soulevèrent une immense espérance au cœur des Juifs portugais, vivement poursuivis par l'inquisition. Notamment, un Marrane, du nom de Salomon Molcho, ébloui par les extraordinaires démarches de David Reubien, retourna à la foi judaïque et se crut inspiré à son tour. Il s'embarqua pour l'Orient où ses prédications eurent un grand succès. Étourdi de la popularité qu'il soulevait et complètement illuminé, il annonça l'avènement de l'ère messianique pour l'an 1540. Cette prédiction reçut aux yeux des Juifs une étrange con-

firmation par le pillage de Rome qui eut lieu à cette époque. D'après les enseignements de la Kabbale, la chute de Rome devait être suivie de près par la venue du Messie. Peu de temps après, Salomon Molcho, en compagnie cette fois de David Reubien, commit l'imprudence de se rendre à la cour de Charles-Quint pour l'entretenir de ses folles divagations. Là se termina de façon tragique la carrière prophétique de ces voyants. Molcho mourut sur le bûcher et Reubien se consuma longtemps dans l'ombre froide d'un cachot avant que d'expirer.

Mais le plus fameux d'entre les faux Messies fut bien Sabbataï Sévi. Né en 1626, à Smyrne, d'une famille réfugiée d'Espagne, il devait exercer sur ses contemporains une influence saisissante et être considéré par certains à l'égal d'un dieu. « Grand, de stature imposante, il avait une barbe » noire et une voix mélodieuse qui attirait toutes les sym-
» pathies. » Les esprits surchauffés de Messianisme, surtout sous ce ciel d'Orient, étaient dans l'attente de la venue de l'élu d'Israël. D'autant plus qu'une interpolation du Zohar, le livre de la splendeur, l'un des principaux écrits cabalistique prévoyait pour cette époque l'avènement de l'ère messianique. Errant de ville en ville, Sabbataï en imposait aux Juifs par ses pratiques austères et l'emploi de procédés propres à frapper l'imagination. Ainsi à Salonique, il procéda, au milieu d'une immense affluence, à son mariage mystique avec la Thora (Rouleau de la Loi). Sa popularité augmentant de jour en jour, il réussit à se faire reconnaître comme roi et Messie par la Communauté juive de Smyrne. Et si grande fut la foi mise en lui que beaucoup de ses adeptes vendirent leurs biens et se préparèrent à partir en Palestine. Leur roi ne leur avait-il pas déclaré qu'il allait se rendre à Constantinople où il ferait prisonnier le grand Sultan sans se servir d'aucune arme, par le simple charme de ses chants. Ce vent de folie ne se limita pas à Smyrne, il s'étendit à travers tous les groupements juifs du monde civilisé d'Amsterdam

à Alexandrie. Dans bien des centres importants, les affaires s'arrêtèrent, de pieux Juifs quittant tout, parents, amis, richesses, pour rejoindre au plus vite Sabbataï.

Le Sultan finit par s'inquiéter et il fit enfermer Sabbataï dans une forteresse, au bord du Bosphore. Mais son influence loin de diminuer ne fit que s'accroître. Le Messie ne devait-il pas souffrir avant de triompher, répétaient ses disciples. Une véritable cour se créait dans cette sombre tour; de tous côtés affluaient les dons et les dévouements. Même, un certain jour, Sabbataï, roi des rois, devant tous ses dignitaires fit une distribution des royaumes de ce monde. A l'un échut la Syrie, à l'autre le Saint Empire et ainsi de suite furent attribués à de nouveaux maîtres tous les biens de la terre.

Malgré sa longaminité, la Porte s'inquiéta d'un tel état de chose et mesure radicale, on fit savoir à Sabbataï d'avoir à choisir entre le pal et son abjuration. Sans l'ombre d'une hésitation, le faux Messie jeta à terre sa coiffure juive pour adopter le turban blanc et le vêtement vert, insigne des Musulmans. Si la surprise de ses adhérents fut grande, elle ne fut pas suffisante pour les détourner de Sabbataï. Tant leur confiance était absolue, qu'ils prétendaient que Sabbataï ne s'était pas fait Turc. « Son ombre seule était restée sur » terre, mais lui-même était monté au ciel où il s'était réfugié » auprès des dix tribus pour reprendre son œuvre de déli- » vrance à un moment plus propice. » Et de nos jours encore subsistent des partisans de Sabbataï Sévi.

Au cours du Moyen Age et des temps modernes, pullulèrent en Israël les faux prophètes et les pseudo-Messies. Cette foi messianique était, en ces temps inclements et de dures restrictions, la seule manifestation de vie nationale qu'il fût possible aux Juifs de produire.

D'une toute autre façon par la révolte et la rébellion s'était affirmé au début de leur dispersion la foi nationale des Juifs. Ils étaient alors groupés en grand nombre sur le pourtour du

bassin méditerranéen et tout frémissants encore des souvenirs de l'indépendance. A Chypre, en Égypte, en Babylonie, d'importantes communautés juives fleurissaient et un lien très étroit les réunissait, l'existence d'un Sanhédrin. Ce conseil, créé par un rabbi de talent et fort écouté, Johanam ben Zakkaï, était pour les Juifs en même temps qu'une assemblée religieuse, la dernière émanation du pouvoir national. Fortement agglomérés, très nombreux et poussés par des prédicateurs enflammés et la violence de leur foi en Israël, les Juifs se soulevèrent pendant plusieurs siècles et combattirent jusqu'à extermination. L'acharnement de ces luttes fut sans égal. Des milliers d'hommes furent égorgés avec des raffinements inouïs de cruauté.

En 114, Trajan après avoir remporté des triomphes sur les peuples des confins de l'Indus dut subitement faire face à une insurrection, préparée par les Judéens. Des frontières de Syrie à celle de Babylonie, la rébellion éclata. Les Juifs de Cyrénaïque, puissamment groupés, entamèrent la lutte et s'emparèrent d'Alexandrie. Ils se livrèrent à d'horribles massacres et d'après Appius ¹, « dévorèrent la chair des » prisonniers grecs et romains, se teignirent de leur sang » et leur arrachèrent la peau pour s'en couvrir ». La Cyrénaïque fut à tel point dépeuplée qu'il fallut de nouveau la coloniser. A Chypre, les révoltes triomphèrent aisément de l'ordre établi, là encore les atrocités furent multiples, à Salamine seule, les Judéens tuèrent 200.000 grecs et romains. Ému de la violence furieuse des insurgés, Trajan envoya contre ces derniers un de ses meilleurs lieutenants Martius Turbo. Celui-ci par une guerre d'extermination réussit à reconquérir Chypre et la Cyrénaïque. Mais en Palestine et en Babylonie la lutte continua durant quatre ans environ.

Malgré la sévérité de la répression, moins de quinze ans après, allait éclater, sous Hadrien, le plus formidable soulèvement Judaïque que Rome eût connu. Poussé par le fol espoir de détruire l'empire de Rome et outré du changement

de disposition d'Hadrien, devenu hostile à leur égard, les Judéens se révoltèrent en masse sous la conduite d'un agitateur mystérieux, Bar Kosiba. Doué d'une force herculéenne et d'un réel génie militaire, ce fils de l'Étoile ébranla la fortune même de Rome. Dion Cassius évalue les insurgés à 580.000 et ce chiffre ne paraît pas exagéré. En moins d'un an, les légions romaines furent dispersées, cinquante places fortes et 985 cités ou bourgades dont Jérusalem, tombèrent entre les mains des Judéens. Fier de ses victoires, le nouveau dictateur d'Israël fit frapper des monnaies judaïques et durant deux ans régna en souverain. Particulièrement vives, furent les persécutions contre les Chrétiens, ils durent renier leur foi ou furent exposés aux pires tortures.

Pour triompher de ce nouveau royaume, Hadrien fut forcé de rappeler de la Bretagne révoltée le plus habile général de l'époque, Jules Sévère. Après des péripéties et des combats sans nombres, la ville de Bétar, centre de la résistance des Judéens, fut de toutes parts investie par les légions romaines. L'hyperbole a multiplié les exagérations sur ce siège légendaire. En tous cas, durant plus d'une année les béliers romains durent battre les murailles de Bétar avant de pouvoir enlever la ville. La résistance fut acharnée, elle rappelle celle de la destruction de Jérusalem en 70. Exaspérés par la longueur de la lutte et les atrocités des Judéens, les Romains dès qu'ils furent entrés dans Bétar se livrèrent à d'effroyables massacres. Dion Cassius raconte ¹ « qu'outre ceux qui moururent de » faim ou furent brûlés dans les incendies, plus d'un demi- » million de Judéens périrent. Pour enlever aux Juifs le sou- » venir de leur passé, on fit passer la charrue sur les murs de » Jérusalem et l'emplacement du Temple. Une cité païenne, » peuplée de colons grecs ou syriens, s'édifia sur les vestiges » de l'antique Sion et un temple à Jupiter Capitolin, dieu

1. DION CASSIUS. *Histoire Romaine*, livre LXIX-12.14.

» protecteur de Rome, fut dressé sur la montagne sainte. Dès
» ce jour, la Jérusalem des Juifs cessa d'exister, son nom même
» fut changé et devint *Ælia Capitolina*. »

Ce fut le coup mortel pour les nationalistes Juifs. Quelques rébellions purent encore se produire sous Marc-Aurèle ou lorsque l'empire romain était en guerre avec les Perses ou les Parthes. Mais plus jamais ces mouvements n'eurent l'ampleur de ceux de Cynénaïque ou de Judée.

Avec la conquête Arabe, les Juifs furent morcelés, dispersés et traités en parias. Ils se replièrent sur eux-mêmes, évitèrent tout contact avec les non Juifs, et s'enfermant dans les prescriptions étroites du Talmud, ils formèrent un peuple un au milieu de toutes les nations du monde. Et quand leur isolement, au début des temps modernes, fut devenu encore plus grand, ils se réconfortèrent dans l'étude de la Kabbale et de la magie et subirent tous les mirages des faux messies.

§ 2. AUX TEMPS MODERNES

*Considérée avec plus de faveur par les non Juifs,
la nationalité juive semble subir une éclipse apparente.*

A la fin de la Renaissance, davantage mêlés au monde civilisé par suite de leur essor commercial et financier, ils se confondirent davantage avec les non Juifs. L'esprit plus large et plus éclectique du temps favorisa cette évolution. Avec l'avènement des philosophes, cette tendance libérale fut encore accrue.

En Allemagne les penseurs du XVIII^e siècle étaient sinon amis des Juifs, du moins très favorablement disposés à leur égard. Ainsi Lessing fut toujours plus juif qu'un Juif et dans son *Nathan le Sage* qui, à l'époque, souleva une certaine fièvre, il donnait le beau rôle aux Juifs tandis que les Chrétiens étaient voués aux Gémonies. Il est vrai que d'autre part, le philosophe juif Mendelsohn, son fidèle compagnon et ami, lui rendait la pareille en étant plus Allemand qu'un Allemand.

Ne blâmait-il pas, dans ses dialogues philosophiques, les Allemands de méconnaître leur caractère propre pour imiter servilement les Français. Kant de son côté intervint toujours en faveur des Juifs et leur fit ouvrir la célèbre université de Kœnigsberg. Frédéric II lui-même leur témoigna à diverses reprises sa bienveillance en faisant tomber certaines restrictions humiliantes et en favorisant leur essor commercial et industriel.

Les mêmes tendances se manifestèrent en France et les violences apparentes de Voltaire vis-à-vis des Juifs ne contredisent pas ce fait. Car l'antisémitisme de surface de Voltaire était bien plutôt le résultat d'une rancune personnelle que d'une conviction profonde. Par l'effet d'un malheureux hasard, chaque fois que Voltaire eut des relations d'affaires avec les Juifs, il subit des mécomptes.

Une première fois, il perdit beaucoup d'argent dans la faillite d'un banquier juif, Médina de Londres ; une autre fois, il eut de réelles difficultés avec un orfèvre juif de Berlin nommé Hirsch qui le trompa entièrement. D'où procès, avec Frédéric II pour arbitre. Ce dernier donna tort à Voltaire et comble d'amertume, écrivit contre lui une comédie en français « Tantale en procès ».

Au rappel de ces souvenirs, Voltaire ne put s'empêcher de persifler et même parfois d'insulter les Juifs. Mais dans le fond sa haine antireligieuse était si vivace que pour faire mentir les évangiles, il eût désiré voir le relèvement du temple de Jérusalem. Il crut trouver l'occasion propice quand dans la guerre Russo-Turque, une flotte moscovite se prépara à débarquer en Syrie pour aider le soulèvement d'Ali-Bey contre le Sultan. Sa grande amie, Catherine II, philosophe et sceptique comme lui, ne s'opposerait certainement pas au plan qu'il lui proposait. Et le 6 juillet 1771, Voltaire écrivait à la souveraine :

« Si votre majesté a une correspondance suivie avec Ali-Bey, j'implore votre protection auprès de lui, j'ai une

» petite grâce à lui demander. Ce serait de faire rebâtir le
» temple de Jérusalem et d'y rappeler tous les Juifs qui lui
» paieraient un gros tribut et qui ferait de lui un grand sei-
» gneur ». Mais la Semiramis du Nord avait probablement
d'autres soucis, car elle ne donna aucune suite à la proposition
de Voltaire.

D'Alembert de son côté, à diverses reprises, insista auprès
de Frédéric II pour qu'au cours de ses négociations avec la
Porte, il obtint la reconstruction du Temple de Jérusalem.
Il écrivait à Voltaire en 1763 :

« Je ne doute pas que nous parvinssions à faire rebâtir le
» temple de Jérusalem, si votre ancien disciple ne craignait
» pas de perdre à cette négociation quelques honnêtes cir-
» concis qui emporteraient de chez lui trente ou quarante
» millions. » Le roi de Prusse étant intervenu en 1772 comme
médiateur entre les Russes et les Turcs, d'Alembert profita
de cette circonstance pour rappeler au souverain le projet
cher aux philosophes. Frédéric II voyant les négociations sur
le point de se rompre répondit d'une façon quelque peu nar-
quoise à son interlocuteur :

« J'enverrais volontiers au nouveau temple de Jérusalem
» une vermine hébraïque dont je serais bien aise de me
» dessaisir, si l'on pouvait persuader à Monsieur Mustapha
» d'en permettre la réédification. » Et pour mieux préciser
sa pensée il lui écrivit une dernière lettre en date du 4 décembre
1772 où il lui disait entre autres : « Je erois... qu'il ne sera pas
» plus question de rebâtir le temple de Jérusalem que de
» reconstruire la Tour de Babel ».

Ce mouvement de sympathie manifesté vis-à-vis de Juifs
par les esprits éclairés du temps ne trouvait pas uniquement
sa source dans le scepticisme religieux ou les idées sectaires.
Des gens du bel air et des plus raffinés se montrèrent également
plein de tolérance envers les Juifs, et dans un mémoire sur
les Juifs, adressé à l'empereur d'Autriche, le prince de Ligne
demandait :

Que quelqu'un de ceux qui sont en Turquie *fût* assez habile pour prendre du crédit auprès du grand Seigneur, qui leur rendrait leur royaume de Judée où ils se conduiraient sûrement mieux qu'autrefois. Ils prendraient place au divan : il ne faudrait pour cela qu'un empereur musulman ou un grand vizir, un peu raisonnable pour y consentir. Les Juifs outre cela, auraient retrouvé leur patrie, seraient obligés d'y faire fleurir les arts, l'industrie, l'agriculture et le commerce de l'Europe-Jérusalem, petit trou horrible à présent qui fait mal au cœur aux pauvres diables de pèlerin qui y vont de temps en temps, redeviendrait une capitale superbe. On rebâtirait le temple de Salomon sur ses ruines qui en feraient retrouver la trace, joint aux descriptions et aux estampes que nous en avons. Je conçois très bien l'origine de l'horreur qu'inspirent les Juifs, mais il est bien temps que cela finisse. Une colère de dix-huit cent ans me paraît avoir duré assez longtemps.

Bonaparte lui-même, lors de l'expédition de Syrie ainsi qu'en témoigne l'extrait suivant tiré du *Moniteur* de l'an VI numéro 243, page 989, lança un appel aux Juifs.

Constantinople, le 28 germinal.

Bonaparte a fait publier une proclamation dans laquelle il invite tous les Juifs de l'Asie et de l'Afrique à venir se ranger sous ses drapeaux pour établir l'ancienne Jérusalem. Il en a déjà armé un grand nombre et leurs bataillons menacent Alep.

Et si on se tourne du côté des Anglais, on constate qu'ils furent, surtout depuis Cromwell, animés d'excellentes dispositions à l'égard des Juifs. Les Puritains, en particulier, considéraient les Juifs avec un sentiment mêlé de respect et presque de vénération. Dans leur amour de la Bible, ils avaient dépouillé du Christianisme toutes les pratiques qui ne cadraient pas avec la loi ancienne ¹. « Prenant à la lettre certaines » expressions des prophètes, un prédicateur puritain Nathaniel » Holmès (Homérius), exprima le désir de devenir le serviteur » d'Israël et de servir ce peuple à genoux. La vie publique, » comme les sermons, reçut en quelque sorte une empreinte

1. GRÆTZ, *op. cit.*, p. 165.

» Israélite. Si les membres du Parlement avaient parlé
» hébreu, on aurait pu se croire en Judée. Un écrivain émit
» même le vœu de célébrer le samedi, et non pas le dimanche,
» comme jour de repos. D'autres formulèrent le souhait que
» l'Angleterre adoptât les lois politiques de la Thora. »

Au ^{xviii}^e siècle, ce courant philosémite continua en Angleterre et il suffit de citer Thomas Newton, archevêque de Bristol, Edward King, James Bichew auteur d'un livre « *Restoration of Jews* » sur le rétablissement du peuple juif en Palestine.

Des philosophes célèbres tels que Hartley, Priesley, estimaient le retour des Juifs en Palestine comme une réelle nécessité, étant donné leur situation actuelle qui les empêche d'avoir une terre patrimoniale et des propriétés immobilières.

Ces tendances favorables aux Juifs devaient recevoir leur consécration avant la révolution française qui, en proclamant l'égalité de tous les citoyens et la liberté de pensée, avait accordé aux Juifs le 27 septembre 1791, les droits de citoyens actifs. Napoléon, le grand unificateur, tenta avec l'appui du Sanhédrin et du Conseil des notables de parvenir à la complète assimilation entre les Juifs et les non Juifs. En France, par suite du petit nombre des Juifs, cette fusion paraissait devoir se faire facilement et sans aucun à-coup.

L'émancipation aboutit en Allemagne à l'abandon par un grand nombre de Juifs éclairés de leurs coutumes traditionnelles. Et petit à petit ils en vinrent aux pratiques du Christianisme par l'abjuration complète de la loi Mosaïque. Ces penchants à l'apostasie n'allèrent pas sans susciter une rigoureuse résistance de la part des rabbins et du peuple. Pour lutter contre cette propension qu'ils considéraient comme désastreuse, les chefs religieux du Judaïsme se montrèrent plus rigoristes que jamais. Ce n'était cependant pas le moyen de maintenir l'élite dans la religion de ses pères que de l'obliger à des usages contestables sinon saugrenus. Et des

réformateurs hardis, tels que Lazare Riesser, Bernays, s'efforcèrent, tout en conservant l'essentiel de l'antique foi Judaïque, d'éliminer tout ce qui était nettement contraire aux exigences de la vie moderne. Ils tâchèrent aussi de créer parmi le Judaïsme un mouvement scientifique et Manheim réussit à fonder une société pour la science juive qui eut du succès. Mais en Israël toujours la zizanie existe et contre les réformateurs se coalisèrent les rigides orthodoxes, mainteneurs des pratiques les plus étroites, et les éclairés ou apostats qui n'avaient que faire de ce mouvement. L'anarchie fut en Allemagne à un tel point que de sérieuses craintes se manifestèrent sur l'avenir même du Judaïsme. Et dans une de ses poésies, Joël Jacoby, ne put s'empêcher de s'écrier ¹ : « Ton corps est » fatigué, ô mon peuple, et ton esprit épuisé. C'est pourquoi » je t'apporte un cercueil et je t'offre une tombe. »

§ 3. A. L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

L'esprit nationaliste du siècle joint à la réaction antisémite, ont avivé à l'extrême le sentiment national juif.

Chimériques au fond, étaient ces pressentiments, car le Judaïsme ne se composait pas uniquement des Juifs plus ou moins émancipés d'Occident. La grande masse des Juifs demeurait dans l'Europe Orientale et leurs multitudes innombrables avaient conservé avec la ferveur des premiers jours tout le ritualisme compliqué, inspiré du Talmud. Jalousés, honnis, maltraités, les Juifs d'Ukraine, de Pologne ou de Galicie vivaient repliés sur eux-mêmes, n'écoutant d'autre voix que celles de leurs rabbins ou de fanatiques voyants. Ils constituaient la forte réserve du Judaïsme et leurs troupes encore toutes pétries du vieux levain, gardaient indéfectible la croyance du rétablissement d'Israël dans le pays de ses pères.

Telle était la fermeté de leurs principes que le mouvement

1. GRÆTZ, *op. cit.*, t. V, p. 389.

d'émancipation et de renaissance intellectuelle venu de l'Occident loin de les dénationaliser ne fit que renforcer l'idée nationale. Loin d'agir comme les éclairés allemands, qui, dans leur désir d'assimilation, reniaient leur passé et s'efforçaient de faire disparaître tout ce qui les distinguait des non Juifs, les intellectuels ou Maskilims des juiveries d'Ukraine ou de Galicie profitèrent de ce réveil de l'esprit pour remettre en honneur tout ce qui pouvait favoriser la nationalité juive. Au lieu d'abandonner leur langue pour un langage étranger, ils parlèrent l'hébreu, l'épurèrent et s'efforcèrent par cet admirable instrument de propagande qu'est la langue nationale de pénétrer jusqu'au fond de l'âme populaire. Des poètes comme Meïr Halevi Lettens « avec sa colombe plaintive », Ber Lebensohn, Isaac Eichenbaum, des prosateurs comme Abraham Mapon, Ginsburg, donnèrent un lustre tout particulier aux lettres juives. Ces penseurs s'efforcèrent tout en maintenant intact le caractère national, de corriger et d'amender dans ce qu'elles avaient d'excessives et de rigides, les pratiques des orthodoxes. Dans leur désir de s'affranchir entièrement de cette lourde gangue qu'était le ritualisme juif, ils auraient peut-être risqué de suivre la même évolution que leurs coreligionnaires d'Allemagne et de s'assimiler insensiblement aux autotochnes.

Mais cette tendance était vivement contrecarrée par l'esprit du siècle qui était tout aux nationalités. Depuis les guerres de Napoléon jusqu'à celle qui vient de se clore tout récemment, le principe des nationalités n'a cessé de s'imposer et de remporter des triomphes. Issu de la doctrine révolutionnaire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce principe transposé dans le droit international a connu une fortune éclatante. Avant même d'être fixé d'une façon précise et clairement définie par les Jurisconsultes, il eut de multiples applications et fut consacré par les faits. Émancipation des Grecs en 1827, des Belges en 1830 ; formation de l'unité

italienne et allemande et plus proche de nous, affranchissement des Balkaniques et des nombreuses nations, issues des derniers traités de paix. Sans arrêt, le principe des nationalités a été invoqué, et son autorité est telle qu'il est considéré comme une des bases du droit des gens. Sur les collectivités, il a produit le même effet que la proclamation des droits de l'homme avait pu causer à l'individu. Faisant appel aux sentiments les plus profonds de l'âme humaine : ceux de liberté et d'égalité, il donne en effet, aux groupements nationaux, le droit de s'organiser en toute indépendance et affirme en même temps l'égalité entre les nations. Aucune ne devant être sous la sujétion d'une autre même beaucoup plus puissante. Par l'application de ces grandes idées, il est la meilleure garantie de la paix et de la véritable fraternité entre les peuples. Il est à remarquer que, s'appuyant uniquement sur le sentiment, ce principe est une force tumultueuse qui n'étant pas endiguée dans de sages limites peut devenir une cause de désordres.

Quoiqu'il en soit, il devait retentir d'une façon toute particulière dans l'âme juive, surtout dans ces régions de l'est où dans toute sa verdeur s'est maintenue la tradition nationale. Complètement séparés de leurs voisins par des barrières morales, plus que matérielles, tradition, religion, langue, histoire, ces Juifs devaient subir plus que tous autres l'ascendant du principe des nationalités. Et son influence devait neutraliser tout mouvement d'assimilation qui aurait pu se produire parmi les intellectuels Juifs de Vienne ou de Kiew. L'un des plus remarquables d'entre eux, Perez Smolënski dans son « Am Olaf », Le peuple Éternel, paru en 1872, s'élevait avec force contre l'affirmation Mendelsohnienne qui considérait le peuple juif comme une simple communauté religieuse. Au contraire, poursuivait-il, le peuple juif est une nation admirablement conservée et qui aspire à son émancipation.

Ces tendances nationales chez les Juifs furent encore

accrues par le courant antisémite qui se manifesta à travers toute l'Europe vers la même époque. Subissant également l'influence des idées de nationalité, les peuples au milieu desquels vivaient les Juifs, s'accommodèrent de moins en moins de ces groupements vivant en marge de la masse des nationaux. Et plus les Juifs s'affirmèrent d'une autre race et manifestèrent le désir de développer leur personnalité et davantage se marqua l'opposition des autotochnes. Par une législation restrictive, on s'efforça de limiter autant que possible la sphère d'action de ces inassimilables qu'étaient les Juifs. Et tant en Russie qu'en Roumanie fut prise une mesure générale qui interdisait aux Juifs de façon plus ou moins absolue d'acquérir de la terre. Ainsi, sans lien avec le sol, cette nationalité hétérogène devait aller à la dérive et ne pouvait jamais être d'un grand danger pour l'État. D'autre part, le Juif étant en ces pays, surtout courtier, banquier, intermédiaire, l'impossibilité dans laquelle il se trouvait d'acheter la terre s'opposait à des opérations hypothécaires de nature à ruiner le paysan. Après avoir ainsi pris des mesures de conservation en faveur des agriculteurs, formant chez les peuples de l'Europe Orientale, la masse de la nation, on veilla également à la protection de l'élite. Dans les carrières libérales comme dans les écoles, on fixa une limite au delà de laquelle ne pouvaient être admis les Juifs. Elle évolua en Russie suivant les périodes de tensions plus ou moins grandes de 10 % à 35 %. Certaines industries nécessaires à la sécurité du pays, telles que le service des chemins de fer, des poudres furent en Roumanie interdites aux Juifs. Dans le même ordre d'idées, les Juifs ne purent s'établir dans certaines zones frontières, comme parvenir à certains grades militaires, ou remplir certaines fonctions politiques.

Cette diminution de droits, loin d'éteindre chez le Juif le sens national, ne faisait que le rendre plus vivace. Soumis à une contrainte, ils s'opposèrent davantage à la nation qui les opprimaient et prirent ainsi davantage conscience d'eux-

mêmes. Tout naturellement à l'égal des autres peuples qu'ils voyaient s'affranchir, ils en vinrent à souhaiter d'avoir une patrie où paisiblement leur nationalité pourrait se développer. Déjà des groupes d'étudiants juifs d'Odessa ou de Kiew s'en étaient allés à la recherche d'une patrie perdue, coloniser en Palestine quelques arpents de cet aride pays. Dans leur passion pour la terre biblique, ils s'étaient appelés les amants de Sion — Chowewe-Sion —. Leur entreprise, qui n'eut qu'une portée des plus relatives, éclaire cependant d'un jour très net le courant nationaliste qui secoua à cette époque les juiveries de l'est.

Interprète des aspirations de son peuple, Léon Pinsker devait, dans un ouvrage des plus curieux, poser hardiment la question de la nationalité juive. Véritable précurseur du sionisme, dans son « Autoémancipation » il réclame pour les Juifs un territoire où ils pourront s'établir et former un état national. Dans un style enflammé et tout vibrant, ce poitrineux très doux par ailleurs qu'était le docteur Pinsker expose les revendications d'Israël. Il nous montre ce qu'est le Juif ¹.
« Pour les peuples vivants, un mort : pour les autotochones,
» un étranger ; pour les sédentaires un vagabond ; pour les
» possédants, un mendiant ; pour les pauvres, un exploiteur
» et un millionnaire ; pour les patriotes, un sans-patrie ;
» pour toutes les classes de la société, un concurrent abhorré....
» Quelle piteuse figure que la nôtre ! Nous ne comptons pas
» comme une nation dans le rang des autres nations et
» n'avons pas de voix dans le concert des peuples, même pour
» les questions qui nous concernent. Notre patrie, c'est l'étran-
» ger. Notre unité la dispersion. Notre solidarité, l'inimitié
» générale. Notre arme, l'humilité. Notre arme de défense, la
» fuite. Notre originalité, l'imitation. Notre avenir, le len-
» demain. Quel rôle méprisable pour un peuple qui a eu jadis
» des Machabées. »

1. BARUCH HAGANI, *Le Sionisme*, p. 242.

En continuant, Pinsker se demande quelle sera la patrie juive, la Palestine ou un autre lieu. Mais peu lui importe, le tout est d'avoir un territoire garanti par les puissances. Pensée essentielle du Sionisme et que devait reprendre Herzl. Pour la manière d'acquérir ce territoire, de le gérer et de l'administrer, on trouve un parallélisme remarquable entre les solutions préconisées par Pinsker et celles du docteur Herzl, fondateur du sionisme.

Malgré la fougue de cet appel, les masses juives ne parurent pas s'enthousiasmer outre mesure, et la conférence de Kattonitz qui se réunit par la suite n'eut d'autre résultat que d'encourager et de renforcer le mouvement des Chowewe Sion vers la Palestine aimée.

CHAPITRE II

LE SIONISME PROPREMENT DIT

PREMIÈRE SECTION

Création du sionisme.

§ 1. LE FONDATEUR DU SIONISME

Celui qui, nouveau prophète, allait donner aux aspirations nationales de son peuple, une forme définitive, Théodore Herzl, naquit à Buda-Pest, le 2 mai 1850, d'une famille d'honorables commerçants. Par ses parents, il tenait à cette noblesse juive que constituent les séphardites : Juifs échappés aux persécutions d'Espagne et qui de leur contact avec les Latins ont conservé un plus grand affinement de mœurs et de manière.

Doué d'une intelligence des plus précoces le jeune Herzl à cinq ans recevait des leçons particulières d'allemand et de français, puis ce fut le tour de l'hébreu, de l'italien et de l'anglais. En septième déjà, à l'insu de ses professeurs, il avait écrit un premier article de journal. Et à 14 ans, en compagnie de quelques amis, il fondait une revue « Wir » dont il était le principal et le plus abondant des rédacteurs. Il fut, par la suite, lauréat de la faculté de droit de Vienne et se dirigea d'un pas allègre vers le barreau. Les succès littéraires dont sa prime jeunesse avait été entourée lui faisait augurer un très brillant avenir dans la carrière d'avocat.

Mais, s'il paraissait assimilé à un point tel que lui-même

n'aurait pu vraiment dire s'il était encore Juif, le fait même d'être issu d'une famille juive et de ne pas avoir abjuré ouvertement, le mettait dans une situation d'infériorité à l'égard de ses concitoyens d'autres confessions. A diverses reprises et jusqu'au jour où la ferveur juive l'eut possédé tout entier, de pénibles rappels lui vinrent faire ressouvenir de l'exclusivisme jeté contre sa race. A 10 ans, à l'école Réale, un de ses maîtres compara un jour les Juifs aux idolâtres et aux payens. Plus tard à l'université, le cercle Albia pourtant composé d'étudiants libéraux et dont il faisait parti lui fit l'affront de ne plus vouloir admettre à l'avenir de Juifs parmi ses membres. Et quand il fut avocat, ses collègues lui firent discrètement comprendre qu'il n'y avait guère d'avenir pour un Juif, eut-il même le talent de Théodore Herzl.

Abandonnant la magistrature où il ne pouvait réussir, Herzl voyagea et donnant libre cours à ses goûts d'écrivain, collabora à divers journaux viennois. Son succès fut tel que la « Neue Freie Presse » le prit comme correspondant parisien. Sa plume alerte maniant les gens et choses de Paris de la façon la plus vivante, fut fort goûtée par ses lecteurs. Malheureusement, comme beaucoup d'étrangers qui ne voient que la surface de notre peuple, Herzl prenait pour la règle générale ce qui n'était en somme que l'exception. Et bien de ses articles qu'il croyait l'exacte expression de notre mentalité et de notre morale n'en étaient que la satire. Particulièrement acerbe fut sa critique des mœurs parlementaires de la troisième république, et dans son ouvrage intitulé « Le Palais Bourbon » il ne ménagea ni les termes ni les hommes. A côté de ces œuvres de polémiste, il brossa quelques pièces spirituelles et légères qui eurent l'heur d'être jouées sur les théâtres de Vienne et de Berlin.

Aussi de plus en plus, Herzl semblait s'enfoncer dans la carrière des lettres et ne chercher d'autres satisfactions que la gloire littéraire. Très loin de son esprit était alors la question juive à la solution de laquelle il ne voyait d'autre moyen que

l'assimilation. Nettement représentatives de ses idées en la matière étaient les lignes suivantes qu'il écrivait en 1894, au cours d'une analyse de la « Femme de Claude », de Dumas fils ¹ :

« Le bon Juif Daniel veut retrouver sa patrie perdue et »
» réunir à nouveau ses frères dispersés.... Mais précisément un »
» tel Juif doit savoir qu'il ne rendrait guère service aux siens »
» en leur rendant leur patrie historique.... Et si véritablement »
» les Juifs y retournaient, ils s'apercevraient dès le lendemain »
» qu'ils n'ont pas grand'chose à mettre en commun. Ils sont »
» enracinés depuis de longs siècles en des patries nouvelles, »
» dénationalisés, différenciés, et le peu de ressemblance qui »
» les distingue encore ne tient qu'à l'oppression que partout »
» ils ont dû subir. »

Cet abandon de la nationalité juive n'était qu'apparente chez Herzl, sans même qu'il s'en doutât le fond de son âme était demeurée intégralement juif. Son éducation, l'atmosphère religieuse de sa famille et surtout l'hérédité avaient laissé une telle empreinte sur lui qu'elle était ineffaçable. Déjà lors des violences antisémites de Duhring, il avait avoué que ce fut comme « s'il venait de recevoir un coup de poing sur la tête ² ». Peu de temps auparavant, un discours brutal du pasteur Stoeker lui avait fait écrire ces notes ³ :

« Les Juifs sont en vérité de fiers imbéciles de s'entendre »
» dire de telles choses sans se préoccuper de se créer quelque »
» part un asile bien à eux. »

Bien qu'il ne s'en rendit pas complètement compte, sa conscience nationale n'était qu'assoupie et il allait suffire d'une émotion un peu vive pour qu'elle prit possession de tout son être et d'une façon exclusive. L'affaire Dreyfus fut cette occasion, et les conflits passionnés soulevés entre les Juifs et les non Juifs furent pour Herzl une révélation de sa qualité

1. BARUCH HAGANI, *Le Sionisme politique*, p. 48.

2. *Zionistische Schriften*, t. II, p. 121.

3. BARUCH HAGANI, *op. cit.*, p. 44.

de Juif. Il comprit alors, dans toute son étendue, l'importance du problème juif et combien en dépit des améliorations passagères du temps l'antique lutte entre les errants d'Israël et les gentils est toujours aussi actuelle. Et il n'eut de cesse avant d'avoir tenté de trouver un remède à cet ostracisme qui poursuivait les siens.

§ 2. L'ÉTAT JUIF

Dans ce but, il écrivit « l'État Juif », essai d'une solution de la question juive. Ces pages jetées d'un seul jet sont toutes frémissantes de vie et l'on sent vibrer à chaque ligne l'âme généreuse et un peu enthousiasme de Herzl. Lui-même avoue : ¹

« Ne pas se souvenir, n'avoir jamais rien écrit dans un tel » état d'exaltation... Heine raconte qu'il entendait sur sa » tête le battement d'ailes d'un aigle, lorsqu'il composait » certains de ses vers. Il me semblait, dit-il, aussi entendre » au-dessus de moi quelque chose d'assez semblable à un » frémissement.... »

« L'État Juif » s'ouvre tout d'abord par un tableau de la situation présente des Juifs et nous montre avec quelle acuité se pose partout le problème juif. ²

« La question juive existe, dit Herzl, il serait puéril de le » nier. Elle existe partout où les Juifs vivent en nombre tant » soit peu sensible. Là où elle n'existe pas, elle est importée par » les Juifs qui émigrent. Nous nous dirigeons naturellement » vers les pays où l'on ne nous persécute pas, mais notre » apparition provoque la persécution. »

Deux moyens de résoudre cette question ont été jusqu'ici proposés, l'antisémitisme ou l'assimilation. Par l'antisémitisme on n'arrive à rien si ce n'est à renforcer le particularisme juif et à le rendre encore plus accentué. A moins de recourir à une extermination totale, supposition impossible, la persécution

1. BARUCH HAGANI, *op. cit.*, p. 51.

2. *Ibidem*, p. 62.

ne fait qu'aviver et rendre plus tranché l'antagonisme résultant de différences de religion, de mœurs ou de race. D'autre part, l'expérience mille fois renouvelée montre qu'avec l'émancipation, les Juifs loin de s'assimiler se servent de cette situation pour accroître leur influence et se rendre plus insupportables aux non Juifs. Car le Juif de par son génie propre s'oppose d'une façon absolue à toute tentative de fusion et il n'y aurait d'autre moyen de l'adapter à d'autres peuples que par les mariages mixtes. Mais, pour vaincre la répulsion qu'inspire les Juifs, il faudrait que ces derniers jouissent d'une telle influence sociale qu'elle équivaldrait à leur domination économique. Ce ne serait plus eux qui seraient des assimilés mais bien ceux auxquels ils daigneraient s'unir.

Enfin quant à attendre une amélioration de la situation des Juifs par le développement des sentiments humanitaires ou par les progrès des idées de solidarité ou de justice sociale, Herzl hausse les épaules et se borne seulement à considérer ces idées « comme un pur radotage sentimental. »

Il n'y a qu'un moyen de résoudre la question juive, qui n'est en somme qu'un conflit de nationalités, c'est de donner satisfaction à la nationalité juive. ¹

« La question juive n'est ni une question économique ni » une question religieuse, quoiqu'elle prenne tour à tour les » couleurs de l'une et de l'autre. C'est une question nationale » et pour la résoudre il nous faut, avant tout, en faire une » question mondiale et la poser ainsi devant les grandes » puissances. »

Le peuple juif est un et son homogénéité s'est conservée au cours des siècles malgré toutes les forces contraires. Qu'on lui permette de reconstituer sur un territoire déterminé, l'ancien état juif et il n'y aura plus de problème juif.

Certes Herzl n'ignore pas les difficultés qu'une pareille réalisation soulèvera, mais, le juriste qu'il est ne s'en émeut

1. BARUCH HAGANI, *op. cit.*, p. 64.

pas outre mesure. En l'absence d'une autorité représentative de la nation d'Israël, il sera nécessaire d'utiliser la fiction du » *Negotiorum gestio* » de l'antique droit romain. Et ce gestor sera la « *Society of Jews* » qui, composé de l'élite du peuple juif, sera chargée de représenter auprès des autres puissances la nation juive. Véritable personne morale, elle pourra négocier tout ce qui aura trait à la formation d'un état juif et notamment l'acquisition d'un territoire. Quant au choix de ce territoire, peu importe à Herzl, qu'il s'agisse de la Palestine, de l'Argentine ou de tout autre, pourvu qu'il remplisse les conditions voulues pour l'établissement des Juifs. La sphère d'action de la « *Society of Jews* » sera éminemment diplomatique et juridique, tandis que le côté matériel de la question sera confié à une compagnie à tendances économiques et commerciales « la *Jewish Company* ». Cette dernière institution fondée sur le modèle des grandes compagnies à Chartes sera au capital de un milliard de marks. Sous le contrôle de la « *Society of Jews* » elle se chargera de la transplantation des Juifs dans le nouvel état, de surveiller leur établissement et de diriger leurs travaux. Ici, Herzl applique certaines idées d'économie politique qui lui sont chers mais n'auraient peut-être pas été très opérantes si elles avaient dû être intégralement pratiquées. Notamment son système du travail forcé, du « *truk system* », avec une organisation militaire du travail, aurait risqué de faire long feu. Dans cette synthèse du futur état juif, il ne pouvait oublier la question politique. Et à cette occasion il nous fait part de ses sentiments, nettement conservateurs en ce qui concerne la constitution du nouvel état ¹ :

« Je tiens la monarchie démocratique ou la République » aristocratique pour les meilleures formes de l'État. Il » faudra éviter avec soin la démagogie, les excès du parler » mentarisme et l'intrusion de la vilaine catégorie des poli-

1. BARUCH HAGANI, *op. cit.*, p. 70.

» ticiens professionnels.... C'est pourquoi je pense à une
» république aristocratique.... Mainte institution de Venise se
» présente à mon souvenir.... Aurons-nous une théocratie ?
» Non, la croyance nous a réunis, mais la science nous libère. »

Certes la partie constructive de ce livre, écrit dans un mouvement de fougue et d'exaltation, pourra sembler relever du rêve plutôt que de la réalité. Mais ce qui est intéressant à noter, c'est l'affirmation lancée par Herzl du caractère national de la question juive et la foi ardente montrée par le leader juif dans la possibilité de voir trancher ce nœud gordien par la satisfaction donnée au sentiment national des Juifs.

§ 3. LES CONGRÈS .

Avant de lancer cet appel dans le grand public, Herzl voulut tâter les Juifs richissimes pour essayer d'avoir leur appui et obtenir ainsi un plus grand effet de propagande. Il s'en fut frapper d'abord chez le baron de Hirsch, qui après s'être fait fort longtemps prié condescendit enfin à le recevoir. Et quand Herzl lui eut exposé ses idées, il ne put s'empêcher de lui demander ¹ :

« — Et où trouverez-vous l'argent ? Rothschild souscrira
» cinq cents francs.

» — L'argent ! Je vais lancer un emprunt national juif de
» dix milliards de marks.

» — Illusion ! Les Juifs riches ne donneront rien. Les
» riches sont méchants, ils ne s'intéressent pas aux souffrances des pauvres. »

Sur ces paroles, il se sépara de son visiteur, le laissant légèrement décontenancé de cette réception. Le baron de Rothschild qui s'était dévoué aux œuvres Palestiniennes ne comprit pas davantage le plan de Herzl et là encore, le créateur du Sionisme essaya un refus.

Mais si Herzl était considéré comme un utopiste par les

1. ZIONISTISCHE SCHRIFTEN, t. I, p. 23.

millionnaires juifs, l'élite intellectuelle juive, de même que les innombrables croyants de Russie ou d'Autriche accueillirent son ouvrage avec un enthousiasme très grand. Ce qui paraissait chimérique aux yeux des Juifs nantis et haut placés d'Occident était paroles de vérités pour les étudiants de Buda-Pest ou les Juifs pouilleux des ghettos ukrainiens. Encouragé et soutenu par l'enthousiasme des Juifs, vrais fils de la loi, Herzl accepta de prendre la tête d'un mouvement d'opinion en faveur de la réalisation de son programme national. Après de multiples efforts demeurés vains pour la création d'une « Society of Jews » et l'opposition menée contre ses projets par les ploutocrates juifs croissant, Herzl résolut d'en appeler au peuple juif. Un congrès mondial, véritable tribune où tous les Juifs auraient trouvé accès pour exprimer leurs vœux fut donc décidé.

Aidé de ses actifs collaborateurs, tous deux écrivains réputés, Israël Zangill et Max Nordau, l'auteur de l'État juif se prodigua sans compter, prévoyant jusqu'en ses moindres détails l'organisation du Congrès qui devrait se tenir à Munich.

Plus ils voyaient les masses juives suivre la voix de Herzl et plus les dirigeants du Judaïsme occidental par des mandements, des exhortations s'efforçaient d'annihiler l'action du tribun juif. La communauté de Munich, notamment par des manifestations hostiles, empêcha la tenue du futur congrès qui dut faire choix pour sa session de la ville de Bâle. Pour renforcer l'échec apparent subi par les partisans de Herzl, l'Union des Rabbins Allemands, au grand complet fit une insertion dans les colonnes du « Berliner Tageblatt » dans laquelle il était dit ¹ « que le mouvement des (soi-disant) » sionistes allait à l'encontre des promesses messianiques et » que le Judaïsme enjoignait à ses fidèles de servir de toutes » leurs forces la patrie à laquelle ils appartenaient. »

Si Herzl n'avait eu chevillé au cœur une espérance invincible

1. BARUCH HAGANI, *op. cit.*, p. 102.

dans les destinées d'Israël, la violence et la multiplicité des attaques dirigées contre ses idées l'eut fait abandonner ce peuple ingrat. Mais, il se rendait compte que ses opposants n'étaient qu'une minorité et qu'il avait derrière lui la foule immense des vrais Juifs, toute pleine d'espoir dans l'avenir glorieux d'Israël.

Et le congrès qui s'ouvrit à Bâle le 29 août 1897 fut un triomphe. De tous les coins du monde abondèrent les délégués¹.

« Une étrange fantasmagorie de visages. Un frêle, blême
» Polonais avec les pommettes saillantes. Un blond Hongrois,
» avec les moustaches pâles, un Roumain brun, au visage
» taillé à coups de haches ; un Français au teint frais avec un
» binocle ; un Hollandais, au teint foncé, petit-fils de Maranes ;
» un Allemand joufflu ; un Russe aux yeux ardents, ne cessant
» de tirer fiévreusement sur son poil en pressentiment peut-
» être de la prison qui l'attendait à sa rentrée dans son pays ;
» un Égyptien foncé avec des cheveux crépus et noirs et tout
» du nègre, sauf le nez ; un pompeux juriste viennois ; un
» étudiant allemand, fier de ses balafres au travers de la
» face ; un étudiant viennois, champion de son université
» dans la lutte, avec un ruban de couleur, barrant le plastron
» de sa chemise ; un dandy qui sentait la meilleure société
» de Saint-Pétersbourg, et dans un coin, tout seul, un Juif,
« avec une calotte sur la tête et des boucles sur les tempes,
» transportant à la fin du XIX^e siècle, le mysticisme caba-
» listique du Messie des Carpathes. »

Parvenir à faire l'unité parmi une foule composée d'éléments si divers était une œuvre particulièrement difficile. Surtout avec le Juif, âpre discuteur et coupeur de cheveux en quatre. Ce miracle allait cependant se produire et Herzl allait obtenir l'unanimité sur ses projets.

C'est que Théodore Herzl² « était un homme d'une beauté

1. Israël ZANGUILL, *Les Rêveurs du Ghetto*, tome II, p. 396.

2. *Fortingthly Review*, 10 avril 1910.

» impressionnante, dominant, comme Saül, ses frères de sa
» haute taille, avec une longue barbe noire, des yeux étin-
» celants et la figure des rois assyriens sur les bas-reliefs
» antiques. Ses manières étaient courtoises, sa conversation
» fascinante et il exerçait un effet magnétique sur tous ceux
» qui entraient en contact avec lui, depuis les empereurs
» jusqu'aux pauvres Juifs qui s'arrêtaient pour baiser les
» bords de son manteau. »

Il semble qu'il émanait une vertu de Herzl et qu'au son de sa voix ses adversaires, même les plus obstinés, s'apaisaient.

L'œuvre principale du Congrès fut de définir d'une façon précise la doctrine qui, sortie de l'État Juif, allait devenir le Sionisme. Et la formule suivante fut adoptée d'un commun accord par les Congressistes :

Le Sionisme a pour but la création en Palestine pour le peuple juif d'une garantie par le droit public.

Différant en cela des idées de Herzl qui ne tenait pas plus à la Palestine qu'à tout autre territoire, le congrès exigea que le lieu choisi pour l'établissement du futur état juif fut l'ancienne terre de Judée à l'exclusion de tout autre.

Pour réaliser l'idéal Sioniste, le Congrès proposait les moyens suivants :

1^o Favoriser de manière efficace l'établissement en Palestine de cultivateurs, d'artisans et d'industriels juifs ;

2^o Organiser et associer tous les Juifs à l'aide de sociétés locales et de fédérations générales dans la mesure permise par les lois où elles seront fondées ;

3^o Raffermer le sentiment de dignité personnelle et la conscience nationale du peuple juif ;

4^o Faire des démarches préparatoires pour obtenir le consentement des gouvernements, nécessaire pour atteindre le but du sionisme.

Ce n'est d'ailleurs pas sans de multiples discussions que les

membres du congrès arrivèrent à fixer le programme du sionisme. Deux influences divergentes déjà se manifestaient qui, par la suite, allaient se marquer bien davantage. D'une part ceux pour lesquels la magie du mot de Palestine était telle qu'il n'y avait d'autre objectif pour eux que de s'y rendre immédiatement sans prendre auparavant aucune garantie. Et d'autre part, s'opposant à ces derniers les sionismes politiques qui préalablement à toute émigration en Palestine désiraient obtenir des sûretés internationales. Ainsi loin de susciter de l'antisémitisme comme le provoquerait une vague énorme de Juifs inondant la Palestine, un établissement de nationaux Juifs consécutifs à un accord avec la Porte et garanti par les puissances aurait toute chance d'aboutir à un résultat sérieux et définitif.

Le grand fait du Congrès de Bâle c'est d'avoir déclaré ouvertement et à la face du monde, l'aspiration millénaire du peuple juif à se constituer en corps de nation sur un territoire déterminé. Jusqu'alors, dans l'ombre, Israël avait cheminé vers la Palestine s'efforçant par les Chowewe Sion ou les Bilou de s'y établir clandestinement. Et le génie de Herzl, ainsi que nous l'avons fait remarqué, ne fut pas tant d'avoir montré la nécessité pour les Juifs de former un état que de n'avoir pas eu peur de clamer bien haut ce que les Juifs pensaient tout bas. Rompant avec toutes les réticences et les vaines précautions de ses prédécesseurs, il donna une force énorme au sionisme en le faisant ainsi entrer dans le domaine du droit des gens, alors qu'auparavant, les idées sionistes vagissaient dans l'étroite conscience de Juifs exaltés.

Sans se laisser étourdir par le succès du premier congrès, Herzl comprit que pour faire œuvre utile, il fallait être appuyé par une organisation pécuniaire. De quelle force seraient ses démarches éventuelles près du Sultan, s'il n'avait derrière lui comme argument suprême et triomphant les millions d'une solide banque. Et puisque les magnats de la finance juive ne

voulaient rien faire en faveur de leurs frères déshérités, il ferait appel à la masse des pieux Juifs dont les innombrables cotisations seraient comme les gouttelettes d'eau qui, par leur multiplicité font les fleuves immenses. Herzl, quoiqu'homme d'action, avait un peu tendance à prendre ses rêves pour la réalité. N'avait-il pas cru dès d'abord pouvoir lancer un emprunt national de dix milliards de marks. Plus modeste fut la réalité car la banque constituée au capital de cinquante millions de francs, vit à peine six millions souscrits.

Peu importe, l'enthousiasme était si grand que sans aucune difficulté le deuxième congrès réuni également à Bâle approuva les statuts de la nouvelle Banque. Celle-ci répondait au but qu'avait visé Herzl. Banquier impersonnel de l'organisation juive, elle serait le « Jewish Company » prévu dans « l'État Juif ». Son rôle tout autant économique que politique faciliterait grandement les tentatives faites en faveur de l'acquisition d'un territoire pour le peuple juif. Afin d'assurer la complète séparation entre la politique et les affaires, on avait établi près de cette banque un conseil de surveillance dont les membres nommés par le congrès n'avaient aucune part aux bénéfices.

Au même congrès furent fixées les bases de l'organisation sioniste qui comprenait trois rouages : « le Congrès, le Comité d'action et la Commission centrale ».

Le Congrès était formé des délégués nommés par les payeurs de Chekel — petite cotisation annuelle équivalente à quelques francs de notre monnaie. — Il se réunissait à intervalles réguliers, d'abord tous les ans, puis tous les deux ans. Investi du pouvoir législatif, il était un parlement au petit-pied. Son rôle était de tracer les directives qui seraient suivies par le mouvement sioniste, d'établir le budget et de nommer les membres du Comité d'action.

Le Comité d'action, en qui résidait le pouvoir exécutif, était composé de cinq à sept personnes, responsables devant

le Congrès. Leurs membres, véritables ministres de l'organisation sioniste, étaient chargés d'accomplir le programme prévu par le Congrès.

Au X^e Congrès, pour contrôler davantage l'œuvre du Comité d'action, fut constitué la commission centrale, sorte de congrès en miniature qui tenait ses séances dans le courant de l'année où le congrès ne se réunissait pas. Ainsi les actes de l'exécutif, en l'absence même du congrès pouvaient être suivis et surveillés.

En somme, sous d'autres formes, mieux adaptées aux circonstances, nous retrouvons les deux organes considérés comme essentiels par Herzl dans l'État juif. D'une part, le congrès qui n'est autre que la « Society of Jews » d'antan et d'autre part la banque nationale juive qui remplit le rôle de la « Jewish Company ». La première est ce gestor qui, en l'absence d'un souverain territorial, représente vis-à-vis des puissances étrangères la nation juive. Véritable personne morale, elle peut agir et parler au nom du peuple d'Israël. Et déléguant ses pouvoirs aux membres du Comité d'action, elle pourra, par leur entremise, conclure des accords et passer des traités. Pour mieux l'étayer et lui donner un support matériel, se trouvera la banque nationale juive qui pourra garantir les promesses ou les engagements du Congrès d'une façon effective et tangible.

Plus vivement qu'au premier Congrès, se heurtèrent les opinions des sionistes pratiques et politiques. Malgré l'importance de l'œuvre accomplie, le deuxième congrès dut encore trancher le différend qui existait entre les adeptes de la colonisation palestinienne immédiate et ceux partisans comme Herzl de l'octroi de garanties internationales préalablement à toute immigration en Palestine. Le fondateur du sionisme ¹ « ne voulait pas introduire en Palestine de colons par contrebande ». Une discussion longue, vive et passionnée fut

1. *Zionistische Schriften*, t. II, p. 52.

soulevée à ce sujet, mais le Congrès se ralliant à l'avis de Herzl, déclara : ¹

« Qu'il fallait entendre par colonisation rationnelle de la
» Palestine celle qui serait entreprise avec la permission du
» gouvernement turc, d'après le projet et sous la direction
» d'une commission nommée par le congrès. »

Cette décision du Congrès était une victoire pour les sionistes politiques, mais loin d'être décontenancés par cet échec, les sionistes pratiques devaient par la suite reprendre leur point de vue et réussir à le faire triompher.

§ 4. DÉMARCHES DE HERZL

Avec une ardeur de néophyte, Herzl, transporté de joie à la suite des résultats de ces deux congrès, se mit immédiatement à l'œuvre pour réaliser le programme de Bâle, c'est-à-dire obtenir sous certaines garanties du droit des gens, la Palestine en vue de l'établissement des Juifs. Le problème était fort délicat, car pour aboutir il fallait ménager les susceptibilités du Sultan qui n'accepterait pas de gaité de cœur, quelque fut le prix payé, la moindre amputation à son empire. Quel régime juridique pourrait-on employer qui permit à la foi au commandeur des croyants de s'imaginer exercer une souveraineté quelconque sur la Palestine convoitée tout en laissant en fait les Juifs libres de s'y organiser à leur guise. Et Herzl, considérant justement la résurrection des anciennes compagnies coloniales qui vers la fin du XIX^e siècle étaient en pleine faveur, pensa utiliser ce procédé. Il s'agissait d'obtenir une charte analogue à celles qui étaient concédées aux grandes compagnies de l'Afrique du Sud, pour permettre aux Juifs d'exploiter et de diriger en toute sécurité le pays qui leur serait dévolu. Mais comme les Juifs n'avaient pas de souverain territorial auquel ils auraient pu recourir en cas de violation de la charte accordée, il fallait pour donner toute sûreté que

1. BARUCH HAGANI, *op. cit.*, p. 123.

cette charte fut consacrée par l'intervention des grandes puissances. De cette façon, l'établissement des Juifs en Palestine ne se produisant qu'après l'octroi de garanties internationales, serait en tous points conforme au pacte de Bâle.

Pour mieux disposer le Sultan qui, du fond du Selamliek, suivait d'un œil attentif les menées sionistes, Herzl lui adressait ainsi qu'à ses fidèles sujets des louanges mirifiques. Dans ses discours, il faisait ressortir les anciens liens historiques existant entre les Juifs et les Turcs, vantait l'hospitalité de ces derniers et déclarait sérieusement ¹ « que les Turcs étaient » doués des plus brillantes qualités, qu'ils étaient braves, » généreux et prompts au sacrifice ». Il ne manquait pas non plus de faire ressortir que l'afflux de Juifs, riches, influents et laborieux dans la Palestine désolée serait un enrichissement sans nom pour le Sultan qui pourrait ainsi imposer avantageusement de nouveaux et généreux sujets. Bref, il n'était d'arguments que l'on ne fit miroiter pour obtenir la confiance du calife suprême. Mais rusé et méfiant, le vieux renard qu'était Abd-ul-Hamid acceptait les louanges sans se laisser étourdir par elles. Et Herzl se rendit rapidement compte que par lui seul il n'arriverait pas à influencer sérieusement le Sultan.

Aussi, Herzl songea-t-il à recourir à la toute puissante intervention de Guillaume II qui déjà, à cette époque, jouissait d'un grand prestige près de la Sublime Porte. Par un coup d'éclat dont il devait être par la suite coutumier, l'empereur d'Allemagne allait consacrer l'emprise germanique sur la Turquie par une visite au Sultan et une descente en Palestine. Herzl résolut de profiter de cette occasion pour se rencontrer avec l'empereur et le gagner à ses vues. Il ne doutait plus de sa réussite, Guillaume incarnant à ses yeux l'idéal rêvé du souverain. Déjà en 1895 le fondateur du sionisme avait pensé au monarque germanique pour l'aider dans ses plans ² :

1. *Zionistische Schriften*, t. II, p. 51.

2. BARUCH HAGANI, *op. cit.*, p. 55.

« J'irai trouver l'empereur d'Allemagne, s'était-il écrié au
» cours de sa conversation infructueuse avec le baron de
» Hirsch, il me comprendra, lui, il est habitué à apprécier les
» grandes choses. »

Grâce à la bienveillante entremise du grand duc de Bade, ami personnel de Herzl et partisan de ses idées, le chef du sionisme put entrer en rapport avec Guillaume II. Une première entrevue eut lieu à Constantinople, au Yildiz Kiosk où en présence du chancelier Bulow, Herzl put converser une heure durant avec l'empereur. Ravi, charmé, conquis, Herzl sortit de cette audience ¹. « Sa Majesté, déclarait-il, » dirigeait prestement l'entretien sur le ton le plus cordial » et le plus naturel, et je dois dire, sous peine d'avoir l'air de » m'exprimer en courtisan que je fus rempli d'étonnement » par l'étendue de ses connaissances et par la maîtrise avec » laquelle il s'était emparé du sujet. »

Quelques jours après, la nouvelle rencontre, qui se produisit à Jérusalem entre Herzl et Guillaume, parut consacrer publiquement l'accord qui semblait devoir exister entre ces deux chefs de peuples.

Mais ce qui était imagination et bonne foi chez Herzl était calcul et visée politique chez Guillaume II. Le kaiser avait compris de quelle utilité pour l'impérialisme germanique pouvait être ce mouvement dont les ramifications s'étendaient à travers tout le monde juif. En Orient particulièrement, c'était un appui très précieux destiné à y contrebalancer l'influence française, toujours prédominante. Et cette entente avec les Juifs était facilitée du fait que la plupart d'entre eux parlaient le Yddish.

Il faut voir de quelle façon enthousiaste le couple impérial fut accueilli par les Juifs de Jérusalem. Tandis que les établissements français, tous volets fermés, exprimaient une protestation silencieuse, le quartier juif ordinairement dégoû-

1. Z. S. t. II, p. 129.

tant de saleté était comme transformé. Des arcs de triomphe saluaient en hébreu et en Allemand le futur Messie, des tapis chatoyants couvraient les lézardes des vieux murs, des enfants des écoles juives entonnaient des chœurs et Guillaume parut savourer à son aise les discours emphatiques et imagés que lui adressèrent deux pieux rabbins à barbe blanche portant les lourdes et massives tables de la loi, richement décorées.

Herzl, qui avait tout espéré de cette entrevue, n'obtint aucun résultat pratique; l'Allemagne était déjà trop liée avec la Turquie pour risquer une brouille sur semblable question.

La déconvenue des sionistes qui avaient mis tant d'espoir en la magnanimité du roi de Prusse, eut pour résultat d'amener Herzl à traiter directement avec le Sultan. Il saisissait aisément qu'isolé et sans le puissant appui qu'il avait escompté, ses démarches pour obtenir une charte d'Abd-ul-Hamid seraient fort ardues. Il l'avoua au quatrième Congrès et comme on discutait la question de la charte, il reconnut que ses efforts n'avaient pas encore abouti mais, ajouta-t-il¹. « C'est » une toute autre question que celle de savoir si nous devons » continuer à l'espérer et travailler à l'obtenir.... Nos désirs » et nos offres ont d'autant plus de chance de succès que notre » nombre sera plus considérable et notre force plus grande. »

Sans se décourager, il s'efforça à diverses reprises de percer la haie de janissaires qui entourait le Sultan. Après de multiples tentatives, l'influente entremise de l'Orientaliste Vambery lui permit enfin d'obtenir une audience du Calife. Réception somptueuse et presque souveraine d'Abd-ul-Hamid, avec envoi de présents magnifiques à Herzl, et chez le chef du Sionisme, une confiance extraordinaire, l'apparence d'un homme qui porte avec lui tous les millions des grands Juifs. Deux jours de suite, le sultan et les principaux personnages de la cour, de longues heures durant conversèrent avec Herzl et ses conseillers. Tout le monde paraissait tomber d'accord

1. Z. S. t. II, p. 188.

et il n'y avait plus qu'un obstacle, le sultan réclamait pour adhérer aux désirs de Herzl, une somme de cinquante millions.

Malgré l'expérience du passé, Herzl crut qu'il suffirait de demander pour qu'immédiatement l'or afflua dans la caisse sioniste. A son grand dam, il allait voir que seule une pluie de poix et de soufre aurait pu fondre le cœur de pierre des banquiers juifs. A Paris comme à Londres, on lui répondit que l'on ne pouvait verser de fonds qu'après l'obtention de la fameuse charte. C'était un cercle vicieux¹. « Je suis las à force » de courir, écrivait-il vers ce temps-là à Mandelstamm, la » canaille qui détient l'argent n'a pas même daigné m'écouter. » C'est inouï et dans cinquante ans on piétinera sur la tombe » de ces gens-là, lorsqu'on saura que j'étais pour obtenir tout » de X... et que je suis venu échouer devant une misérable » question d'argent. Naturellement, aujourd'hui nous ne » devons pas donner cours à notre indignation, car ce serait » montrer à X... le défaut de notre cuirasse, et je dois la lui » cacher, afin de gagner du temps, d'essayer de faire jaillir » l'eau du rocher et racler l'or au milieu de la crotte... De » l'argent, grands Dieux, où en prendrais-je. Je me casse la » tête pour trouver quelque chose. »

Quant à prendre l'argent dans la caisse de la Banque nationale juive, il n'y fallait pas songer. D'ailleurs les sommes recueillies par cet établissement financier atteignaient à peine le chiffre de six millions. Et puis, ce prélèvement eut par trop facilité le jeu de ses adversaires qui l'accusaient lui et ses amis de² « vouloir escroquer les pauvres diables qui avaient mis » leur confiance en eux ». Il fallait éviter toute suspicion de ce genre, d'autant plus que les Juifs longtemps maintenus en haleine devant l'idéal sioniste commençaient à se débander devant les difficultés de l'œuvre entreprise par Herzl.

Le cinquième Congrès qui s'ouvrit sur ces entrefaites fut

1. BARUCH HAGANI, *op. cit.*, p. 158.

2. BARUCH HAGANI, *op. cit.*, p. 156.

plus houleux que d'habitude et devant l'opposition assez vive des sionistes pratiques, Herzl pour conserver l'unité leur fit une importante concession. Il admit la création d'un fonds national juif destiné à faciliter la colonisation des Juifs qui voulaient émigrer en Palestine. C'était la première victoire des sionistes pratiques, elle devait être le prélude de leur triomphe définitif qui se marquerait surtout après la mort du fondateur du sionisme. Naturellement Herzl, au Congrès, parla de ses démarches près du Sultan, vanta l'aménité de son hôte et la cordialité de son accueil, mais bien entendu laissa dans l'ombre le point délicat, celui des finances. Entraînée par l'éloquence persuasive de son président, l'Assemblée tomba d'accord pour envoyer au Sultan une adresse de gratitude à laquelle Abd-ul-Hamid répondit non moins aimablement.

Les ponts n'étaient donc pas rompus entre la Sublime Porte et le sionisme. Et quelques mois plus tard à la demande même du Sultan, Herzl reprenait à Constantinople les négociations interrompues trois mois plus tôt. Des plus sérieux semblèrent au début les pourparlers, mais au rapport très précis fourni par Herzl et indiquant les points essentiels du sionisme, Abd-ul-Hamid ne donna qu'une réponse dilatoire. Herzl réclamait une charte garantissant sous la souveraineté du Sultan, l'établissement des Juifs en Palestine ainsi que dans les contrées limitrophes. A ce projet très net, le Sultan n'offrait aux Juifs que ¹ « l'autorisation de créer en différentes » parties de l'Empire, autres que la Palestine, des colonies » éparses et sans lien de droit. » Ces propositions nettement contraires au programme de Bâle rendaient impossible toute nouvelle négociation. Et Herzl dut s'en retourner sans sa Palestine, et le Sultan resta désenchanté, privé des monceaux d'or qu'il avait pu rêver.

Comme nous l'avons fait déjà remarquer, le docteur Herzl, n'était pas un partisan irréductible de la Palestine, à défaut

1. BARUCH HAGANI, *op. cit.*, p. 162.

de ce dernier pays, il se serait contenté de toute autre région présentant les conditions voulues pour la concentration territoriale du peuple d'Israël. Seule l'obstination forcenée des Juifs du Congrès de Bâle l'avait obligé à inscrire dans son programme la terre palestinienne. Mais devant l'insuccès de ses démarches avec le Sultan et pressentant la quasi-impossibilité d'aboutir amiablement avec les Turcs, il se demanda si en attendant mieux on ne pourrait pas toujours faire choix d'une terre où les Juifs auraient pu former un embryon d'État. Cette expérience, en permettant aux Juifs proscrits de Russie ou d'ailleurs de trouver un asile serait de plus aux yeux du monde, une preuve excellente de la capacité des Juifs à constituer un état. Pour mieux ménager les susceptibilités des orthodoxes, on pourrait faire choix d'un territoire limitrophe de la Palestine et qui en avait pu dépendre jadis. Il en était ainsi de la péninsule du Sinaï, tout environnée encore de la gloire de Moïse et qu'un vrai Juif pouvait tout aussi bien que la Judée revendiquer comme une « terra nostra ». Les démarches d'ailleurs devaient être facilitées par les bonnes dispositions des Anglais qui, devinant tout l'habile parti qu'ils pourraient tirer du sionisme se montrèrent des plus accueillants.

A la demande qui lui fut faite d'envoyer une commission d'enquête sur ce territoire, lord Cromer répondit d'une manière fort aimable. Et une commission d'enquête partit pour la presqu'île d'« El Arish ». Il était convenu avec le gouvernement anglais que si la péninsule du Sinaï était apte à la colonisation « une charte serait concédée accordant aux » Juifs sur le territoire choisi par eux, une autonomie locale » avec droits municipaux, etc... ». Les premiers rapports furent favorables, mais une difficulté s'éleva par la suite. La Plaine de Péluse, la partie la plus saine et la plus fertile de la région envisagée n'était exploitable qu'à la condition d'avoir de l'eau. Et on ne pouvait en trouver qu'en détournant partiellement les eaux du Nil par un syphonage passant sous

le canal de Suez. Le travail était des plus réalisables puisqu'il a été fait en très peu de temps, lors de la conquête de la Palestine par les Alliés. Mais, le gouvernement égyptien opposa un veto absolu prétextant de la nécessité de toutes les eaux du Nil pour l'irrigation du Delta. Dès lors, fut voué à un nouvel échec, ce beau projet caressé un instant par Herzl. En admettant même la possibilité de coloniser le Sinaï il est plus que certain que la masse des pieux Juifs eut repoussé cette proposition. Quoiqu'aux confins de la Palestine, la presqu'île du Sinaï n'était pas pour les sionistes intégraux la « *terra Judaica* » et la pensée de devoir fouler à nouveau les sables que leurs pères avaient déjà remué pendant quarante ans, leur était de plus une perspective fort peu attrayante.

Herzl s'était à peine remis de ce contre-coup que le gouvernement anglais pour effacer peut-être toute pénible impression fit par Chamberlain, l'offre d'un autre territoire. Il s'agissait, cette fois, non plus d'un pays sur lequel pouvait planer la poésie des souvenirs bibliques, mais d'une région habitée par des nègres, au centre de l'Afrique. Détail à noter, aucune des compagnies à charte, pourtant peu difficile sur le choix des régions qu'elles administraient, n'avaient voulu de ce territoire. Pour les Juifs atteints de « *Palestinite aiguë* », cette proposition devait faire l'effet d'un fer rouge plongé dans de l'eau glacée.

Herzl, méconnaissant les sentiments réels des sionistes, crut que ceux-ci ne verraient dans la réalisation du projet de Chamberlain « qu'une station d'essai et de préparation avant » le grand exode ». Il fut cruellement détrompé par la violence de l'opposition qui se manifesta au sixième congrès à l'annonce de ce projet. Les sionistes pratiques et particulièrement les Chowewe Sion qui n'approuvaient pas le sionisme herzien furent parmi les plus acharnés. Sans même écouter les explications de Herzl qui demandait la nomination d'une commission d'enquête n'impliquant aucun engagement pour l'avenir.

les Orthodoxes à l'énoncé du seul mot « Ouganda » protestèrent avec fureur.

Très difficilement Herzl parvint à faire passer le vote nommant une commission d'enquête ¹. « Telle était la frénésie » des opposants que sitôt après ce vote, on vit des piétistes » s'affaïsser sur le sol. Il y eut des pleurs et des grincements » de dents et des vêtements furent déchirés pour cette nouvelle » perte de Jérusalem. Pour rallier une majorité Herzl fut » obligé de promettre solennellement que Jérusalem était le » but final du sionisme. Et il l'affirma sous serment en répétant » les paroles du psaume inoubliable :

Si je t'oublie, ô Jérusalem, que ma langue s'attache à mon palais, que ma droite oublie sa force.

Voyant la division que son offre avait soulevé parmi les sionistes, l'Angleterre abandonna toute idée de cession de l'Ouganda et proposa en échange le « Tanaland ». Herzl, encore impressionné par les incidents du dernier congrès, refusa cette offre et se prépara à agir dans le sens indiqué de façon si nette par les délégués sionistes. Pour influencer le gouvernement turc et éviter les suspicions de certaines puissances, il fit des démarches en Russie et en Italie. Dans ces deux pays, il eut avec les gouvernements d'importantes conversations et se mit d'accord avec eux. Il fit même une visite près du Saint-Siège pour rassurer le Vatican sur ses visées palestiniennes. Et derechef, il allait tenter un nouvel effort près de la Sublime-Porte, quand la maladie le terrassa.

Épuisé par les fatigues du dernier congrès, le corps miné par de nombreuses années de labeurs et de luttes ininterrompues, Herzl ne put résister à une pneumonie qu'il attrapa au mois d'août 1904. Quelques jours après, à l'anniversaire du fameux congrès de Bâle, Herzl expirait. Il mourait juste à temps pour entrer dans la légende. Car s'il avait vécu encore,

1. André SPIRE, *Quelques Juifs*, p. 114.

les difficultés inextricables auxquelles il aurait dû faire face, lui eussent fait perdre de sa réputation, et il n'aurait été conservé de lui qu'un vague et fugitif souvenir.

DEUXIÈME SECTION

Le sionisme après la mort de Herzl.

Jusqu'à la mort de Herzl, dominés qu'ils étaient par l'écrasante supériorité du dictateur viennois, les sionistes avaient conservé une certaine unité. S'ils n'étaient pas tous d'accord sur les idées herzliennes, du moins étaient-ils unanimes sur la personne de leur nouveau prophète. Le fondateur du sionisme disparu, aucun lien ne retenant plus les factions diverses qui fermentaient au sein des congrès sionistes, une zizanie véritable se fit jour entre les sionistes pratiques et politiques. Durant six années, David Wolffsohn, successeur de Herzl, s'efforça malgré l'opposition croissante des sionistes pratiques de conserver les idées maîtresses de Herzl. Mais ce maintien apparent des théories herzliennes fut payé de concessions perpétuelles en faveur de la colonisation immédiate et exclusive de la Palestine.

Un an jour pour jour après la mort de Herzl, à Bâle se tint le septième congrès et sous la pression des orthodoxes, il fut décidé de refuser toute nouvelle offre de territoire à coloniser en dehors de la Palestine et des régions limitrophes. Cette résolution de nature à remettre à une date indéterminée la concentration territoriale du peuple juif était pour le moins malencontreuse au moment où elle se produisit. Car, à cette époque en effet, des milliers de Juifs chassés de Russie ou de Roumanie auraient été heureux de trouver un abri, fût-ce à l'ombre des gigantesques baobabs africains.

Pour protester contre cette déclaration du congrès, Israël Zangwill, le dévoué lieutenant de Herzl, se sépara nettement

du sionisme et créa une nouvelle organisation la « Jewish Territorial organisation ». L'Ito, ainsi appelé en résumé, avait pour but de trouver pour les Juifs sur n'importe quel point de la terre un territoire où ils auraient pu vivre dans l'autonomie, s'ils ne voulaient ou ne pouvaient résider dans le pays qu'ils occupaient actuellement. Zangwill n'était pas fou de la Palestine ¹, « ce pays dévasté, ainsi qu'il le dit, où les » peuples n'ont laissé que des pierres brûlantes et de la poussière sous un amas de tombeaux et d'excréments, un pays » où l'on va pour pleurer et mourir, non pour y vivre ».

Le territoire qu'il entrevoyait ² « devait être une création » neuve. Au lieu de congestionner dans un ghetto comme celui de New-York les cent mille émigrants juifs qui débarquent tous les ans en Amérique, il faut les éparpiller sur les milliers de milles d'un vaste pays sain. Les Juifs peuvent être fermiers : il y en a des centaines dans le monde. Une classe paysanne, d'ailleurs, n'est pas indispensable ; elle n'est qu'un moyen pour une fin qui est l'autonomie. Cette autonomie est absolument nécessaire. A quoi bon se donner le mal de peupler un pays neuf, si les colons n'ont pas le contrôle de leur administration ? Quelle garantie ont-ils que demain des lois restrictives de leur liberté économique, politique ou religieuse ne leur seraient pas imposées ? »

Tenant compte cependant de l'attraction exercée chez les Juifs par le mot de Palestine, l'Ito, dans l'examen des 12 ou 13 territoires propres à une colonisation juive, avait retenu la Cyrénaïque et la Mésopotamie. Dans la première de ces régions, le début de l'ère chrétienne avait assisté à l'épanouissement d'une toute-puissante colonie juive et vivace en était demeuré le souvenir au cœur des Juifs. Et la Mésopotamie, aux confins somme toute de la Palestine, a son histoire

1. Israël ZANGWILL, *Dreamers of the Ghetto*, p. 474.

2. André SPIRE, *Quelques Juifs*, p. 119-120.

trop mêlée à celle des Juifs pour ne pas être envisagée avec sympathie par un vrai fils d'Israël. Au surplus, les possibilités agricoles de ce dernier pays rendues quasi-illimitées par un système rationnel d'irrigation, permettraient à tous les Juifs dispersés de pouvoir s'y établir.

La Cynéraiïque, l'actuelle Tripolitaine, fut d'abord choisie et une commission d'enquête envoyée. Elle ne doutait pas de sa réussite, la réputation de fertilité des antiques jardins des Hespérides étant encore présente à la mémoire de tous ¹. « Sans doute, le climat était salubre, le paysage riant, la » température agréable, la mission notait même complai- » samment l'absence d'animaux féroces. Mais le pays manque » absolument d'eau ! » « La lumière crue de la science, projetée » sur la Cyrénaïque vermeille, déclare le rapport, a révélé que » c'était un pays sec... » « De plus, le pays est habité par cent » ou deux cent milliers d'indigènes, nomades et belliqueux : » ce qui compense amplement l'absence des bêtes féroces. La » tradition d'une population dense au temps des Romains et » des Grecs, écrit Zangwill, a dû être exagérée.... Il est vrai » que si la Cyrénaïque avait de l'eau, ce serait un paradis » terrestre.... Quelques vieux vases et quelques lampes, » ajoute le romancier, dérangés de leur repos de deux mille » ans, figurent sur mon étagère comme le souvenir mélanco- » lique d'une espérance abandonnée.... »

Des recherches devaient être faites par la suite en Mésopotamie et auraient certainement donné satisfaction, mais la guerre vint et tout fut arrêté. En attendant la découverte d'un territoire ad-hoc, l'I. T. O. avait fait face à un besoin pressant, celui d'organiser l'émigration juive. Elle a réussi à transporter plusieurs milliers d'émigrants et à les établir loin de tout centre industriel à Galveston, port du Texas ².

« Il n'y a donc pas à craindre que l'on y voie se créer

1. Angel MARVAUD, *Le Sionisme*, p. 44.

2. Angel MARVAUD, *op. cit.*, p. 46.

» comme en d'autres villes des États-Unis, comme à Londres,
» comme à Buenos-Aires, un nouveau ghetto ¹. »

« L'Ito a créé en Russie plus de cent cinquante centres
» d'information, de recrutement et de choix minutieux des
» émigrants. Elle a obtenu des Compagnies de navigation,
» de notables améliorations matérielles et morales. Des
» fonctionnaires de l'Ito voyagent avec les émigrants et les
» protègent contre les mauvais traitements. En arrivant aux
» États-Unis, les ouvriers juifs ont obtenu des salaires supé-
» rieurs et ont travaillé tout de suite aux conditions des
» Unions Ouvrières, de sorte qu'ils ne sont pas mal accueillis
» par les ouvriers américains comme les Juifs qui encombre-
» les marchés de New-York. »

Loin de comprendre que le départ d'Israël Zangwill, cause réelle d'affaiblissement du mouvement sioniste, n'était dû qu'à leurs discussions byzantines, les délégués du IX^e congrès qui se tint à Hambourg en 1909 furent plus désunis et batailleurs que jamais. David Wolffsohn et les vrais héritiers de la pensée de Herzl faillirent être balayés sous la poussée des sionistes pratiques ².

« Le Président Wolffsohn répondit aux attaques person-
» nelles dont il était l'objet. Il le fit avec force et parfois aussi
» avec ironie. Il tâcha de justifier son œuvre : depuis la mort
» de Herzl, dit-il, le sionisme a doublé son capital, il compte
» aujourd'hui quatre filiales en Palestine, une banque et une
» représentation à Constantinople....

» Ce discours fut fréquemment arrêté par de violentes
» interruptions. Un moment, on put même craindre que les
» délégués, dans l'hémicycle, n'en vinssent aux mains. Menaces
» et insultes en toutes langues se croisaient sans discontinuer. »

Il ne tint qu'à un fil qu'ils ne fussent plus membres du Comité d'action. Ce devait être leur dernière victoire, car le

1. André SPIRE, *op. cit.*, p. 125.

2. Angel MARVAUD, *op. cit.*, p. 32.

prochain congrès allait être témoin du triomphe des sionistes pratiques.

Ces derniers n'étaient pas sans avoir quelques arguments non dénués de valeur et de nature à impressionner les masses. Ils reprochaient aux sionistes politiques de se figer dans une réelle immobilité et de se désintéresser de toute colonisation juive dans l'attente d'un problématique accord avec le Sultan. Au contraire, le meilleur argument à faire valoir auprès du gouvernement turc était de montrer ce dont les Juifs étaient capables de faire en Palestine ¹.

« Si le Sultan, disait le professeur Warburg, voit ce que nous » faisons au profit du pays, il exaucera plus facilement nos » vœux et de même les puissances qui doivent nous appuyer » pour obtenir la charte. Ma profonde conviction est que » nous n'arriverons à obtenir la charte qu'après que nous » aurons jeté les bases du travail économique en Palestine. »

Développer la colonisation en Palestine, étendre l'influence juive sur ce territoire, être à la tête du commerce, de l'agriculture et de l'industrie devaient aux yeux des sionistes pratiques, multiplier leur puissance d'intervention auprès de la Sublime Porte ².

« La force de conviction au point de vue politique croîtra » proportionnellement à nos positions en Palestine. » Dès lors le but essentiel était d'accroître de toute façon la colonisation palestinienne. C'était le renversement complet des idées herzliennes qui subordonnait toute émigration en Palestine à l'octroi préalable de garanties internationales.

Les sionistes politiques ripostèrent en reprochant aux sionistes pratiques leur peu de largeur de vues et d'oublier le but magistral de la doctrine herzlienne, la restauration de l'État juif. Ainsi que le déclarait leur porte-parole, Nordau ³ :

1. ST. PR. VIII. K. p. 200.

2. ST. PR. XI, K. p. 157.

3. BERNFELD, *op. cit.*, p. 435.

« Vous avez à prendre position au sujet de cette question » vitale, à savoir si le sionisme doit retourner à ses origines » antérieures à Herzl, s'il doit redevenir un soi-disant Chowewe » sionisme pratique destiné à aboutir par un effort gigantesque de tout le peuple Juif à l'installation en Palestine de » quelques douzaines de familles de colons subventionnés ; » ou bien s'il doit continuer la route tracée par Herzl et demeurer un grand mouvement politique universel qui ne trouve » de répit tant qu'il n'aura pas créé, avec l'approbation et » l'aide des puissances, des conditions normales de vie, » nécessaires au peuple juif tout entier, pour le salut de » celui-ci et le bien de la civilisation. »

La faveur des délégués alla plutôt à ceux qui parlaient de résultats tangibles et immédiats qu'aux sionistes politiques dont les idées pour être plus sûres n'en était pas moins d'une réalisation lointaine et douteuse. Et au dixième congrès, les sionistes pratiques prirent la place des sionistes politiques à la présidence du Congrès comme du Comité d'action. Ils s'efforcèrent conformément à leur programme d'étendre leur influence en Palestine soit en développant les anciennes colonies, soit en créant de nouveaux établissements.

En réalité, languissante fut leur action, le grand animateur qu'était Théodore Herzl ayant quitté la scène, ses successeurs ne purent qu'à grand'peine maintenir l'œuvre qu'il avait commencée. Sur 14.000.000 de Juifs, le sionisme en groupait à peine 200.000, une infime minorité. La question du nombre est évidemment un point secondaire, un petit groupe actif et énergique l'emporte sur une masse amorphe et inerte. Mais le point important à constater, c'est que depuis 1907, les adhérents au sionisme n'ont guère augmenté. On constate un léger accroissement après chaque congrès, mais cet écart ne se maintient pas et l'on retourne vite au chiffre antérieur. Ainsi, en 1907-1908, 76.583 cotisants ; en 1908-1909, année de congrès (106.224), 1909-1910 (71.530), 1910-1911, année de

congrès (104.354), 1911-1912 (88.081), 1912-1913, année de congrès (130.000).

Pour vivifier ce mouvement et le faire sortir de sa léthargie, il fallait un grand bouleversement de toutes choses. A la faveur du trouble ainsi engendré, le sionisme peut-être trouverait l'occasion propice de réaliser le rêve herzlien. La suite des événements nous montrera si la guerre a permis aux sionistes d'accomplir leur grande œuvre et de voir les étoiles symboliques de David accouplées des lions de Juda, devenir les nouvelles armes de la Palestine.

CHAPITRE III

LE SIONISME DEPUIS LA GUERRE ÉCHEC DE LA TENTATIVE PALESTINIENNE

§ 1. SUCCÈS DIPLOMATIQUE DES SIONISTES

Cette guerre qui semblait devoir assurer aux nationalités un âge d'or souleva tous les espoirs des sionistes. Ils pressentirent l'occasion unique qu'ils avaient de réaliser leurs aspirations et s'efforcèrent par tous les moyens de propagande d'intéresser à leur mouvement les grands états d'Occident. Avec sympathie leurs démarches furent suivies par les gouvernements Alliés. La raison profonde de cette bienveillance était le désir qu'avait l'Entente de favoriser tout ce qui pouvait entraîner de son côté les États-Unis. On savait combien puissante était au delà de l'Océan, la force des Juifs spécialement au point de vue financier. En satisfaisant ainsi les projets sionistes, on pourrait peut-être obtenir certaines facilités des banques Judéo-Allemandes de New-York. De plus le Président Wilson, entouré de courtisans juifs, serait certainement touché de ces marques de faveur à l'égard du sionisme et n'était-ce pas d'autre part flatter sa grande idée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Diverses tractations semi-officieuses eurent d'abord lieu entre les dirigeants sionistes, docteurs Weizmann et Sokolow et les délégués des gouvernements français et anglais en Palestine, Sir Mark Sykes et Monsieur Georges Picot. Les conversations entre les Anglais et les Juifs furent reprises à

Londres de façon discrète sans que le gouvernement y fût directement mêlé. En France, au contraire, Sokelow, Président du Comité sioniste, fut invité officiellement et reçu aux affaires étrangères le 22 mars 1917. « Il y exposa les grandes lignes » du programme sioniste auquel le gouvernement français » réserva un accueil des plus favorables. Il fut même autorisé » à publier par dépêche ce résultat aux organisations sionistes » de Russie et d'Amérique ¹ ».

Deux mois plus tard, après une nouvelle entrevue avec Monsieur Ribot, Président du Conseil, Sokelow recevait la lettre suivante qui consacrait de façon publique tout l'intérêt porté par le gouvernement français aux plans sionistes.

Paris, 4 juin 1917.

Monsieur,

Vous avez bien voulu m'exposer le projet auquel vous consacrez vos efforts et qui a pour objet de développer la colonisation israélite en Palestine. Vous estimez que, si les circonstances le permettent, et l'indépendance des Lieux Saints étant assurées d'autre part, ce serait faire œuvre de justice et de réparation, que d'aider à la renaissance sous la protection des puissances alliées, de la nationalité juive sur cette terre d'où le peuple d'Israël a été chassé il y a tant de siècles.

Le gouvernement français qui est entré dans la présente guerre pour défendre un peuple injustement attaqué et qui poursuit la lutte pour assurer le triomphe du droit sur la force, ne peut éprouver que de la sympathie pour votre cause dont le triomphe est lié à celui des alliés.

Je suis heureux de vous en donner ici l'assurance.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Signé : JULES CAMBON.

M. N. SOKOLOW, *Hôtel Meurice, Paris.*

Mais en Angleterre, où depuis le temps de Herzl déjà, des relations étroites avaient existé entre le mouvement sioniste

1. Voir SOKOLOW, « *The History of Zionism*, p. 52 et suivantes.

et le Foreign Office, les pourparlers continuaient activement et devaient aboutir à la célèbre déclaration Balfour. Le ministre des Affaires Étrangères d'Angleterre s'exprimait comme suit dans la lettre qu'il adressait à Lord Rothschild, Vice-Président de la Fédération sioniste anglaise.

Foreign-Office, le 2 novembre 1917.

Cher Lord Rothschild,

J'ai le grand plaisir de vous adresser, de la part du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration suivante sympathisant avec les déclarations juives sionistes, déclaration qui soumise au cabinet, a été approuvée par lui.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un « Foyer National » pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politiques dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.

Je vous serai obligé de porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Sincèrement votre :

Signé : ARTHUR JAMES BALFOUR.

Sur les masses juives, férues de l'idéal messianique, cette déclaration eut un immense retentissement. Dans leur enthousiasme délirant, elles louaient Jéhovah qui après avoir brisé l'empire Russe, l'empire des pogroms, conduisait en la terre promise son peuple bien-aimé.

En des termes ardents Sokolow, dans son Histoire du sionisme, se fit l'interprète des sentiments de ses coreligionnaires ¹.

« Notre antique foyer de nouveau va renaître à la civilisation. Pendant dix-neuf siècles, il fut transformé en désert, pendant dix-neuf siècles le peuple juif, privé de sa terre,

1. SOKOLOW, *op. cit.*, t. II, p. 84.

» chercha partout une place où il aurait pu avoir la liberté
» d'agir et de penser et les générations succédèrent aux
» générations en rêvant du retour à Sion. Des générations et
» des générations tirèrent de cette pensée la force de vivre et
» de lutter. Maintenant le rêve de nos ancêtres est sur le
» point de devenir une réalité.... Au milieu de la tempête et
» du feu, un peuple et un pays paraissent devoir ressusciter. »

Avec une unanimité parfaite, la presse anglaise approuva sans aucune réserve la déclaration Balfour. Depuis le *Times* jusqu'au *Manchester Guardian*, nulle voix discordante ne s'éleva pour blâmer le gouvernement britannique. Les Anglais comprenaient l'habile politique de leur gouvernement qui faisait cette manifestation, au moment même où les troupes du général Allenby allaient occuper Jérusalem. En raison des droits acquis de la France, l'Angleterre ne pouvait décemment accaparer pour elle seule la Palestine. Elle pensait y arriver sous le couvert du sionisme et justifier ainsi ses prétentions sur la Judée.

Cette arrière-pensée de l'Angleterre transpirait sous les lignes suivantes du « *The Irish Times* » :

« En endossant ainsi les aspirations sionistes au moment où
» Jérusalem peut entendre le tonnerre lointain des canons
» britanniques, le gouvernement fait une manifestation
» politique de haute importance et d'une très lointaine portée.
» C'est enfin une politique réalisable et entièrement dési-
» rable. Du point de vue britannique la défense du canal de
» Suez sera bien mieux assuré par l'établissement en Palestine
» d'un peuple dévoué, et cette sécurité sera seule garantie par
» la restauration des Juifs sous la tutelle britannique. Et au
» point de vue européen ce sera un réel avantage de voir les
» Juifs devenus, suivant les termes du *The Jewish Chronicle*,
» une nation et non plus un peuple international. »

Désireux de compléter la déclaration anglaise par l'acquiescement des autres puissances de l'Entente, les sionistes firent des démarches en France et en Italie. Ils obtinrent aisément

gain de cause et reçurent les lettres suivantes adressées à leur président Monsieur Sokolow par MM. Pichon et Sonnino qui présidaient respectivement aux destinées extérieures de la France et de l'Italie.

La communication française s'exprimait commè suit :

République française,

Ministre des Affaires Étrangères.

Direction des Affaires Politiques
et Commerciales

Paris, le 14 février 1918.

Monsieur,

Comme il a été convenu au cours de notre entretien le samedi 9 de ce mois, le Gouvernement de la République, en vue de préciser son attitude vis-à-vis des aspirations sionistes, tendant à créer pour les Juifs en Palestine un foyer national, a publié un communiqué dans la presse.

En vous communiquant ce texte, je saisis avec empressement l'occasion de vous féliciter du généreux dévouement avec lequel vous poursuivez la réalisation des vœux de vos coreligionnaires, et de vous remercier du zèle que vous apportez à leur faire connaître les sentiments de sympathie que leurs efforts éveillent dans les pays de l'entente et notamment en France.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération.

Signé : PICHON.

M. SOKOLOW, *Hôtel Meurice, Paris.*

A la presse était adressé le communiqué suivant :

Monsieur Sokolow, représentant des Organisations Sionistes a été reçu, ce matin au Ministère des Affaires Étrangères par Monsieur Stéphane Pichon, qui a été heureux de lui confirmer que l'entente est complète entre les gouvernements français et britannique en ce qui concerne la question d'un établissement juif en Palestine.

La déclaration italienne transmise par l'intermédiaire du

marquis Impériali, ambassadeur d'Italie à Londres, était ainsi libellée :

Ambassade d'Italie.

Londres, le 9 mai 1918.

Mon cher Monsieur,

D'ordre de son excellence, le baron Sonnino, ministre des Affaires Étrangères de Sa Majesté, j'ai l'honneur de vous informer qu'en réponse à votre demande, le gouvernement de Sa Majesté est heureux de confirmer les déclarations déjà faites par ses représentants à Washington, La Haye et Salonique, à savoir qu'il est entièrement disposé à agir en vue de faciliter en Palestine l'établissement d'un centre national juif, étant bien entendu qu'aucun préjudice ne serait ainsi causé, soit aux droits civils et religieux, des communautés non juives vivant en Palestine, soit au statut légal ou politique dont peuvent jouir les Juifs partout ailleurs.

Veuillez agréer, mon cher Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Signé : IMPÉRIALI.

Monsieur NAHUM SOKOLOW,

175, *Piccadilly. W-I.*

Il ne restait plus qu'à obtenir le consentement du Président Wilson pour avoir l'engagement formel des quatre principales puissances qui allaient par la suite tenter de reconstruire un monde nouveau. Cet acquiescement était certain et le juge Brandeis, conseiller intime du Président, avait déjà pu le promettre aux sionistes. Aussi ceux-ci ne furent-ils pas étonnés quand au mois d'août 1918, ils reçurent l'approbation entière du chef d'État Américain qui s'exprimait ainsi :

J'ai suivi avec un profond et sincère intérêt, le travail de reconstruction que la Commission Weizmann a fait en Palestine sur la demande du gouvernement anglais et je me réjouis de l'occasion qui m'est donnée de vous exprimer ma satisfaction du progrès que le mouvement sioniste a fait aux États-Unis et dans les peuples alliés, depuis la déclaration faite par M. Balfour, au nom du gouvernement anglais, déclaration approuvant l'établissement en

Palestine d'un Home National pour le peuple juif et la promesse que le gouvernement anglais fera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif — étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politiques dont les Juifs jouissent dans tout autre pays. Je suis certain que tous les Américains seront profondément émus du rapport qu'en dépit des difficultés actuelles, la Commission Weizmann a pu faire en vue de la fondation à Jérusalem d'une université hébraïque — gage d'une renaissance spirituelle.

Forts de l'adhésion des principales puissances, les sionistes, par l'intermédiaire du comité des délégations juives, agirent auprès des plénipotentiaires alliés tout autant pour l'octroi de droits en faveur des minorités nationales que pour la réalisation de l'idéal sioniste en Palestine. Leur action fut couronnée de succès. Et le 24 avril 1920, le Conseil suprême décida l'insertion dans le futur traité turc de la déclaration Balfour qui devait recevoir son application par l'intermédiaire d'un mandataire choisi par les puissances et nommé par la Société des Nations. Le texte de cet article 95 était ainsi conçu :

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour confier par application des dispositions de l'article 22, l'administration de la Palestine, dans les frontières qui seront déterminées par les principales puissances alliées, à un mandataire qui sera choisi par lesdites puissances. Le mandataire sera responsable de la mise à exécution de la déclaration, originairement faite le 2 novembre 1917 par le gouvernement britannique et adoptée par les autres puissances alliées, en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, étant bien entendu que rien ne sera fait qui pourrait porter préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives en Palestine, non plus qu'aux droits et au statut politique profitant aux Juifs dans tout autre pays.

La puissance mandataire s'engage à nommer dans le plus bref délai une Commission spéciale pour étudier toute question concernant les différentes communautés religieuses et en établir

le règlement. Il sera tenu compte, dans la composition de la Commission, des intérêts religieux en jeu. Le président de la Commission sera nommé par le Conseil de la Société des Nations.

Le principe du mandat admis, se présentait immédiatement la grave question du choix du mandataire. Deux puissances pouvaient revendiquer cette fonction, la France et l'Angleterre. En droit et en fait, nulle n'était mieux qualifiée que la France qui avait déjà obtenu la promesse du mandat Syrien dont la Palestine n'était que la dépendance. Mais l'Angleterre, qui connaissait tout l'intérêt stratégique et politique de la Palestine, avait la ferme volonté de conserver ce dernier pays qu'elle occupait d'ailleurs déjà par les armes. De plus, elle avait l'avantage d'être appuyée par toutes les organisations sionistes qui, reconnaissantes de l'aide que leur avait toujours fournie l'Angleterre, ne voulaient d'autre tutrice que la Grande-Bretagne. Complètement absorbés par les difficultés allemandes, les Français s'inclinèrent et le 5 août 1920 ils reconnurent à l'Angleterre le mandat sur la Palestine.

§ 2. CRITIQUE DU PROJET DE MANDAT ANGLAIS

Convaincus du généreux libéralisme des Anglais, des sionistes de bonne foi ne doutaient pas de voir leurs plus chers desseins entièrement réalisés grâce à l'intervention bienveillante de l'Empire britannique. Ils se trompaient cruellement ainsi que le prouve l'analyse critique du projet de mandat ci-après. En effet les Anglais devaient se servir du sionisme comme d'un paravent à l'abri duquel ils espéraient pouvoir réaliser leurs ambitions impérialistes.

PROJET DU MANDAT ANGLAIS EN PALESTINE

Le Conseil de la Société des Nations,

Attendu que par l'article 132 du traité de paix signé à Sèvres le 10 août 1920, la Turquie a renoncé, en faveur des principales puissances alliées, à tous ses droits et titres sur la Palestine ;

Attendu que par l'article 95 du même traité, les hautes parties contractantes ont convenu, de confier, par application des dispositions de l'article 22, l'administration de la Palestine, dans l'étendue des frontières que les principales puissances alliées auront à déterminer, à un mandataire choisi par lesdites puissances ;

Attendu que, par le même article, les hautes parties contractantes ont convenu, en outre, que la puissance mandataire aura la responsabilité de donner une exécution à la déclaration faite en premier le 2 novembre 1917 par le gouvernement de Sa Majesté britannique et adoptée par les autres puissances alliées, en faveur de l'établissement, en Palestine d'un Foyer National pour le peuple juif, étant bien entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine ou aux droits et au statut politiques dont jouissent les Juifs dans tout autre pays ;

Attendu que par là on a reconnu le lien historique du peuple juif avec la Palestine et les motifs de reconstruction de son Foyer National dans ce pays ;

Attendu que les principales puissances alliées ont choisi Sa Majesté Britannique comme mandataire pour la Palestine ;

Attendu que les termes du mandat concernant la Palestine ont été formulés comme ci-dessous et soumis au Conseil de la Société des Nations ;

Attendu que Sa Majesté Britannique a accepté le mandat relatif à la Palestine et se propose de l'exercer pour le compte de la Société des Nations, conformément aux stipulations qui suivent.

Approuve, par les présentes, le texte ci-après dudit mandat :

ARTICLE PREMIER. — Sa Majesté Britannique aura le droit d'exercer comme mandataire tous les pouvoirs afférents au gouvernement d'un État souverain, sous les réserves que comporte le présent mandat.

ARTICLE 2. — Le mandataire aura le devoir de placer le pays dans des conditions politiques, administratives et économiques, de nature à assurer l'établissement du Foyer National juif, comme il est formulé dans le préambule, et le développement d'institutions autonomes, et à sauvegarder les droits civils et religieux de tous les habitants de la Palestine, sans distinction de race et de religion.

ARTICLE 3. — Le mandataire encouragera dans la plus large

mesure l'autonomie communale (self-government) compatible avec les conditions imposées.

ARTICLE 4. — Une agency appropriée, reconnue comme corps public agira à titre de conseil en coopération avec le gouvernement de Palestine dans les questions économiques, sociales et autres qui peuvent concerner l'établissement du Foyer National juif et les intérêts de la population juive en Palestine et, toujours sous le contrôle du gouvernement, pour seconder le développement du pays et y prendre part.

L'organisation sioniste, aussi longtemps que son organisation et sa constitution seront jugées appropriées par le mandataire, sera reconnue comme l'agency juive qualifiée. Elle prendra, d'accord avec le gouvernement de Sa Majesté Britannique, des mesures pour assurer la coopération de tous les Juifs qui sont désireux de collaborer à l'établissement du Foyer National juif.

ARTICLE 5. — Le mandataire aura la charge de veiller à ce qu'aucun territoire palestinien ne soit cédé, loué ou placé, de quelque façon que ce soit, sous le contrôle du gouvernement d'une puissance étrangère.

ARTICLE 6. — L'administration de la Palestine, tout en garantissant qu'aucun préjudice ne sera porté aux droits et à la situation des autres éléments de la population, facilitera l'immigration juive dans des conditions convenables, et encouragera, en coopération avec l'agency juive mentionnée à l'article 4, une colonisation compacte du pays par les Juifs, y compris des terrains domaniaux, et des terres abandonnées qui ne seront pas réclamées pour des buts publics.

ARTICLE 7. — L'administration de la Palestine devra élaborer une loi sur la nationalité. Cette loi contiendra des dispositions facilitant l'acquisition du droit de citoyen palestinien aux Juifs qui établissent leur résidence permanente en Palestine.

ARTICLE 8. — Les immunités et privilèges, y compris les bénéfices de la juridiction et de la protection consulaires dont les étrangers jouissaient autrefois sous le régime des Capitulations ou qui étaient en usage dans l'Empire Ottoman, sont définitivement abrogés en Palestine.

ARTICLE 9. — Le mandataire devra veiller à ce que le régime judiciaire établi en Palestine sauvegarde : a) les intérêts des étran-

gers ; b) la loi et (dans la mesure jugée utile) la juridiction actuellement en vigueur en Palestine dans les questions soulevées par les croyances religieuses de certaines communautés (comme les lois du Wakouf et le statut personnel). La Puissance mandataire accepte notamment que le contrôle et l'administration des biens Wakoufs soient exercés en conformité avec la loi religieuse et les dispositions des fondateurs.

ARTICLE 10. — Jusqu'à ce que soient établis des accords spéciaux d'extradition concernant la Palestine, les traités d'extradition existant entre la puissance mandataire et les autres puissances étrangères s'appliqueront à la Palestine.

ARTICLE 11. — L'administration de la Palestine prendra toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la communauté en ce qui concerne le développement du pays et, d'après l'article 311 du traité de paix avec la Turquie, elle aura tout pouvoir pour assurer le droit public de propriété ou le contrôle de toutes les ressources naturelles du pays ou des travaux publics et services d'utilité publique qui y sont ou y seront établis. Elle introduira un régime agraire conforme aux besoins du pays en tenant notamment compte de l'opportunité qu'il y a à favoriser la colonisation compacte (close settlement) et la culture intensive du sol.

L'administration pourra s'entendre avec l'agency juive mentionnée à l'article 4 pour que celle-ci construise ou entreprenne à des conditions favorables et équitables, tous travaux publics, services et aménagements d'utilité publique et développe toutes les ressources naturelles du pays au cas où l'administration n'en assumera pas directement l'exécution. Tous les arrangements de cette nature pourvoient à ce qu'aucun profit à répartir, directement ou indirectement, par ladite agency, n'excède un taux raisonnable d'intérêts du capital et que tous autres profits soient utilisés par elle dans l'intérêt du pays et d'une manière approuvée par l'administration.

ARTICLE 12. — La Puissance mandataire sera chargée du contrôle des relations étrangères de la Palestine et du droit de délivrer l'exequatur aux consuls nommés par les Puissances étrangères. Elle a également qualité pour accorder la protection diplomatique et consulaire aux citoyens de la Palestine en dehors de ses limites territoriales.

ARTICLE 13. — La Puissance mandataire assume toute responsabilité au sujet des lieux saints et monuments ou sites religieux en Palestine, y compris le respect des droits existants, le maintien du libre accès aux lieux saints, monuments et sites religieux et du libre exercice du culte, tout en garantissant les exigences de l'ordre et de la moralité publique ; elle ne sera responsable, pour tout ce qui précède, que devant le Société des Nations, il est entendu, toutefois, que rien dans cet article n'empêche la Puissance mandataire de conclure avec l'administration tels arrangements qu'elle peut juger nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions de cet article ; il est entendu également que ce mandat ne saurait être aucunement interprété comme conférant à la Puissance mandataire le droit d'intervenir dans la construction ou la gestion des tombes sacrées purement musulmanes, dont les immunités sont garanties.

ARTICLE 14. — En conformité avec l'article 95 du traité de paix avec la Turquie, la Puissance mandataire se charge de désigner aussitôt que possible une Commission spéciale pour étudier et régler toutes les questions et réclamations relatives aux différentes communautés religieuses. Il sera tenu compte, dans la composition de cette Commission, des intérêts religieux en cause. Le président de la Commission sera nommé par le Conseil de la Société des Nations. Cette Commission aura pour devoir de veiller à ce que certains lieux saints, monuments ou sites qui sont l'objet d'une vénération spéciale de la part de fidèles de l'une ou l'autre religion, soient confiés au contrôle permanent d'administrations (bodies) qualifiées représentant les adhérents de cette religion.

Le choix des lieux saints, monuments ou sites religieux dont la garde sera ainsi organisée, sera fait par la Commission et soumis à l'approbation de la Puissance mandataire.

Néanmoins, dans tous les cas prévus par cet article, le droit et le devoir de la Puissance mandataire de maintenir l'ordre et la décence dans les lieux en question restent entiers ; les monuments et lieux saints seront soumis aux dispositions des lois sur les monuments publics qui pourront être décrétées en Palestine avec l'approbation de la Puissance mandataire.

Les droits de contrôle conférés par cet article seront placés sous la garantie de la Société des Nations.

ARTICLE 15. — La Puissance mandataire veillera à ce que la pleine liberté de conscience et le libre exercice de toutes les formes

de cultes soient assurés à tous, sous réserve uniquement du respect de l'ordre public et de la morale. Aucune distinction, de quelque genre que ce soit, ne sera faite entre les habitants de la Palestine du fait de la race, de la religion ou de la langue. Aucune personne ne pourra être exclue de la Palestine pour le seul motif de sa croyance religieuse.

Le droit reconnu à chaque communauté de conserver ses propres écoles pour l'éducation de ses propres membres dans sa langue propre (en se conformant aux obligations de caractère général que l'Administration peut imposer) ne sera ni contesté ni entravé.

ARTICLE 16. — La Puissance mandataire aura la charge d'exercer sur toute entreprise missionnaire en Palestine telle surveillance que nécessiterait le respect de l'ordre public et d'un bon gouvernement. Sous réserve de cette surveillance, aucune mesure ne sera prise en Palestine pour faire obstacle à des entreprises de ce genre ou s'y immiscer, ni pour établir des distinctions à l'égard de tel ou tel missionnaire, à cause de sa religion ou de sa nationalité.

ARTICLE 17. — L'Administration de la Palestine peut organiser, par voie d'engagements volontaires, les forces nécessaires au maintien de la paix et de l'ordre, et aussi à la défense du pays ; elles seront soumises, toutefois, à la surveillance de la Puissance mandataire, qui ne doit pas les employer à des buts différents de ceux spécifiés ci-dessus, sauf du consentement de l'Administration de la Palestine, et en dehors des objets ci-dessus spécifiés, aucune force militaire, navale ou aérienne ne devra être créée ou entretenue par l'Administration de la Palestine.

Cet article n'interdit pas à l'Administration de la Palestine de contribuer aux dépenses des forces entretenues par la Puissance mandataire en Palestine.

La Puissance mandataire aura en tout temps la faculté d'utiliser les routes, chemins de fer et ports de Palestine pour les mouvements de troupes et le transport de combustible et provisions.

ARTICLE 18. — La Puissance mandataire doit veiller à ce qu'il n'y ait aucune distinction, en Palestine, entre les nationaux de n'importe lequel des États membres de la Société des Nations (y compris les compagnies constituées sous leurs lois) et ceux de la Puissance mandataire ou de n'importe quel État étranger, en ce qui concerne les impôts, le commerce ou la navigation,

l'exercice d'industries ou de professions ou le régime des navires ou de la circulation aérienne. De même, il ne doit être fait aucune distinction, en Palestine, entre les marchandises provenant de n'importe quel desdits États ou lui étant destinées, et il y aura liberté de transit sous d'équitables conditions à travers le territoire mandaté.

Sous réserve des clauses ci-dessus indiquées et de toutes autres dispositions de ce mandat, l'Administration de la Palestine peut, sur l'avis de la Puissance mandataire, imposer telles taxes et tels droits de douane qu'elle jugera nécessaires et prendre telles mesures qu'elle estimera de nature à promouvoir le développement des ressources naturelles du pays et à sauvegarder les intérêts de la population.

Les clauses de cet article n'empêcheront pas le gouvernement de la Palestine de conclure, sur l'avis de la Puissance mandataire, des conventions spéciales de douane avec un État dont le territoire était entièrement compris, en 1914, dans la Turquie d'Asie ou l'Arabie.

ARTICLE 19. — La Puissance mandataire adhérera, au nom de l'Administration, à toutes conventions générales internationales déjà existantes ou qui pourront être conclues par la suite avec l'approbation de la Société des Nations concernant la traite des noirs, le trafic des armes et munitions ou le trafic des substances vénéneuses, ou relatives à l'égalité commerciale, à la liberté de transit et de navigation, à la navigation aérienne et aux communications postales, télégraphiques et de téléphonie sans fil, ou à la propriété littéraire, artistique ou industrielle.

ARTICLE 20. — La Puissance mandataire coopérera, au nom de l'Administration de la Palestine, autant que le permettront les conditions religieuses, spéciales et autres, à l'exécution de toutes les mesures de polices commune adoptées par la Société des Nations pour prévenir et combattre les maladies, y compris celles des règnes végétal et animal.

ARTICLE 21. — La Puissance mandataire pourvoira, dans les douze mois qui suivront l'entrée en vigueur de ce mandat, à la publication et à l'exécution d'une loi sur les monuments antiques basée sur les dispositions de l'article 412, XIII^e partie, du traité de paix avec la Turquie. Cette loi remplacera l'ancienne loi ottomane des Antiquités et assurera l'égalité de traitement, en matière

de recherches archéologiques, aux nationaux de tous les États membres de la Société des Nations.

ARTICLE 22. — L'anglais, l'arabe et l'hébreu seront les langues officielles de la Palestine. Toutes les pièces officielles ou inscriptions en arabe sur les timbres ou les monnaies en Palestine seront reproduites en hébreu, et toutes les pièces officielles ou inscriptions en hébreu seront reproduites en arabe.

ARTICLE 23. — L'Administration de la Palestine reconnaîtra les jours fériés des diverses communautés comme jours de repos légal pour les membres desdites communautés.

ARTICLE 24. — La Puissance mandataire présentera chaque année au Conseil de la Société des Nations, un rapport sur les mesures prises en exécution des dispositions du Mandat. Toutes les lois et réglementations promulguées ou publiées durant l'année seront jointes au rapport.

ARTICLE 25. — Si un différent venait à surgir entre les membres de la Société des Nations sur l'interprétation ou l'application de ces articles, qui ne puisse être réglée à l'amiable, il sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale prévue par l'article 14 du règlement de la Société des Nations.

ARTICLE 26. — L'adhésion du Conseil de la Société des Nations est nécessaire pour toute modification aux termes du présent Mandat dans le cas d'une modification proposée par la Puissance mandataire ; l'agrément peut être voté par la majorité de l'Assemblée.

ARTICLE 27. — A l'échéance de l'expiration du mandat conféré à la Puissance mandataire par cette déclaration, le Conseil de la Société des Nations prendra tels arrangements qui pourront être jugés nécessaires pour sauvegarder à perpétuité les droits assurés par les articles 13 et 14 et pour faire en sorte que, sous la garantie de la Société, le gouvernement de la Palestine fasse pleinement honneur aux obligations financières contractées par l'Administration de la Palestine pendant la durée du mandat.

Ce qui frappe tout d'abord dans ce projet de mandat, ce sont les pouvoirs exorbitants conférés à la puissance mandataire. Elle jouit de la souveraineté extérieure la plus complète,

car d'après l'article 12 elle sera chargée « du contrôle des » relations étrangères de la Palestine et du droit de délivrer » l'exequatur aux consuls nommés par les puissances étrangères. Elle a également qualité pour accorder la protection » diplomatique et consulaire aux citoyens de la Palestine en » dehors de ses limites territoriales. »

En dépit de quelques réserves faites en faveur des Juifs, ses droits au point de vue de la souveraineté intérieure ne sont guère moins illimités. Elle préside à l'organisation économique, judiciaire et administrative du pays avec la plus absolue liberté. Tous pouvoirs lui appartiennent pour « réglementer la » propriété publique ainsi que le contrôle de toutes les richesses » naturelles du pays ou de tous ouvrages, services et établissements publics qui y sont installés (Article II) ». Aucun domaine n'échappe à la puissance mandataire, l'organisation de l'armée comme celle des écoles se trouvent soumis à son étroit contrôle (Articles 15 à 17). Arbitrairement, elle fait table rase du passé et ne reconnaît plus que trois langues. « L'anglais, l'arabe et l'hébreu seront seules langues officielles » (Article 22). D'ailleurs pour qu'il n'y ait pas confusion sur la nature des pouvoirs de la puissance mandataire, l'article premier du projet déclare sans ambiguïté : « Sa Majesté aura » le droit à titre de mandataire d'exercer tous les pouvoirs que » comporte le gouvernement d'un état souverain.... »

La lecture d'un semblable texte permet de se demander quelle différence il y a entre une annexion pure et simple et un mandat entendu de cette façon. Plus draconien que le protectorat, ce projet de mandat ne laisse pas même subsister la fiction d'une pseudo-souveraineté se survivant au moins au point de vue de l'administration interne. Ici le pouvoir de la puissance mandataire est absolu tant au point de vue des relations extérieures que pour l'organisation intérieure du pays. Était-ce pour arriver à un tel résultat que la Société des Nations avait fait entrer dans le droit international cette nouvelle notion du mandat. Nullement et rien n'est plus

contraire aux idées qui ont présidé au pacte de la Société des Nations que le projet de mandat anglais. Loin de favoriser l'esprit de conquête, le mandat, dans l'intention de ses auteurs, avait pour but unique de faciliter la naissance de nouvelles nationalités. La puissance qui était appelée à jouer le rôle de mandataire devait considérer sa fonction comme celle d'un tuteur à l'égard d'un pupille. Et particulièrement en ce qui concerne les territoires soustraits à la Turquie, le pacte souligne le caractère limitatif de la mission remplie par le mandataire. Son action doit être de suppléer momentanément au manque d'expérience et d'organisation de nations qui, récemment écloses à la vie politique, ne sont pas encore capables de se diriger seules. Le texte est formel.

ARTICLE 22. — ... Le caractère du mandat doit différer suivant le degré de développement du peuple, la situation géographique du territoire, ses conditions économiques et toutes autres circonstances analogues.

Certaines communautés, qui appartenaient autrefois à l'Empire Ottoman, ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme nation indépendante peut être reconnue provisoirement à la condition que les conseils et l'aide d'un mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. Les vœux de ces communautés doivent être pris d'abord en considération pour le choix du mandataire.

Ce dernier alinéa ne paraît pas avoir été non plus observé par l'Angleterre, car le mandat qui lui est confié a soulevé, ainsi que nous le verrons plus loin, l'opposition unanime des Palestiniens.

Et ce projet de mandat qui doit s'exercer à l'encontre des vœux de la population assujettie, cause également aux sionistes sincères une réelle déception. Loin de réaliser l'objet du sionisme, le mandat tolère uniquement l'existence d'un bureau juif chargé sous un étroit contrôle d'aider par ses conseils ou son action l'administration de la Palestine dans

telles questions économiques, sociales et autres qui peuvent se rattacher à l'établissement d'un foyer national juif (article 4). Cette faible participation des Juifs à l'administration intérieure de la Palestine est d'ailleurs rendue des plus précaires par ce fait que le mandataire se réserve le droit de supprimer quand bon lui semblera le bureau juif. De même pour l'organisation économique du pays, l'administration sera libre de recourir ou non au bureau juif, l'article 11 stipule en effet que l'administration peut traiter avec le bureau juif.... Elle n'en fait pas une obligation.

Cependant, comme on ne peut pas trop ouvertement violer la promesse contenue au début du mandat, celle de « mettre » à exécution la déclaration Balfour en faveur de l'établissement en Palestine d'un foyer national juif, on posera « quelques beaux principes. » Mais l'application de ces derniers est toujours détruite par quelque réticence ou quelque incidente. Ainsi sous l'article II, on déclare nettement « que le mandataire sera tenu d'organiser dans le pays un régime politique, » administratif et économique rendant possible l'établissement d'un foyer national juif, tel qu'il est prévu dans le » préambule. »

Le premier point n'est-il pas de favoriser l'émigration, l'article VI le prévoit en disant que l'Administration sera tenue de faciliter l'émigration juive, mais, ajoute-t-il, dans des conditions convenables. Cette réserve limite étrangement la portée de cette obligation.

Si le mandat anglais était contraire aux visées sionistes, il l'était encore davantage aux idées herzliennes. Le fondateur du sionisme en effet n'avait pas tant pour but le retour en Palestine que l'octroi de l'autonomie sur un territoire quel qu'il fût. Or, le projet britannique tout en parlant de la Palestine, ne laissait pas même aux Juifs un semblant d'indépendance. Herzl qui avait de son vivant accepté l'Ouganda avec la liberté aurait certainement refusé la terre judaïque offerte sous de pareilles restrictions. Et même si les conditions

anglaises avaient été satisfaisantes, Herzl, en dépit des écarts de son imagination, aurait eu assez de réalisme pour comprendre l'impossibilité de réaliser le programme sioniste sur un pays tel que la Palestine.

§ 3. OBSTACLES A LA RÉALISATION DU PLAN SIONISTE EN PALESTINE

A. Les sionistes sont sans droit sur la Palestine.

Tout d'abord en droit strict, l'occupation de la Palestine par les Juifs ne se justifierait que si elle était également demandée par les habitants de ce territoire. Sous peine de violer ouvertement le droit des gens, les Juifs ne pouvaient s'établir en Palestine qu'en plein accord avec les Palestiniens. Dans le cas contraire, c'était une pure conquête qu'aucun raisonnement n'aurait pu légitimer.

A l'appui de leurs revendications, les Juifs ont invoqué un prétendu droit historique. Cette terre palestinienne, qu'ils réclament comme leur, ils l'occupaient il y a deux mille ans et c'est par la force qu'ils en furent dépossédés. C'est inexact, jamais les Romains ne chassèrent les Juifs de Palestine, ils leur interdirent seulement de résider à Jérusalem. Et cette défense ne subsista que sous les empereurs païens, après, les Juifs eurent toute licence pour habiter la ville sainte. Si leur nombre demeura petit en Palestine, c'est qu'ils le voulurent bien et préférèrent s'établir en des centres plus actifs et plus importants de l'Empire.

En supposant même, ce qui n'est pas, l'expulsion brutale des Juifs par les légionnaires de Rome, ce fait à lui seul ne pourrait justifier les réclamations juives. En droit, la violence ne légitimant pas la violence, les Juifs ne peuvent baser leurs prétentions sur ce droit de premier occupant. Si pareil motif était admis, il n'y aurait plus aucune stabilité dans le droit international. La plupart des états actuels sont fondés sur la

dépossession brutale d'états antérieurement existants. Permettre à ces derniers de pouvoir revendiquer indéfiniment leur statut originaire quelque soit le délai écoulé depuis le changement subi, serait créer dans le monde un état d'anarchie et de guerres perpétuelles. Le fait même d'un long écoulement de temps depuis le moment où se produisit la conquête, implique chez le peuple assujetti un consentement tacite ou non au nouvel ordre de choses.

D'ailleurs, si on n'admet pas la prescription en droit international, on risque d'aboutir à un cercle vicieux. En effet quelque'ancienne que soit l'origine d'un peuple, toujours il fut précédé par un autre. Pour les Juifs, en particulier, le fait est exact. Loin d'être pacifique, leur établissement en Palestine se fit par la seule force du glaive. Et les envahis n'eurent d'autres ressources que de périr ou de se soumettre. Et les peuples qui cultivent encore aujourd'hui les maigres terres de Judée sont peut-être des descendants des Chananéens primitifs.

Les aspirations millénaires d'Israël, clamées aux quatre vents du Ciel par la voix de ses poètes ou de ses prêtres, peuvent être un témoignage manifeste de la survivance de la nation juive, mais elles n'entraînent cependant pas pour les Israélites le droit d'avoir la Palestine. Un désir si vif et tenace soit-il, n'est pas générateur d'un droit. Herzl l'avait bien compris et dans son ouvrage ce qu'il réclamait, c'était le droit pour les Juifs de former un corps de nation pouvant s'organiser librement sur un territoire déterminé. Tout en ayant une plus grande propension pour l'antique Judée, que pour toute autre région, il ne la revendiquait pas, sachant que sa nation était sans droit sur elle.

Le projet de mandat examiné plus haut, si imparfait et incomplet qu'il soit, a pourtant implicitement reconnu que la Palestine n'était pas obligatoirement due aux Juifs. Il ne parle pas en effet d'un droit historique, mais uniquement de biens historiques du peuple juif avec la Palestine.

B. La Palestine ne peut nourrir le peuple juif.

Si dans le domaine du droit, à défaut d'arguments les Juifs peuvent présenter des raisons plus ou moins spécieuses, il est un fait devant lequel les sionistes palestiniens, même les plus enthousiastes, sont forcés de s'incliner. La Palestine ne peut nourrir les douze à treize millions de Juifs épars dans tout l'univers. Équivalant comme étendue à trois de nos départements, les 30.000 km² de la Palestine, couverts de nombreuses régions rocailleuses et d'une stérilité légendaire ne peuvent tout au plus nourrir que deux millions d'habitants. C'est d'ailleurs l'avis d'un témoin impartial et particulièrement compétent en la matière, Monsieur Henri Morgenthau, ambassadeur des États-Unis à Constantinople et lui-même de nationalité juive. Il déclare à ce sujet ¹ :

« La vérité est que la Palestine même en état de prospérité »
» ne peut nourrir une importante population. Elle a un sol »
» maigre et avare. C'est un pays de collines rocheuses, sur »
» lequel, pendant des siècles, un peuple courageux s'est »
» efforcé de vivre en cultivant avec de multiples difficultés »
» quelques bribes de terre dispersées ça et là.... Les rivières, »
» en petit nombre et de faible courant, sont totalement »
» insuffisantes pour un système de grande irrigation nécessaire »
» cependant pour exploiter rationnellement le pays. Les »
» nappes souterraines d'eau ne peuvent être utilisées que »
» moyennant des dépenses prodigieuses. Il y a treize millions de »
» Juifs dans le monde, l'organisation sioniste reconnaît »
» elle-même que la Palestine ne peut en recevoir plus de »
» cinq millions. Même cette affirmation est extraordinairement »
» exagérée. Après une enquête approfondie faite sur place en »
» Palestine, je puis annoncer que la Palestine ne pourra pas »
» faire vivre plus d'un million de nouveaux habitants.

1. Henry MORGENTHAU, *Zionism a Surrender, not a solution*, p. 5, *The World's Work*, 21 july 1921.

Comment serait-il possible, dans un territoire à la fois si menu et si peu productif, d'opérer la concentration territoriale du peuple juif. Que deviennent devant cette évidence brutale les déclarations enthousiastes de ceux qui, au rebours de Herzl, voulurent la Palestine avant tout. Il ne suffit pas d'affirmer comme Monsieur Berneeld, en fermant les yeux à la réalité, que¹ « la transplantation des Juifs doit commencer » immédiatement... elle doit se faire par masse de centaines « de mille ». Complètement irréalisable est cette émigration tant en raison de la petitesse du pays que de l'opposition des autotochtones.

Les dirigeants actuels du sionisme n'ont pas été sans s'apercevoir de l'incompatibilité absolue de la Palestine avec la réalisation de l'idéal sioniste. Mais loin de détromper les masses juives dont l'illusion leur procurait de grosses ressources, ils ont préféré les maintenir coûte que coûte dans le mirage palestinien. Et dans ce but, ils n'ont pas hésité à modifier complètement le programme herzlien. Il ne s'agit plus maintenant de restaurer l'état sioniste indépendant et souverain, mais seulement de créer à l'ombre du drapeau britannique, un centre religieux et intellectuel du sionisme. C'est la théorie d'Achaad Haam, tout à fait opposée à celle du sionisme puisqu'au lieu de viser à la reconstitution territoriale de la nation juive, elle aboutit, au contraire, à consacrer l'état de dispersion se maintenant sous l'égide d'un pouvoir central, installé à Jérusalem. Ces tendances opportunistes mais destructives du vrai sionisme s'étaient déjà fait jour au cours de la guerre, lors des tractations des leaders sionistes avec le gouvernement anglais.

Dans un discours d'ouverture prononcé en 1917, à une assemblée de la Fédération sioniste, le docteur Weizmann s'exprimait en ces termes ² :

On lit constamment dans la presse, on entend dire à nos amis

2. Marcel BERNFELD, *Le Sionisme*, p. 296.

1. Cité par G. BATAULT, *Le Problème Juif*, p. 237.

Juifs et non Juifs, que le but poursuivi par le mouvement sioniste est de créer immédiatement un État juif en Palestine. Nos amis d'Amérique renchérissent là-dessus et ont même déterminé la forme de cet état, en demandant une République Juive. Tout en saluant du fond du cœur toutes ces démonstrations comme une manifestation sincère de la volonté nationale Juive, nous ne pouvons toutefois les considérer comme émanant d'une saine politique. Quelle que soit la puissance qui anime présentement les sionistes, il doit être évident, pour tous ceux qui prennent part à l'œuvre de l'organisation sioniste — on doit loyalement convenir — que les conditions ne sont pas encore mûres pour l'établissement d'un État juif. Les états doivent être édifiés lentement, graduellement, systématiquement et patiemment. Nous déclarons conséquemment que, tout en assignant comme but final la création d'un état juif en Palestine, nous devons passer par une de ces phases intermédiaires, qui, je l'espère, sera l'une des résultantes de cette guerre, c'est que la plus belle contrée de la Palestine sera sous le protectorat d'une puissance aussi juste et puissante que la Grande-Bretagne. Sous l'égide de cette puissance, les Juifs pourront se développer et obtiendront le degré d'autonomie qu'ils méritent.

Comme le remarque justement G. Batault : « lorsqu'on » dépouille ce discours de son enveloppe de phrases nuancées » si savamment, que reste-t-il ? Ceci : l'État Juif s'est mué » en protectorat britannique. Cela c'est le réel, le solide, le » pratique : le reste... rêve, idéal, chimère. »

C. La question des Lieux-Saints soulèverait, par ailleurs, d'inextricables difficultés.

A supposer que les Juifs eussent été fondés en droit à revendiquer la Palestine, la situation particulière de ce dernier pays aurait dû suffire à leur faire repousser toute idée de restaurer le royaume de Salomon. En effet, la Palestine, parce qu'elle renferme les Lieux-Saints, est une terre sujette à des conflits et à des heurts perpétuels. Depuis des siècles la question des Lieux Saints s'est posée au monde et est

demeurée en dépit de son lointain passé d'une toujours aussi présente actualité.

A la seule pensée de la Palestine, des peuples entiers se sont levés et sous les bannières de la Croix ont des siècles durant déferlé autour des vieux murs de Jérusalem. Et quand la victoire des Califes fut devenue définitive, les États d'Occident, la France en particulier, s'efforcèrent par tous les moyens d'obtenir des garanties spéciales en ce qui concerne les Lieux-Saints. Mus par un esprit de foi et dans le seul but de sauvegarder les Lieux-Saints les ambassadeurs des puissances chrétiennes agissaient en ces temps. Par la suite, si ces motifs d'inspiration uniquement religieuse s'atténuèrent ou même disparurent, ils furent remplacés par des raisons d'ordre politique qui rendit encore plus vigilante l'action de la diplomatie. La protection des Lieux-Saints ne fut plus un but mais un moyen, celui d'étendre son influence à travers tout l'Orient.

Car dans les provinces de l'Empire Ottoman l'idée religieuse est intimement liée à la vie publique et la domine pour ainsi dire. Le chef religieux ne voit pas sa compétence limitée à la détermination du dogme mais de plus à tout ce qui a trait à la vie privée de ses ouailles. Il est leur juge et connaît de toutes les causes intéressant le statut personnel et parfois même le statut réel. Il jouit également d'un pouvoir de réglementation qui, débordant le domaine religieux, régente bien souvent à la fois les intérêts spirituels et matériels de ses fidèles.

On comprend sans peine l'influence prépondérante qu'il est possible d'exercer sur un groupement religieux, si l'on assure en même temps la protection des Lieux-Saints auxquels cette confession religieuse peut être rattachée. Ce qui rend particulièrement dangereux la compétition des puissances, c'est que les Lieux-Saints ne sont pas le siège d'une seule religion mais bien de trois groupements religieux intimement différents et groupant chacun un nombre immense d'adhérents. Multiples seront donc les conflits religieux qui souvent dégé-

néeront en lutte politique. Et de minimes rivalités religieuses serviront parfois de prétexte à l'intervention violente de puissances qui ne reculeront pas même devant une guerre. Il n'est pas nécessaire de rappeler ici à la suite de quels futiles incidents intervenus entre des moines latins et grecs, la France et la Russie entrèrent en bataille au milieu du siècle dernier.

Pour les Juifs en particulier, le choix de la Palestine est dangereux. S'ils paraissent posséder la suprématie en ce pays et contrôler par le fait même les Lieux-Saints, ils coaliseront contre eux les chrétiens et les musulmans. Ils auront beau faire les plus belles promesses du monde et fournir toutes les garanties, personne ne sera convaincu, et des conflits sanglants et toujours renouvelés mettront en péril la sécurité juive et la paix même du monde. Il n'en peut être autrement, les Lieux-Saints étant inextricablement enchevêtrés, il n'est pas possible de permettre à une religion, spécialement celle des Juifs, d'y dominer, sans que les autres soient immédiatement lésées. Et cette crainte paraît fondée du moins en ce qui regarde cette catégorie de sionistes qui, abandonnant le programme herzien, ont préféré avant toutes choses la possession de la Sainte-Sion. En effet, plutôt que de suivre le plan tracé par Herzl qui ajournait au profit de garanties réelles et définitives d'établissement, la rentrée en Palestine, les sionistes palestiniens n'ont eu qu'une seule visée, restaurer l'antique royaume de David. Mais s'ils tiennent tant à la Judée, ce n'est pas pour son sol aride et ses maigres ressources, mais bien pour son histoire et sa religion. Sinon cet attachement fougueux à la Palestine n'aurait aucune raison d'être et ne justifierait pas l'élan des sionistes nouvellement émigrés. En réalité, ce sont leurs souvenirs religieux qui, montant en foule à leur esprit, transforment comme par miracle le pays judaïque en une terre bénie où coulent à flots le lait et le miel. Dès lors, les sionistes ne doivent plus avoir pour but que de s'efforcer de restaurer l'ancien état de choses religieux

dont le retour en Palestine n'est que le premier acte. Et l'œuvre à accomplir immédiatement, on pourrait presque dire l'unique est la reconstruction du Temple. Car ¹ « sauf l'immolation de l'agneau pascal qui doit avoir lieu dans l'enceinte du temple, les Juifs peuvent partout ailleurs célébrer leurs fêtes religieuses ». « Sans le Temple, ni la Palestine ni Jérusalem ne sont nécessaires pour le culte ». Mais pour reconstruire le Temple il faudrait détruire la mosquée d'Omar qui recouvre l'autel des holocaustes ou « du moins le noyau rocheux qui lui servait de base. C'est la roche sacrée que l'Islam a entouré de splendides colonnes. C'est le second sanctuaire de l'Islam. Les 150 millions de musulmans — chiffre trop faible — dispersés dans le globe comme les Juifs, toléreraient-ils le sacrilège ? Et quel barbare... oserait porter le pic sur le plus beau joyau de l'Orient ? Ses colonnes ont été empruntées à d'anciennes basiliques ; des artistes byzantins ont combiné les rinceaux de ses mosaïques, les croisés ont entouré la roche d'une splendide grille en fer forgé ; la Perse a fourni des faïences chatoyantes. Non, les Juifs ne voudraient pas détruire ce chef-d'œuvre. Il serait injuste de leur prêter cet abominable dessein. » Mais alors, quel intérêt la Palestine peut-elle présenter aux sionistes, puisque même au point de vue religieux, ils ne peuvent, sans commettre un vandalisme criminel satisfaire leur unique aspiration.

En dehors des musulmans, les chrétiens ne peuvent considérer avec indifférence le retour des Juifs en Palestine. Si parmi ces derniers, ils s'en trouvent dont le large libéralisme ne peut menacer en rien les intérêts religieux du monde chrétien, d'autres, au contraire, pleins de fanatisme ne demandent qu'à se venger de la religion du Christ, fils de David. Nourris dès l'enfance de la haine du christianisme, ces immigrés d'Ukraine ou de Galicie dans leur exaltation peuvent compromettre les droits les plus sacrés de la chrétienté. Bien

1. Voir P. LAGRANGE, *Le Nationalisme Juif et la Palestine*, p. 27.

caractéristique de cet état d'esprit est la question posée par un Juif nouvellement arrivé à l'évêque anglican de Jérusalem, Docteur M^c Innes ¹ : « Que fera-t-on de l'église du Saint-Sépulcre ? Sera-t-elle rasée de ce sol ou brûlée ».

On comprend la légitimité des craintes exprimées par le Pape :

Il apparaît clairement que la condition des chrétiens en terre sainte ne s'est pas améliorée, mais est devenue pire qu'elle n'était auparavant, à cause des nouvelles lois et institutions politiques qui — nous ne disons pas par la volonté de leurs auteurs, mais certainement en fait — tendent à faire déchoir, au bénéfice des Juifs, le nom chrétien, de la place qu'il a toujours tenue jusqu'ici. En outre, nous voyons beaucoup de gens s'employer activement à séculariser les lieux saints et à transformer en lieux de plaisirs mondains, en y important toutes sortes d'attractions et d'invites à la volupté, qui, condamnables en tout lieu, le sont encore plus sur cette terre où se dressent les monuments augustes de notre religion.

Et ces réflexions sont d'autant plus justifiées que le mandat anglais qui parle avec complaisance des droits des Juifs et des musulmans, semble ignorer les intérêts pourtant majeurs des chrétiens. Et ce qui plus est, le mot même de chrétien ne figure pas dans le texte.

Les puissances catholiques d'ailleurs se sont émues des dangers possibles qu'une prépondérance sioniste pouvait faire courir aux Lieux-Saints chrétiens. Elles n'ont pas voulu admettre jusqu'à ce jour l'article 14 du projet de mandat qui vise les rapports du mandataire, c'est-à-dire de la Grande-Bretagne avec les Lieux-Saints. Si pour arriver coûte que coûte à une solution, elles ont fini, après l'avoir rejeté en 1920, par acquiescer en 1922 au projet de mandat anglais ; sur l'article 14 l'entente n'a pu se faire. Et l'on a vu ce spectacle curieux, la France libre-penseuse se faire, par la voix de M. Viviani de

1. Lord SYDENHAM OF COMBE, *Palestine and the Mandate from « The Nineteenth Century*, april 1921.

nuances plutôt avancées, l'avocate du christianisme contre le comte de Balfour, qui, au nom de la protestante Angleterre, plaidait pour les Juifs. La difficulté portait à la fois sur la composition et les pouvoirs de la commission chargée de veiller à l'administration des Lieux-Saints. D'après l'article 14¹ la commission ne paraissait pas devoir avoir une majorité chrétienne et son rôle n'était que provisoire. Les puissances catholiques ne pouvant admettre d'être en minorité et que des statuts millénaires fussent abrogés par une commission fantôme, l'accord n'a pu se faire. Pour tourner la difficulté et éviter toutes responsabilités, les Anglais ont modifié complètement cet article, laissant à la seule Société des nations le soin de déterminer en ses détails le fonctionnement et le pouvoir de cette commission. Ce nouvel article est ainsi libellé :

La Puissance mandataire nommera une Commission spéciale, qui sera chargée d'examiner et de définir les droits et revendications ayant trait aux Lieux Saints, ainsi que les droits et revendications concernant les diverses confessions religieuses en Palestine. Le mode de nomination des membres de cette Commission, sa composition et ses attributions, seront soumises par approbation au Conseil de la Société des Nations, et la Commission ne pourra ni être nommée ni entrer en fonctions sans l'approbation du Conseil.

A l'heure actuelle la question est toujours en litige, la Société des nations ne s'étant pas encore prononcée.

§ 4. LE SIONISME A ÉTÉ UTILISÉ PAR L'ANGLETERRE POUR DES FINS IMPÉRIALISTES

Si des obstacles juridiques et des difficultés de fait presque insurmontables semblent rendre quasi impossible la réalisation du plan sioniste on peut se demander à quel mobile les

1. Voir le texte de cet article p. 151.

Anglais ont-ils pu obéir pour agir ainsi contre vents et marées. Le réalisme parfois brutal de la politique britannique aurait-il fait défaut en cette conjecture, et poussé par une sorte de sentimentalité aveugle, le gouvernement anglais n'aurait eu d'autres visées que de restaurer Sion dans sa splendeur passée.

Les Anglais se sont chargés de nous renseigner et de nous enlever toutes les illusions que nous pouvions avoir à cet égard. Une personnalité anglaise bien connue, le commandant Wedgewood déclarait franchement à un rédacteur du « Jewish Chronicle » ce qui suit ¹ :

« En ma qualité d'Anglais, je ne puis pas considérer la
» Palestine uniquement au point de vue juif, c'est-à-dire du
» point de vue seulement idéaliste, mais vu les caractéris-
» tiques de ma race qui invariablement fait coïncider son
» propre intérêt avec un idéal, je pense que l'Angleterre
» conclurait un bon marché si elle permettait aux Juifs de
» recréer un état juif en Palestine.

» Je vous expliquerai pourquoi je pense ainsi : l'Égypte qui
» était un protectorat anglais exigeait seulement 5 à 6.000 sol-
» dats pour sa défense. Tandis que si la Palestine reste à
» l'avenir entre les mains des Turcs, c'est-à-dire des Allemands,
» nous devons maintenir tout un corps d'armée ou encore
» plus en permanence en Égypte pour parer à une attaque
» inévitable et à une invasion venant du Nord-Est. Les
» Allemands feraient de la Palestine une base de fortes
» attaques de toutes nos possessions africaines. En tenant le
» golfe d'Abaka, qui baigne la péninsule de Sinaï, les Alle-
» mands pointerait leurs canons sur la route de la mer
» Rouge et le Soudan. Abaka lui-même deviendrait un
» second Héligoland et des zeppelins et sous-marins nous
» menaceraient continuellement de cette région.

» Vous voyez qu'il est vital et indispensable que la Pales-

1. HAGANI, *op. cit.*, p. 231-232.

» tine soit érigée en un État-tampon, non seulement pour la
» protection des Israélites, mais aussi pour notre propre
» sauvegarde et sécurité. »

En pleine guerre et alors que les idées étaient bien loin de toutes les théories sionistes, déjà se constituait à Manchester un groupement non Juif, le « British Palestine Committee ». Sous quelles influences occultes fut créé ce comité qui n'avait d'autre but que ¹ « de faire pression sur le gouvernement anglais pour qu'il se persuade de la nécessité absolue d'englober la Palestine dans l'Empire britannique à la conclusion de la paix et d'encourager par tous les moyens le développement en Palestine d'une vie nationale juive. » Il est aisé de le deviner.

A. Importance politique et stratégique de la Palestine.

Cette propagande n'était pas nécessaire pour persuader le Foreign-Office de l'importance politique de la Palestine. Il savait mieux que quiconque que celui qui tient les échelles du Levant possède une des clefs de l'Orient. Sans remonter aux temps antiques par le nord de la Syrie, et à travers celle-ci défilèrent toujours les caravanes sorties de la Perse, d'Arménie et même des Indes lointaines, se dirigeant vers l'Égypte ou l'Arabie. Par Alep et Damas les produits de l'immense plateau Iranien et même de la Haute-Mésopotamie trouvaient un débouché normal à Alexandrette ou à Caïffa, Mais, dans la pensée anglaise la Palestine devait être de plus l'un des points terminus du fameux transasiatique qui doit relier la Méditerranée au grand Océan. Par ce magnifique réseau pourraient être drainées vers l'Europe toutes les richesses des Indes et de la Chine sans en oublier les pétroles mésopotamiens. Sorte d'État-tampon, vis-à-vis de l'Égypte, la nouvelle Judée permettrait de couvrir le canal de Suez

1. G. BATAULT, *op. cit.*, p. 234.

contre toute offensive possible d'un ennemi terrestre. En outre les Anglais si désireux d'accaparer tous les Lieux-Saints du monde depuis Lhassa au Thibet jusqu'à la Mecque en Arabie, espéraient pouvoir étendre encore leur influence par la possession de la cité sainte par excellence, Jérusalem. Il ne déplaisait pas non plus aux Anglais de songer que grâce à la Palestine la soudure allait pouvoir être faite entre leurs immenses colonies d'Afrique et d'Asie. Sans aucune solution de continuité, leur empire allait s'étendre sur deux et même trois continents. Le pavillon de l'Union Jack pourrait flotter d'un bout à l'autre de l'Afrique et par le sud de l'Asie jusqu'aux confins les plus extrêmes de l'Australie. Comme au quinzième siècle le Portugal s'ennivrait d'orgueil en songeant qu'il tenait sous son sceptre la moitié du monde habitable, ainsi l'Angleterre du vingtième siècle ne voyait pas sans fierté l'énorme étendue de territoires soumise à son autorité.

B. *Droits acquis par la France*

Pour réaliser ce rêve impérialiste, il fallait de façon ou d'autre acquérir la Palestine. Le gros obstacle ne venait pas tant des Palestiniens que des difficultés d'ordre extérieur qui pouvaient être soulevées par les prétentions anglaises. Celles-ci devaient heurter des droits acquis non plus par de pauvres hordes de bédouins mais bien par une grande puissance, la France. Le risque étant plus grave, la politique britannique, tout en préparant le terrain, ne pouvait s'engager ouvertement. La France semblait même jouer un rôle si prépondérant en Palestine et dans tout l'Orient qu'il eût semblé incroyable avant la guerre qu'en cas de partage de l'Empire Ottoman, les échelles du Levant fussent allées à d'autres qu'aux Français.

C'est que l'influence française en ces régions méditerranéennes n'étaient pas le résultat du travail d'un jour mais bien le fruit d'un opiniâtre et constant labeur. Toujours la

pensée de l'Orient avait hanté les dirigeants de la France et aux époques les plus reculées de son histoire, on perçoit cette préoccupation. Déjà le grand empereur d'Occident en donnait un frappant témoignage, quand il reçut du fastueux Haroun el Ashid, les clefs du saint sépulcre, comme preuve de sa prééminence sur le Liban. Et par la suite, ce furent les luttes acharnées, soutenues par les croisés, contre les hordes de Saladin, la création d'un royaume franc entièrement bâti sur le mode féodal et dont d'imposants vestiges de châteaux-forts ou de cathédrales attestent l'incroyable activité. Malgré sa brève durée, il exerça une empreinte si profonde, qu'aujourd'hui encore, pour la population syrienne, un Franc est synonyme d'un Européen. Quand les chevaliers du Christ eurent été balayés par la vague sarrasine, la France n'oublia pas sa terre de Syrie. Ses missionnaires et ses pèlerins continuèrent d'y affluer. Pour les protéger et maintenir cette influence séculaire, François I^{er} obtint, de la munificence de Soliman, des droits très étendus sur tous les Chrétiens d'Orient qui trouvèrent désormais en la France un sûr abri contre les vexations du Turc fanatique. Ces capitulations furent renouvelées, et Louis XIV comme Louis XV continuèrent d'affirmer le rôle prédominant de la France dans les affaires d'Orient. Vint la Révolution, qui brisa tant de choses et rompit si net avec l'ancien régime que l'on aurait pu craindre pour le maintien des antiques droits français sur le Levant. Malgré sa haine ardente du passé, la Convention eut assez de bon sens national pour ne point faillir à ce devoir traditionnel. Et dans le dernier siècle, ce rôle n'a fait que s'affermir ; la France a failli affronter en 1840, une guerre pour le maintien des droits de Mehemet Ali, son client sur la Syrie. Si importante était la possession de ces lieux, que pour empêcher la Russie orthodoxe d'y dominer entièrement, Napoléon III ne craignit pas de soutenir contre l'empire moscovite la tenace et pénible guerre de Crimée. Les échos de cette longue lutte s'étaient à peine assoupis que la France intervenait de nouveau

par les armes et cela, en plein cœur de la Syrie, pour la protection des Maronites, odieusement traités par les Druses et les Turcs, leurs complices.

Ce côté purement militaire de l'action de la France ne doit pas faire oublier celle qu'elle exerçait au cours des congrès diplomatiques chargés de régler le statut de l'Orient. Que ce fut aux réunions de Paris ou de Berlin toujours elle affirma son rôle de protectrice du Levant. Et les représentants des puissances admirèrent sans aucune opposition la primauté des droits de la France sur les chrétiens d'Orient.

L'œuvre des hommes d'état français aurait porté peu de fruit s'ils n'avaient été aidés par le dévouement des pionniers de la plus grande France. Avec une patience inlassable, ses missionnaires sont venus répandre par toutes ces régions, avec les lumières de l'Évangile, l'amour de la France. Si grande a été leur action que dans le vaste Orient, la langue française est universellement parlée. Et les Allemands, quand ils construisaient le Bagdad, furent obligés d'y envoyer des ingénieurs connaissant le français afin de pouvoir s'entendre avec la population indigène. Cette incroyable supériorité de la langue française s'explique aisément quand on voit la prépondérance des écoles françaises vis-à-vis de celles des autres nations. Sur un total de 65.000 élèves, les établissements français en possédaient plus de 40.000 auxquels il faut ajouter 10.000 élèves fréquentant les écoles indigènes où le français est la langue d'usage. Cette prépondérance était si manifeste que les écoles étrangères employaient le Français pour instruire leurs élèves. Et nous ne parlerons pas de l'enseignement supérieur, distribué à Beyrouth ou à Damas, qui fournissait à la cause française des éléments de toute valeur; véritable élite intellectuelle complètement acquise aux idées françaises.

Dans le domaine économique, la France jouissait d'une égale supériorité. La plupart des ports, Beyrouth, Tripoli, Jaffa, la quasi-totalité des chemins de fer qui traversaient le pays, appartenaient à la France. De même l'ensemble des

services publics, tels que les eaux, les phares, les usines à gaz étaient constitués par des capitaux français. Bref comme les Français étaient les guides intellectuels des Syriens, ils leur montraient également la route en matière économique.

Devant cette éclatante primauté de la France, la politique anglaise s'était toujours inclinée. Et dans un accord de décembre 1922, signé entre Sir Edward Grey et le gouvernement français représenté par Monsieur Raymond Poincaré, les droits de la France avaient été reconnus et réservés sur la Syrie. Il s'agissait alors de la grande Syrie, celle qui va des sables du Sinaï aux neiges du Taurus et dont la Palestine fait partie intégrante.

*C. Eviction de la France par l'Angleterre,
facilitée grâce au sionisme.*

Avec le trouble et le désarroi nés de la guerre, la politique anglaise, qui ne perdait pas de vue l'Orient, allait profiter des terribles difficultés où se débattait la France pour tâcher de l'évincer de son fief d'élection. Avec prudence, elle allait d'abord agir puis encourager par de premiers et trop faciles succès, la Grande-Bretagne devait renforcer son action et ne garder bientôt plus aucune réserve.

Une première victoire fut remportée par l'Angleterre le jour où furent sanctionnés entre M. Paul Cambon et Sir Edward Grey, les pourparlers entamés entre M. François-Georges Picot notre haut commissaire en Palestine et Sir Mark Sykes, son collègue britannique. Aux termes de cette convention passée les 9 et 16 mai 1916, l'Angleterre tirant parti du fait que toute l'attention de la France était concentrée sur le continent, obtint aisément la séparation de la Palestine avec la Syrie. La France se voyait attribuer uniquement la Syrie. Quant à la Palestine que les Anglais ne pouvaient encore réclamer

pour eux — le geste eût été trop brutal — il était stipulé sous l'article 3^o :

Dans la zone brune' (c'est-à-dire la Palestine amputée des ports de Caïffa et de Saint-Jean-d'Acre, revendiqués par l'Angleterre) sera établie une administration internationale dont la forme devra être décidée, d'accord avec les autres alliés et les représentants du chérif de la Mecque.

Comme on peut le voir, la Grande-Bretagne, prenait déjà deux solides points d'appui en Palestine, en attendant que les circonstances lui permissent d'occuper toute la région. Ce qui jette une lueur toute particulière sur cette convention et pourrait faire douter de la bonne foi des Anglais, c'est la découverte faite depuis d'un traité antérieur relatif aux mêmes pays et conclu par l'Angleterre avec sa créature, le roi du Hedjaz. Par cette convention, qui remontait au mois d'octobre 1915, la Grande-Bretagne reconnaissait et assurait l'indépendance des Arabes de tous les territoires rentrant dans les frontières indiquées par le Chérif, c'est-à-dire de la Méditerranée au Golfe Persique.

Les Anglais espéraient en s'abritant derrière les revendications ultérieures des Arabes pouvoir se glisser subrepticement en Palestine. De cette façon, ils auraient l'air de rechercher uniquement l'indépendance des peuples, leur intervention n'ayant d'autre but que de faciliter l'application du principe des nationalités.

Une occasion plus propice encore leur fut bientôt fournie par les sionistes qui s'efforçaient d'obtenir la Palestine. Les Anglais saisirent immédiatement tout l'utile parti qu'ils pouvaient tirer de ces tendances. Il suffisait pour cela de surenchérir sur les demandes sionistes et de les appuyer énergiquement tout en se réservant bien entendu la direction du mouvement. La France elle-même ne pouvait que s'incliner devant l'action désintéressée de l'Angleterre qui, mue par un sentiment de solidarité vraiment touchante, s'efforçait

de réparer une injustice millénaire. A générosité, générosité et demie, la France se devait de ne pas soupçonner la pureté d'intention de l'Angleterre et, renonçant à des droits acquis depuis toujours, elle abandonna la Palestine aux sionistes, habilement convoyés par les Anglais.

La déclaration Balfour, qui promettait un home national pour les Juifs, fut rapidement entérinée par les puissances alliées ainsi que nous l'avons dit plus haut. Tout à la lutte contre l'ennemi commun, ni la France, ni l'Italie ne pouvait supposer d'arrière-pensée de la part de l'Angleterre. D'ailleurs, des soupçons se seraient-ils manifestés que la crainte d'ébranler une alliance nécessaire, aurait fait écarter toute opposition au plan anglais.

Le jeu britannique fut encore facilité par le fait que l'armée qui fut chargée de conquérir la Palestine était presque entièrement composée d'Anglais. Et ce n'étaient pas les quelques compagnies françaises envoyées dans le Levant par raccroc qui étaient de nature à accroître l'influence de la France. Durant quatre ans les Anglais organisèrent et occupèrent le pays et quand au traité de paix il fut question de la Palestine, tout naturellement les suffrages se portèrent sur l'Angleterre pour lui confier l'administration de ce pays.

Comme une analyse rapide du projet de mandat nous a permis de le constater, les Anglais n'entendent pas du tout jouer le rôle effacé de mandataire et se comportent en véritable souverain. Avec une certaine brutalité, ils dévoilent leurs plans et sans se soucier des droits acquis, ils décident et tranchent sans recours.

Ainsi l'article 8 du fameux projet de mandat, dans son laconisme, consacre la déchéance de notre influence séculaire. Il est ainsi conçu.

Les immunités et privilèges y compris les bénéfices de la juridiction et de la protection consulaires, dont les étrangers jouissaient autrefois sous le régime des capitulations ou qui étaient en usage dans l'Empire Ottoman, sont définitivement abrogés en Palestine.

Cette disposition rompant avec tous les principes suivis jusqu'ici dans le droit des gens, abroge purement et simplement des droits provenant de conventions et statuts internationaux. Cette décision unilatérale est sans valeur juridique à moins d'être acceptée par les puissances intéressées. Jamais les Anglais n'ont admis pareils procédés à leur égard et notamment quand la France a occupé la Tunisie et le Maroc, il a fallu longuement négocier pour arriver à la suppression des capitulations.

Plus particulièrement dirigés contre l'influence française paraissent être les articles 15 et 16 du pacte palestinien. Malgré une apparence de libéralisme, ces dispositions n'ont au fond pour but que de détruire l'action exercée par la France grâce à l'enseignement de ses missionnaires religieux ou laïques. En effet, l'article 15 ne parle que du droit de « conserver ses propres écoles pour l'éducation de ses propres membres dans sa langue particulière ». Or, la Palestine n'est pas un pays unitaire, mais un conglomerat de races et de religions différentes. Si on appliquait à la lettre la disposition de l'article 15, on supprimerait l'emploi de la langue française de la plupart des écoles. D'ailleurs pour y arriver plus rapidement, non seulement, on a éliminé le français comme langue officielle mais de plus on subordonne à une étroite surveillance aboutissant à un réel exclusivisme, les pionniers français qui s'en vont en Palestine.

Après avoir par d'habiles travaux de sape préparer leur établissement en Palestine, les Anglais en agissant au nom de l'idéal sioniste, ont-ils réussi au moins, à créer œuvre durable. Cette installation des Juifs en Palestine qui, comme nous l'avons dit plus haut, paraissait en saine logique des plus scabreuses et vouée à un échec presque certain, a-t-elle, contrairement à ces sombres pronostics, réussi à devenir un fait accompli. Un examen impartial de la situation actuelle des sionistes en Palestine, nous en fournira la réponse.

§ 5. MALGRÉ UNE APPARENCE FAVORABLE, L'EXAMEN DES
FAITS DÉMONTRE L'INSUCCÈS DE L'EXPÉRIENCE SIONISTE
EN PALESTINE.

Un observateur superficiel qui aborderait en Palestine pourrait de prime-abord croire à un commencement de réalisation des espoirs sionistes ¹. « Les noms de stations étalent » à côté de l'arabe et d'une vague transcription en langue » européenne de gros caractères qui sont de l'hébreu carré. » Le Français cherchera vainement dans les compartiments » ou dans les gares une indication en sa propre langue : » l'arabe, l'anglais, l'hébreu se juxtaposent invariablement. » Même phénomène dans l'unique bureau des postes qui a » évincé les concurrents dans la ville de Jérusalem. Et au » télégraphe, c'est encore la formule trilingue qui s'est » substituée au texte arabe-français d'avant la guerre. Le » voyageur lève les yeux à droite et à gauche, dans les rues » des grandes villes qui ne sont pas restées exclusivement » musulmanes. L'arabe figure encore timidement sur les » enseignes des hôtels, restaurants, magasins et entrepôts. » Mais l'anglais et l'hébreu l'encadrent avec une ostentation » obsédante. »

Et si ce voyageur dirige ses pas vers Saffed ou Jérusalem, Richon le Sion ou Caïffa, il remarquera d'importantes colonies juives. Aux abords de Jérusalem notamment ² « ces colonies » rayonnent en tous sens, leurs magasins et leurs maisons de » commerce bordent la route de Jaffa où les enseignes, les » inscriptions, les affiches, même celles de cinéma, sont rédigées » en hébreu. L'étoile hexagonale a remplacé le croissant et » la croix. On la voit, en bouchon de radiateur, sur les autos, » sur la coiffe des infirmières, ou encore sur la manche des » soldats, britanniquement vêtus de kaki où le bouclier de

1. P. DHORME, *La Langue française en Palestine*, Jérusalem 1922.

2. Myriam HARRY, *Supplément du Temps*, juillet 1922.

» David alterne avec le candélabre salomonique à sept branches.... Et tout le monde se salue du salut hébraïque : » Schalôme. Partout on ne parle que l'hébreu. »

S'il se renseigne sur ces colonies juives, on lui dira que la première origine en remonte aux « Amants de Sion » qui, fuyant de Russie, s'efforcèrent de tirer du maigre sol de Judée quelques ressources. Dans leur labeur, ils furent heureusement aidés par la munificence des barons Hirsch et de Rostschild qui leur prêtèrent l'appui d'innombrable millions. Certaines de ces colonies comme celles de Petach Tikwak ou de Richon le Sion ont grandement prospéré et sont devenues d'importants établissements agricoles¹. « En 1914, il y avait 43 colonies » juives en Palestine, couvrant une superficie de 32.000 hectares de terres et portant près de 12.000 habitants. La valeur totale des plantations était de 840.000 livres. La valeur des terres arables pouvait être estimée à 680.000 livres. En outre, des constructions et toutes sortes de stocks, valaient 800.000 livres. De sorte que le capital total investi dans l'agriculture juive en Palestine s'élevait à 2.400.000 livres. »

Depuis la guerre, grâce à la propagande intense menée par les sionistes, de nouveaux efforts ont été tentés notamment pour le développement de la colonie de « Tel Aviv » près de Jaffa et l'amélioration de l'hideuse banlieue juive de Jérusalem. Une nécessité vitale de la Palestine, le reboisement a été également entrepris. Et par d'importantes plantations d'eucalyptus, on a essayé de lutter contre les fièvres paludéennes qui désolaient le pays. Pour faciliter l'installation des colons et l'heureuse utilisation de la terre, des coopératives agricoles sont depuis 1921 en plein fonctionnement². « L'éducation agricole, également, a sollicité les soins particuliers » des sionistes. En 1919 et 1920, des cours d'agriculture ont

1. J. CALMY, p. 7. *La Palestine nouvelle, Supplément du Temps*, juillet 1922.

2. J. CALMY, *op. cit.*, p. 9.

» été organisés dans les diverses colonies et suivis par les
» colons eux-mêmes et leurs enfants ; des cours de science
» vétérinaire ont également eu lieu ; un laboratoire chimique
» a été installé à l'école agricole de Pétach-Tikwak et des
» bulletins contenant des renseignements agricoles ont été
» publiés et distribués. Un musée d'histoire naturelle a
» été créé à Jérusalem, contenant une collection de spé-
» cimens agricoles, botaniques, zoologiques et minéralo-
» giques. »

Dans le domaine de l'instruction publique, l'activité sioniste ne paraît pas avoir été moins marquée. Création récente sur le mont Scopus d'une université hébraïque, édifiée sur le modèle des plus grandes universités américaines. Multiplication des écoles secondaires de filles ou de garçons, on en trouve dans presque toutes les colonies juives. Et les écoles spéciales ou instituts techniques ne sont guère moins nombreux. Méritent une mention particulière : l'Ecole d'Arts et Métiers « Bezalel » de Jérusalem, l'Ecole agricole de « Mikveh Israël », l'Ecole technique de Caïffa et la station d'expérience agricoles d'Athlit.

Devant ces témoignages d'apparente vitalité, l'opinion d'un étranger de passage risquerait de se fourvoyer et de prendre pour une réalité ce qui n'est qu'une habile mise en scène. Derrière ce vain décor, il n'y a, ainsi que nous pourrions le constater, aucun fait durable ou profond qui permette jamais d'espérer voir le triomphe du sionisme.

Cette langue hébraïque dont les sons gutturaux peuvent vous poursuivre quelque temps, vous ne l'entendrez et n'en verrez les caractères que dans une aire très limitée. Sortez des quelques colonies juives et des administrations d'État, c'est l'Anglais, le français, le yddish, mais surtout l'arabe que vous percevrez. Des sionistes fougueux ont bien tenté de ressusciter l'hébreu qui gît dans son tombeau depuis 2000 ans. Mais leurs efforts, quelque sincères qu'ils puissent être, ne

peuvent aboutir. Comme le fait remarquer Aloïs Musil ¹ :

« Le nombre des mots hébreux est relativement insignifiant
» et certainement insuffisant pour exprimer les différentes
» conceptions du vocabulaire actuel. Les anciens écrivains
» juifs eux-mêmes étaient conscients de ce fait et s'aidaient
» de l'Araméen, ce qui paraît à la fois dans le Talmud et leurs
» ouvrages techniques. L'araméen, ou ce qui aurait pu être
» appelé alors le syrien, était la langue des Juifs à leur retour
» de Babylone, même leurs Livres-Saints étaient écrits en
» cette langue. Ils abandonnèrent la langue de leurs ancêtres
» restreinte à un infime territoire et adoptèrent une langue
» qui, à cette époque, était en usage par tout l'Orient.

» Pourquoi donc les colons juifs d'aujourd'hui, revenus de
» pays étrangers au pays de leurs pères, ne suivraient-ils pas
» cet exemple et n'adopteraient-ils pas une autre langue
» courante, l'arabe ? Cette langue joue aujourd'hui en Orient
» le même rôle que remplissait l'araméen cinq siècles avant
» Jésus-Christ. Ne différant guère plus de l'hébreu que n'en
» pouvait différer l'araméen, l'arabe offrirait aux colons juifs
» de plus grands avantages que ceux dont purent bénéficier
» leurs ancêtres, grâce à l'araméen. Les hébreux se servent
» aujourd'hui dans leurs écoles pour leurs travaux scienti-
» fiques d'une langue artificielle toute pleine d'éléments
» étrangers. Ne vaudrait-il pas mieux qu'une langue morte
» comme l'hébreu demeure la langue religieuse et qu'une
» langue vivante comme l'Arabe devienne celle de la vie
» courante.... »

L'auteur poursuit : « Les résultats pratiques de l'introduc-
» tion arbitraire d'un hébreu artificiel comme instrument
» d'enseignement et langage usuel peuvent déjà être observés,
» et ils ne sont certes pas de nature à réjouir les sionistes.
» Les établissements juifs sont pour ainsi dire des îlots au
» milieu d'une mer d'Arabes. Les colons qui entre eux usent

1. Aloïs MUSIL, *Obstacles to Zionist Progress in Palestine, from the New Europe*, 3 juin 1920, p. 181.

» de l'hébreu sont forcés de s'exprimer en arabe, quand ils
» veulent être compris de leurs voisins ou de leurs ouvriers.
» Des conjugaisons arabes sont ajoutées aux racines hébraïques,
» des mots et des phrases arabes sont mêlés à l'hébreu et
» ainsi se crée un dialecte qui n'est ni de l'arabe ni de l'hébreu.
» Tous les séphardites palestiniens comprennent l'arabe et
» il en est de même des Juifs de l'Yemen et de Mésopotamie
» aussi bien que des habitants des nombreux et importants
» établissements juifs de l'Afrique du Nord. L'arabe serait
» quelque peu une nouveauté pour les seuls immigrants
» d'Europe et d'Amérique, mais ils acquéraient facilement
» cette langue qui est légèrement parente de la leur. S'ils
» acceptaient l'arabe comme instrument d'enseignement et
» langue nouvelle, les colons juifs ne différeraient plus de
» leurs voisins que par la religion et pourraient ainsi vivre en
» bons termes avec ces derniers. »

Les sionistes sont très fiers du développement scolaire auxquels ils ont présidé et y voient une garantie de succès pour l'avenir. Certes, pour la conservation et le développement de la nationalité juive, il n'y a de meilleur moyen que la fondation d'écoles appropriées. Ainsi se maintient et se perpétue à travers les générations la connaissance des traditions et de l'histoire nationale. Et cette éducation est plus particulièrement nécessaire à l'enfance où se forment les premières impressions et les plus durables souvenirs. Or, en Palestine, les sionistes n'ont pour ainsi dire pas d'écoles élémentaires, ils ont tout prévu en matière d'enseignement sauf l'essentiel ¹. « Jusqu'à ce que des écoles primaires existent,
» les sionistes ne devront pas compter se gagner le peuple ni
» avoir l'espoir d'un avenir national. Une des plaies infectieuses de l'Orient est l'établissement de moyennes et de
» hautes écoles et il semblerait que les sionistes aient été
» atteints par la contagion. A Jaffa, Jérusalem, Haïfa, Safed,

1. Aloïs MUSIL, *op. cit.*, p. 180.

» Hébron et Tibériade, des écoles secondaires pour filles et
» garçons existent ou doivent être créées aussi bien que des
» écoles supérieures, mais la pierre fondamentale de tout cet
» enseignement, l'école élémentaire, fait défaut. A Haïffa
» un magnifique institut technique est établi, à Jérusalem
» une université doit être ouverte aussitôt que possible. Des
» écoles techniques et des universités sont le point culminant
» d'efforts pour une culture nationale. Comment ces efforts
» pourront-ils réussir si les fondations font défaut ? Les
» sionistes ne devraient pas songer à des écoles supérieures
» avant d'avoir dépensé trente ou quarante ans d'efforts
» consciencieux à perfectionner leur système d'école primaire
» ou secondaire.... L'établissement d'un système rationnel
» d'enseignement est la condition essentielle du succès de
» l'activité sioniste en Palestine. »

Si les sionistes ont mis la charrue avant les bœufs en matière d'enseignement, ont-ils au moins réussi à créer une race agricole ? Certes, l'idée était hardie de faire du peuple juif éminemment mercantile et vagabond une race de laboureurs solides et sédentaires. Des cinquante ans d'efforts prodigués et d'argent dépensé, quels ont été les résultats acquis ? Infimes en comparaison du labeur fourni et du but visé. Avant la guerre, péniblement et grâce à l'aide princière des grands Juifs, quelques établissements juifs avaient pu végéter à l'ombre de maigres allées de platanes ou d'oliviers. Mais ces colonies dispersées et sans liens entre elles paraissaient devoir petit à petit s'éteindre ou se fondre avec le milieu ambiant.

Avec l'intervention officielle de l'Angleterre et son appui tout puissant, une nouvelle ère toute d'extension coloniale juive semblait devoir naître en Palestine. Les moyens d'aboutir ne manquaient pas. Les ressources produites par le fonds national juif n'avaient jamais été si prospères, les communautés juives donnaient sans compter, exaltées qu'elles étaient à la pensée de voir Sion renaître une fois de plus. D'autre part les cultivateurs palestiniens ruinés par la guerre, avec

l'imprévoyance propre à l'Arabe n'hésiteraient pas à emprunter même à haut prix pour se couvrir jusqu'à la prochaine récolte. Des banques hypothécaires, encouragées par le gouvernement anglais, fonctionnaient en grand nombre en Palestine et tandis qu'elles prêtaient à 3 % aux Israélites, elles réclamaient des non-Juifs des taux de 10 à 12 %. Il paraissait donc qu'au bout d'un laps de temps fort court, les anciens propriétaires du sol palestinien dussent céder la place aux Juifs nouvellement arrivés.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire et en dépit de toutes les probabilités, l'appropriation de la terre par les Juifs immigrés n'a été que fort restreinte et sans aucune proportion avec les moyens mis en œuvre. Soit résistance soudaine du terrien contre ces envahisseurs aux doigts crochus, soit difficulté de recruter des Juifs agriculteurs, toujours est-il que l'ensemble des terrains acquis par les organisations sionistes depuis la guerre ne représentent pas 1/120 des terres cultivables de Palestine. Les chiffres d'ailleurs nous sont fournis par M. Jacques Calmy ¹.

« Le domaine foncier total, rural et urbain, propriété de » l'Organisation sioniste est maintenant, grâce aux achats » du Fonds national et de la « Palestine Land Development » Company », quatre fois plus considérable qu'il y a deux » ans, et comprend plus de 11.300 hectares. »

Quant au rôle joué par les sionistes dans l'exploitation industrielle du pays, il est des plus minimes. A vrai dire, la Palestine, peu favorisée par la nature au point de vue fertilité, l'est encore moins en ce qui concerne le sous-sol. Pas de houille noire et à peine de houille blanche. Quant aux métaux précieux par leur utilisation pratique, le fer et le cuivre, ils n'existent pour ainsi dire pas. Seules les carrières de pierre sont abondantes et une réserve de sels de tous les genres existe dans la mer morte. Si depuis 4 ans, certaines entre-

1. Jacques CALMY, *op. cit.*, p. 19.

prises industrielles se sont créées, ce fait est tout autant dû à l'occupation anglaise qu'au mouvement sioniste. Et ce n'est pas le lancement tapageur du premier navire de la flotte sioniste « Le Précurseur » qui pourra donner le change. Ces manifestations extérieures peuvent tromper un moment, mais l'erreur ne dure pas longtemps, le moindre examen démontrant la précarité du mouvement sioniste en Palestine.

Toutes les déclarations sensationnelles des leaders sionistes, leur proclamation de conquérir coûte que coûte la Palestine, leur dédain à l'égard des premiers occupants, toutes ces manifestations oratoires que la tutelle anglaise semblait devoir transformer en réalité ont excité contre les Juifs la haine des Arabes. Le fanatisme de ces derniers n'avait pas besoin d'être encouragé, il existait à l'état latent et pour des futilités éclatait parfois très violemment. Et combien plus vive devait être cette animosité endémique des Arabes, si les Juifs leur fournissaient de justes motifs de colère ! Or avec une imprudence extraordinaire que l'on pourrait qualifier d'aveugle, les sionistes, se fiant aux baïonnettes britanniques, ont ouvertement avoué leur projet de conquête en des termes non voilés :

Ainsi M. Bentwich, sioniste de marque qui est en Palestine chef de la Justice, déclare dans son ouvrage *Palestine of the Jews* qu'il s'agit de faire de la Palestine une « contrée juive ».

Le docteur Eder, chef du comité exécutif sioniste en Palestine, dans un rapport sur la Palestine avoue sans ambage :

« Aucune égalité de traitement entre Juifs et Arabes, » dit-il, mais une prédominance juive, dès que les membres » de notre race y auront suffisamment augmenté leur nombre. »

De même, la *Palestine Weekly* du 30 juillet 1920 exprimait clairement l'ambitieuse pensée de certains sionistes : « La » nation juive a décidé sa propre régénération nationale dans » son ancienne patrie... Quant à la nation arabe, il y a d'autres » terres en dehors de la Palestine où elle pourra développer » son activité nationale. »

Les Anglais, par leur politique, du moins celle du début, ont paru approuver ces tendances. La nomination de Sir Herbert Samuel, juif et sioniste convaincu, ont persuadé plus que tout le reste, les Arabes du danger d'expulsion qui les menaçait. Les excès commis par quelques exaltés sionistes, tel que Jabotinsky, sorte de condottière violent et sans loi, ont été considérablement exagérés par l'imagination arabe. Ils ont cru à la fois leur vie menacée et leur situation matérielle compromise. Devant ces sinistres éventualités ils ont compris qu'il n'y avait d'autre planche de salut que l'union de tous les Arabes contre l'envahisseur. Et la cohésion des Arabes qui peuplent la Palestine a été si forte que l'Angleterre a été obligée de tenir compte de cette opposition.

Des comités de défense arabe ont plaidé leur cause au nom même des traités que les Anglais prétendaient appliquer. Comme le faisait remarquer la protestation arabe remise à M. W. Churchill lors de son voyage en Palestine en mai 1920.

« Nous remarquons de plus que le mandat n'omet rien de ce qui lui est favorable dans la Société des Nations, mais laisse » entièrement de côté ce qui sérail à l'avantage des Arabes. »

« Cet article (22 du pacte de la Société des Nations) admet que » l'on tienne compte des désirs des intéressés. La Grande- » Bretagne s'est-elle enquis de nos désirs ? Elle les connaît, » et se refuse pourtant à nous donner satisfaction. »

Comme pour souligner d'un trait sanglant ces protestations juridiques, des insurrections violentes ont éclaté à diverses reprises en Palestine. La tension des esprits est telle que le gouvernement est sans cesse forcé de proclamer l'état de siège. Et ainsi que le constate Lord Sydenham of Combe¹

« Là où il ne fallait qu'un bataillon de Turcs, il est nécessaire » maintenant d'avoir une division. »

L'action des musulmans a été encore renforcée par suite de l'adhésion à leurs groupements des communautés chré-

1. LORD SYDENHAM OF COMBES, *op. cit.*, p. 627.

tiennes de Palestine. Ces dernières, en raison de leur faiblesse numérique, étaient plus exposées que les masses arabes devant la menace sioniste. Déjà plusieurs familles catholiques de Bethléem, à la suite des procédés agraires des Juifs, ont été forcées de quitter le pays ancestral pour gagner leur vie aux Amériques. Cette fusion entre les Chrétiens et les Mahométans est significative de l'unanimité d'esprit des Palestiniens.

Ce qui a rendu l'échec de l'expérience sioniste actuelle presque certain, c'est la mauvaise qualité des immigrés. Issus pour la plupart des centres Galiciens et Ukrainiens, ils sont infestés d'idées bolchevistes et anarchiques. Dépourvus de morale, ils corrompent le pays ¹ : « En cette Palestine où les » femmes avaient conservé la plus austère réserve dans » l'habillement, on voit maintenant parmi les arrivants » sionistes, un vrai dévergondage du costume féminin. Du » temps des Turcs, les maisons publiques étaient interdites, » spécialement à Jérusalem, à Bethléem, à Nazareth. Un décret » de Sir H. Samuel, du 3 février 1921, les a autorisées, sans » en excepter Jérusalem.

» La Ville Sainte est aujourd'hui infestée par cinq cents » femmes de mauvaise vie. Des maladies inconnues en » Palestine, ont suivi ces lamentables innovations. »

En matière religieuse, ces nouveaux venus ne sont pas moins révolutionnaires. Ils se rient des pratiques des Juifs orthodoxes ou séphardites et affectent un parfait scepticisme. Dans le domaine politique, ils bousculent également tous les usages et traditions suivis par les ritualistes Juifs et vont aux réformes les plus osées. Devant leurs prétentions, les rabbins se sont émus et ont élevé des protestations. Le vote féminin en particulier a soulevé une vive agitation dans le monde rabbinique. Des anathèmes et des exclusivismes ont été prononcés. Les documents suivants dont on va lire la traduction en sont un témoignage frappant ² :

1. Mg. BARLASSINA patriarche de Jérusalem (discours à Rome, mai 1922).

2. *Asie Française*, janvier 1921, p. 36.

I

Décisions prises au cours de la réunion tenue chez le rabbin Isaac Yeroukam Diskin par les rabbins J. J. et J. H. S. et les membres de Betheddin, en présence de plusieurs autres rabbins versés dans la connaissance de la Thora.

Contre l'opinion très répandue qu'il y aurait lieu de tolérer sous certaines réserves la participation aux travaux de la Chambre actuelle des représentants, nous décidons de publier cet avis destiné à prévenir le public qu'il est interdit aux Juifs de prendre part aux élections. Aucune légitimité ne peut leur être reconnue tant qu'est maintenue la disposition qui accorde aux femmes le droit de vote, actif ou passif, que ce droit soit reconnu au peuple entier ou à une partie seulement, ou même aux seuls libres-penseurs.

Signé : LES ASSISTANTS.

Cent-dix rabbins versés dans la connaissance de la loi.

II

PURIFIEZ-VOUS.

A nos frères de Palestine restés fidèles à la tradition.

L'assistance à toute réunion à laquelle prendraient part des femmes a déjà été condamnée l'année passée par toutes les autorités rabbiniques, lorsqu'il s'est agi de former l'Assemblée Constituante. Néanmoins, on persiste à vouloir faire élire la Chambre des représentants au scrutin mixte. Rien de bon ne peut émaner d'une Assemblée convaincue, dès l'origine, d'infraction aux préceptes de la religion et de la morale. Au nom du peuple juif resté fidèle à ses traditions, nous protestons contre la minorité d'athées qui se posent en tuteurs du peuple juif pour instituer une Assemblée dont ne veulent ni le peuple, ni le gouvernement. L'Assemblée des représentants, non plus que les décisions qu'elle prendra, ne sauraient avoir aucune valeur légale ni morale pour le peuple juif ou pour une autre nation.

Et vous, fils de ces saints qui virent le miracle de Sinaï, vous qui suivez la tradition d'Israël, séparez-vous de ces athées, refusez-

leur votre concours, ne prenez point part au vote. Sachez bien que quiconque suit leur voie s'éloigne de celle de Dieu, que celui qui prend part à des élections où sont admises les femmes s'écarte du chemin de la pureté et de la sainteté juives, mais que celui qui suit notre conseil est assuré de la paix avec Dieu.

Nous espérons que les pécheurs se repentiront et que nous pourrons nous unir pour servir Dieu..., en attendant la guérison de tous nos maux par la venue du Messie fils de David. Amen.

Tel est le vœu de ceux qui attendent la rédemption prochaine.

J.-J.-D. ISKIN,

N.-N. WALLENSTEIN,

M.-L. RUBIN,

J.-M. FRENKEL,

J.-H. SONNENFELD.

Imprimerie Salomon.

Par leurs déplorables agissements, les immigrants juifs ont achevé la ruine du sionisme palestinien, car les séphardites et orthodoxes autotochnes se sont ouvertement séparés des nouveaux arrivés et ont déclaré faire bloc avec le groupe islamo-chrétien. Peut-être y a-t-il dans cette tentative de rapprochement avec les anciens habitants du sol une assurance de prise contre les risques éventuels que pourrait amener le développement de l'aventure sioniste.

Le soulèvement des Arabes, le schisme entre les Juifs immigrés et autotochnes, les difficultés extérieures et l'opposition menée en Grande-Bretagne même contre la politique suivie jusqu'ici, ont convaincu les Anglais, qu'ils faisaient fausse route. Renouvelant une tradition pratiquée jadis à Rome, ils avaient espéré se servir du mouvement juif pour faire contrepoids au mécontentement éventuel des Arabes. Par les faveurs qu'ils auraient prodiguées aux Juifs, ils se seraient attachés ces derniers et les Arabes, aveuglés par la jalousie, auraient uniquement dirigé leur haine contre les nouveaux colons, sans plus songer à la puissance mandataire qui aurait ainsi évolué en toute liberté.

Contrairement à l'attente de l'Angleterre, ces beaux espoirs ne se sont pas réalisés. Loin de faciliter ses plans d'annexion, le sionisme n'a fait que les entraver. Ainsi, avec une désinvolture digne du peuple le plus réaliste de la terre, les Anglais dès qu'ils se sont aperçus de l'impossibilité d'aboutir avec le sionisme, l'ont carrément abandonné. C'est ce qui résulte des déclarations faites par Sir Herbert Samuel en juin 1921, où il faisait clairement entendre qu'un foyer national juif ne signifie pas la Palestine aux Juifs :

Permettez-moi tout d'abord de signaler de nouveau le fâcheux malentendu causé par le passage de la déclaration Balfour qui vise l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif. J'entends dire de plusieurs côtés que la population arabe de Palestine n'acceptera jamais que son pays, ses lieux saints et ses terres lui soient enlevés pour être donnés à des étrangers ; qu'elle n'admettra jamais que soit constitué un gouvernement juif en vue d'administrer une majorité formée de musulmans et de chrétiens.

Je réponds que le Gouvernement Britannique, qui place en effet la justice au-dessus de tout, n'a jamais consenti et ne consentira jamais à une pareille politique. Ce n'est pas une politique qu'annonçait la déclaration Balfour. Peut-être la traduction arabe n'a-t-elle pas rendu le vrai sens des mots anglais ; ils signifient... Qu'un certain nombre de Juifs — dans les limites fixées par le chiffre et les intérêts de la population indigène actuelle — pourront venir en Palestine afin de contribuer par leurs ressources et leurs efforts au développement du pays dans l'intérêt de tous ses habitants.

Pour ce qui est de l'immigration, il est incontestablement nécessaire qu'elle soit strictement proportionnée aux possibilités de travail qu'offre le pays ; ce travail doit lui-même consister en exploitations nouvelles et d'un caractère permanent... Il faut décidément reconnaître que la situation de la Palestine n'est pas de nature à permettre de ne pas imposer de limite à une immigration qui prendrait de vastes proportions.

Les sionistes n'ont pas attendu longtemps avant de voir l'application de ces nouvelles tendances. En effet, portant le

coup de grâce au sionisme, le haut commissaire anglais a arrêté l'immigration juive en Palestine. Et si ces derniers mois, cette interdiction a été levée, l'entrée des Juifs en Palestine est soumise à de telles restrictions qu'elle est pour ainsi dire rendue impossible. C'est donc la fin de la tentative sioniste et ce ne sont pas les 20.000 Juifs immigrés depuis la guerre en Palestine qui pourraient changer la face des choses ¹.

Louables et légitimes en elles-mêmes étaient les aspirations sionistes et il est profondément regrettable qu'elles aient ainsi échoué avec l'expérience palestinienne. Si au lieu de servir l'impérialisme anglais et de flatter la sentimentalité des foules juives par l'évocation de Jérusalem, les dirigeants sionistes avaient suivi les directives herzliennes, peut-être auraient-ils pu aboutir. Mais, en l'occurrence, ayant abandonné la voie tracée par le père du sionisme, ils ont exposé la nef sioniste aux plus grands périls, sinon au naufrage suprême.

1. Le *Times* du 26 janvier 1923 fait remarquer que depuis septembre 1920, l'immigration sioniste en Palestine s'est élevée au chiffre de 20.658 individus dont 7.844 en 1923 : 3.285 hommes, 2.246 femmes et 2.113 enfants.

CONCLUSION

Nous avons constaté qu'à la base du problème juif se trouve une question nationale et ce n'est pas l'insuccès de la tentative palestinienne qui doit nous écarter de la seule solution possible, donner pleine et entière satisfaction à la nationalité juive en lui permettant de se constituer en corps de nation autonome sur un territoire déterminé.

Certes, nous reconnaissons que la réalisation de cette idée est ardue et rendue plus malaisée encore par le fait même de la dispersion du peuple juif. Mais ces obstacles ne doivent pas nous effrayer et il suffit de parcourir le livre de l'histoire pour découvrir des cas aussi complexes qui trouvèrent un prompt et heureux dénouement. Il n'en est de plus frappant au point de vue qui nous occupe que celui de la formation de la République de Libéria.

Comme les Juifs, les nègres se trouvaient éparpillés au milieu des nations, mais ils subissaient de plus l'abjection d'être assujettis à l'esclavage. Et ce triste état paraissait être le sort naturel des enfants de Cham, tant leur tempérament était fruste et encore tout empreint de sauvagerie. Jamais, semblait-il, dans une race aussi abâtardie et considérée comme inférieure, un mouvement national eut pu être attendu.

Et cependant les 80 nègres de Baltimore conduits par la Société de colonisation de Washington, après avoir abordé dans le vieux pays africain, réussirent à créer sur la côte des Graines non seulement une nation mais un état souverain et pleinement indépendant.

Héritiers d'une très ancienne civilisation, instruits par une expérience millénaire et jouissant en bien des pays d'une

influence prépondérante, combien plus facile est au Juifs la réalisation de ce que réussirent il y a un siècle de pauvres noirs, échappés de l'enfer du Maryland.

Mais pour aboutir à une solution définitive, il faudrait, reprenant les idées herzliennes, rechercher avec un territoire apte au but considéré de sévères garanties d'indépendance.

Suffisamment vaste, très peu peuplée et d'une grande fertilité devrait être la contrée à envisager pour la transplantation du peuple juif. Il serait fort important également que ce pays fût en dehors de la rencontre d'intérêts stratégiques ou politiques de premier ordre. L'exemple du dernier essai sioniste en est une preuve convaincante.

En dépit des nombreuses conditions exigées, ce territoire existe et c'est la Mésopotamie. N'appartenant que d'une façon très nominale à l'Angleterre, cette dernière puissance pourra sans courir grand risque faire le sacrifice d'une portion de l'immense région qu'elle convoite des massifs du Kurdistan au golfe Persique. Et cet acte d'une haute sagesse politique sera conforme aux vœux d'un grand nombre d'Anglais qui s'inquiète à juste titre des visées ambitieuses de leur gouvernement.

Cette terre à peine habitée permet aux futurs colons juifs de s'y établir par millions sans léser aucun droit acquis. Douée des plus belles perspectives d'avenir, l'Entrefleuvie semble devoir avec les tentatives d'irrigation faites par sir William Willcocks reprendre ses antiques traditions d'incomparable fertilité. Et aux Juifs épris des Livres-Saints, cette région voisine des pays Syriens et Palestiniens n'est pas étrangère, toute remplie qu'elle est de souvenirs bibliques. Sur les plaines, au bord des grands fleuves se découvrent encore des tribus juives, demeurées immuables en leurs traditions depuis le grand exode de Babylone. Elles sont le témoignage vivant des anciennes affinités du peuple d'Israël avec ce beau pays d'Orient.

En possession de ce territoire, le futur État juif devrait à

ses débuts faire appel à l'appui international. Il ne lui sera pas refusé, les puissances étant trop heureuses de pouvoir espérer voir la fin des troubles engendrés par la survivance d'une nation sans État correspondant. Et la concurrence même des puissances empêchera l'une d'entre elles de dominer et d'accaparer pour des fins personnelles le nouvel État juif.

Grâce à la tutelle internationale se manifestant sous forme d'emprunts, d'envoi de missions techniques ou administratives, de concessions de travaux publics, peu à peu le nouvel État juif deviendrait viable et pourrait se suffire à lui-même.

Alors, serait tranché cet éternel conflit entre Juifs et non-Juifs, les enfants d'Israël pouvant opter dans tous les pays pour la nationalité de la patrie retrouvée. Et ceux qui n'useraient pas de cette faculté manifesteraient par là même leur intention de se fondre avec les nationaux du pays qu'ils adopteraient.

Au lieu d'être une pierre d'achoppement entre tous les peuples, la nation Juive reconstituée renforcerait d'un lien de plus la solidarité étroite qui existe entre toutes les nations de l'univers pour le maintien de la paix et le développement de la prospérité générale.

29 avril 1923.

Vu : *Le Président de la Thèse*,
PILLET.

Vu : *Le Doyen*,
H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

TABLE

PREMIÈRE PARTIE

LE PROBLÈME JUIF

CHAPITRE I. — Criterium de l'idée de nationalité.	7
CHAPITRE II. — La nationalité juive	16
<i>Première Section.</i> — Il existe une nationalité juive.	16
§ 1. Maintien millénaire du peuple juif.	17
§ 2. Importance numérique du peuple juif.	19
§ 3. Manifestation de cette nationalité au cours des siècles	20
<i>Deuxième Section.</i> — Fondement de cette nationalité.	21
§ 1. La religion	21
A. Rôle secondaire joué par la race	21
B. La religion, en particulier le Talmud, furent des pierres de base de la nationalité juive.	22
C. Langue sacrée. — L'hébreu.	28
Appendice.	29
§ 2. Les persécutions subies par les Juifs	31
A. Antagonisme religieux	31
B. Usure et commerce d'argent pratiqués par les Juifs	32
C. Tendances révolutionnaires du Juif	34
CHAPITRE III. — Objections à l'idée de nationalité juive.	37
§ 1. Mouvement mendelsohnien	37
§ 2. Les éclairés	40
§ 3. Émancipation des Juifs	42
§ 4. Impossibilité de l'assimilation	51

CHAPITRE IV. — Nécessité de donner satisfaction aux aspirations nationales juives.	56
<i>Première Section.</i> — Importance du problème	56
§ 1. Œuvre de justice	56
§ 2. Garantie de paix	58
§ 3. Universalité de la question juive	59
§ 4. Développement du génie juif	66
<i>Deuxième Section.</i> — L'absence de territoire possédé par les Juifs rend difficile l'application du principe des nationalités.	67
<i>Troisième Section.</i> — La protection des Minorités n'est pas une solution au problème juif	68
En Pologne	72
En Roumanie	78

DEUXIÈME PARTIE

LE SIONISME

CHAPITRE I. — Les précurseurs du sionisme	89
§ 1. Au moyen âge	89
§ 2. Aux temps modernes	96
§ 3. A l'époque contemporaine	101
CHAPITRE II. — Le sionisme proprement dit	107
<i>Première Section.</i> — Création du sionisme	107
§ 1. Le fondateur du sionisme	107
§ 2. L'état juif	110
§ 3. Les congrès	113
§ 4. Démarches de Herzl	120
<i>Deuxième Section.</i> — Le sionisme après la mort de Herzl.	129

CHAPITRE III. — Le sionisme depuis la guerre, échec de la tentative palestinienne	129
§ 1. Succès diplomatique des sionistes	136
§ 2. Critique du projet de mandat anglais	136
§ 3. Obstacles à la réalisation du plan sioniste en Palestine	154
A. Les sionistes sont sans droit sur la Palestine.	154
B. La Palestine ne peut nourrir le peuple juif.	156
C. La question des Lieux-Saints soulèverait, par ailleurs, d'inextricables difficultés	158
§ 4. Le sionisme a été utilisé par l'Angleterre pour des fins impérialistes	163
A. Importance politique et stratégique de la Palestine	165
B. Droits acquis par la France	166
C. Éviction de la France par l'Angleterre, facilitée grâce au sionisme	169
§ 5. Malgré une apparence favorable, l'examen des faits démontre l'insuccès de l'expérience sioniste en Palestine	173
CONCLUSION	187

